

Préface
**Micheline
CALMY-REY**

AUX

27 belles
histoires pour
raconter l'aide au
développement

PAROLE PAUVRES



FAVRE

Parole
aux pauvres

© 2008

Couverture : Antoine Bader

Mise en pages : Filigrane TEXTE ET IMAGE - FRANCE

Éditeur:

StopPauvreté.2015

c/o Réseau Evangélique

Rue du Village-Suisse 14

CH - 1205 Genève

Gabrielle Desarzens

Parole

Parole
aux pauvres

pauvres

Remerciements

Remerciements

C'est à la demande de Jean-Daniel André que Gabrielle Desarzens, journaliste indépendante, s'est engagée dans la rédaction de ce livre à voix multiples. Elle a collecté ces histoires, ces parcours, ces tranches de vie, en prenant contact avec leurs acteurs. Elle a écrit ou réécrit avec eux tout ou partie des textes.

Elle s'est ensuite appuyée sur la relecture attentive de :

- Serge Carrel, journaliste radio et chargé de communication à la Fédération romande des Eglises évangéliques ;
- Marie-Madeleine Gabioud, journaliste et cheffe d'édition à Lausanne ;
- Jean-Philippe Jutzi, porte-parole du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE).

Jean-Pierre Desarzens, technicien en publicité et collaborateur d'une Organisation non gouvernementale (ONG) romande, s'est attaché à la correction finale de l'ensemble.

Nous remercions toutes celles et tous ceux qui ont cru à ce projet et qui nous ont encouragés et aidés dans sa réalisation.

Sommaire

Sommaire

Préface.....	13
Introduction	19
1. Justin du Tchad	25
Il cultive le moringa pour nourrir des orphelins	
2. Nasreen du Pakistan	31
Engagée dans le commerce équitable	
3. Ali du Burkina Faso	39
La paix au bout de la prison	
4. Julie de Madagascar	43
Survivre avec ses enfants dans un village de la Grande Ile	
5. Oumarou, Rasmané, Karim et Adama	49
du Burkina Faso Quatre frères myopathes au chevet de personnes handicapées	
6. Sabina du Népal	57
Une rencontre décisive entre deux femmes	
7. Lucien du Burkina Faso	63
Un aveugle qui voit grand	
8. David du Cameroun	73
Retrouver confiance par la danse	
9. Tanya de Russie	79
La Sibérie, entre uranium et bas salaire	
10. Madou du Sénégal	85
Une maison d'accueil pour enfants garibous	

SOMMAIRE

11.	Rémy du Congo.....	91
	Médecin à Nyankunde sous les balles	
12.	Yasmine du Bangladesh.....	101
	Brûlée au torse et au cou, elle relève la tête	
13.	François du Congo	109
	Pour rester maître de ses plantations, il apprend à lire et à écrire	
14.	Denis de Suisse	115
	Pauvre et marginalisé au pays de l'aisance financière	
15.	Julian d'Ouganda	121
	Parrainée toute son enfance, elle s'investit désormais pour les siens	
16.	Noé du Tchad	125
	L'amour des livres au pied du mont Guéra	
17.	Karma du Népal	131
	Aider son peuple au Mustang	
18.	Magdy d'Egypte	137
	D'une enfance faite de privations à la création d'un centre de formation	
19.	Bibata du Burkina Faso	143
	Aveugle et heureuse d'être mère	
20.	Jefferson du Brésil.....	151
	La prison lui ouvre de nouveaux horizons	
21.	Joseph de Guinée.....	157
	Après une maladie aux symptômes effroyables, il reprend pied	
22.	Ousmane du Burkina Faso.....	163
	Sorti de détention et à nouveau au sein de sa famille peule	

23.	Marie du Cameroun.....	171
	Une grand-mère qui se bouge pour les orphelines du sida	
24.	Emerance du Rwanda	177
	A la tête d'un salon de coiffure	
25.	Nury de Colombie	181
	Un dispensaire dans un bidonville	
26.	Michaël du Burkina Faso	187
	Outils en main pour faire reverdir le Sahel	
27.	Béatrice du Congo	193
	Elle reprend le contrôle de sa vie grâce au microcrédit	
	Conclusion	203
	Pour aller plus loin... ..	207
	Répertoire alphabétique des 24 partenaires de ce livre	211

Préface

Le monde est un village globalisé. Les distances qui séparent les humains sont devenues relatives et le temps se mesure à l'aune de l'instantanéité. Chacun est en contact quasi permanent avec la planète entière et les nouvelles qui font l'actualité pénètrent instantanément, du moins virtuellement, dans les foyers les plus reculés des villages les plus isolés de la Terre.

Ainsi va le monde à l'aube de ce XXI^e siècle.

Mais le monde n'avance pas à la même vitesse pour tous. Son évolution reste chaotique, profondément inéquitable. Sa marche en avant est ponctuée de brusques coups d'arrêt. Les riches sont de plus en plus riches ; les pauvres de plus en plus pauvres – et pis encore, de plus en plus nombreux. Deux milliards d'humains survivent avec moins de 2 dollars par jour, dans un état d'extrême dénuement, exclus de tout. Les fossés se creusent. On a pu croire un temps que l'avènement

du numérique et des nouvelles technologies de l'information et de la communication allait contribuer à réduire ces inégalités. Hormis quelques exceptions réjouissantes, la pratique est loin de confirmer les belles théories. Sans accès à l'éducation de base, l'information planétaire, partagée par tous, reste un leurre.

Pour tendre vers davantage de justice, l'humanité fait bien des efforts. Les hommes et les femmes de bonne volonté ne manquent pas. Les initiatives locales, nationales et internationales en faveur d'un monde meilleur non plus. Chef de file en la matière, l'Organisation des Nations Unies montre l'exemple et s'est mobilisée pour lutter contre la pauvreté. En 2000, elle a adopté les Objectifs du millénaire pour le développement. Ils ne manquent pas d'ambition – jugez plutôt !

Au nombre de huit, ces objectifs visent notamment à réduire de moitié l'extrême pauvreté dans le monde d'ici à 2015. Ambitieux – voire utopistes aux yeux de certains – ils ne pourront être atteints que si tous les acteurs planétaires apportent leur contribution. Les pays pauvres se sont engagés à investir dans les forces vives de leurs populations, surtout dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des infrastructures. Nombre d'entre eux sont aussi conscients des efforts considérables qu'il leur faut consentir en matière de bonne gouvernance, de démocratisation et de décentralisation.

De leur côté, les pays riches sont conscients de la nécessité d'améliorer encore l'efficacité de l'aide qu'ils fournissent aux pays en développement. Ils doivent accepter de mettre en œuvre des politiques de coopération plus désintéressées, moins instrumentalisées. Afin que les Objectifs du millénaire ne restent pas que de vains mots, il leur faut impérativement promouvoir des partenariats plus équilibrés, des échanges avec les pays du Sud où les profits soient équitablement partagés.

Ces défis lancés à l'ensemble des nations s'inscrivent en outre dans un contexte où les grands équilibres planétaires sont menacés. Les changements climatiques, les pandémies, la raréfaction des ressources énergétiques, les migrations et la crise alimentaire qui frappe de plein fouet les populations les plus fragilisées sont autant de périls qui menacent l'humanité. Si des solutions ne sont pas trouvées rapidement, la situation extrêmement précaire de centaines de millions d'hommes, de femmes et d'enfants va encore gravement se péjorer.

Acteurs incontournables de la coopération au développement et de l'aide humanitaire, les Organisations non gouvernementales (ONG) ont un rôle clé à jouer dans ce combat pour l'amélioration des conditions de vie des populations les plus défavorisées. A l'inverse des grandes organisations internationales et des Etats, elles sont en contact permanent avec le terrain, avec la dure réalité du

quotidien. Leur mission est complémentaire : elles sont l'indispensable relai entre les donateurs et les bénéficiaires.

Sur le terrain précisément, le travail des ONG a beaucoup évolué au cours de ces deux dernières décennies. Il s'est lui aussi considérablement professionnalisé, pour gagner en efficacité et mieux s'insérer dans le cadre global de la coopération internationale. La bonne volonté et le sens du dévouement ne suffisent plus. Mais les valeurs de celles et ceux qui s'engagent en faveur de ces ONG demeurent les mêmes : le sens de l'éthique et de la morale, la considération pour la culture et les coutumes d'autrui, l'écoute des bénéficiaires, le respect des autorités locales, des différents contextes sociaux et religieux sont toujours au cœur de leur engagement.

Les 27 témoignages présentés dans ce livre, ces 27 histoires de vie, ne reflètent qu'une infime partie du travail considérable réalisé au jour le jour par des milliers d'ONG de par le monde. Et encore, chacun de ces parcours n'est-il qu'un fugace coup de projecteur sur les centaines, les milliers de bénéficiaires qui sont au centre des préoccupations de cette vingtaine d'ONG chrétiennes de Suisse. Ce qui est arrivé à Ousmane, à Ali, à Tanya, à Marie ou à Bibata comme aux autres « héros » bien malgré eux de cet ouvrage se reproduit quotidiennement sous toutes les latitudes, dans tous les pays du Sud et de l'Est où l'extrême pauvreté empêche encore

des centaines de millions d'individus de vivre, de survivre même avec un minimum de dignité humaine.

Le don de soi, la volonté de partager et de faire profiter autrui de ses connaissances, la valorisation de l'autre, le respect des coutumes et des croyances locales, la persévérance, tout comme le refus de se laisser instrumentaliser sont les valeurs essentielles qui fondent l'action des femmes et des hommes qui s'engagent sans compter pour ces ONG.

La coopération internationale, l'aide au développement ne sont pas que des affaires d'Etat et de budgets plus ou moins imposants. Elles sont aussi et surtout faites de rencontres et d'échanges entre des êtres humains qui ont réciproquement quelque chose à apprendre l'un de l'autre.

A stylized, handwritten signature in dark ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a unique, abstract shape.

Micheline Calmy-Rey

Cheffe du Département fédéral des Affaires étrangères

Introduction

« Tu m'aides, mais tu m'affaiblis ! » En 1994, lors d'une visite dans le sud du Tchad où je devais définir l'ampleur de la famine qui y sévissait, une vieille femme, décharnée, m'a abordé et m'a dit ces mots en n'gambäï, la langue locale. Sa remarque m'a fait l'effet d'une bombe. Elle habitait dans une région où plus rien ne poussait depuis trois ans. Les greniers étaient vides. En une phrase, elle avait fait saisir à l'humanitaire que j'étais et qui travaillait alors dans l'aide d'urgence que notre contribution risquait de créer la dépendance, la démobilisation des personnes et, finalement, de diminuer leurs forces vives.

Des sacs de riz et de l'argent ne viennent pas à bout de la pauvreté : aujourd'hui, les spécialistes de l'aide au développement en conviennent. La grande majorité de leurs programmes vise désormais à restaurer la capacité des personnes à prendre en main leur avenir. Et ce travail de réhabilitation s'inscrit toujours plus dans tous les domaines

manifestes de l'indigence, qu'elle soit économique (déficit de nourriture, d'accès à l'eau potable, de vêtements, de domicile), sociale (solitude, marginalité, humiliation ou sentiment d'infériorité, absence de droit à la parole, analphabétisme, privation du savoir), physique ou psychique (maladie, handicap, vieillesse, dépression, angoisse) ou spirituelle (absence de sens à la vie, perte des valeurs éthiques, poids de la culpabilité, crainte de la mort, sentiment d'être abandonné de Dieu).

« Est pauvre celui qui souffre de n'importe quelle carence », résume Doris Pella dans l'ouvrage « Les pauvres avec nous » (voir « Pour aller plus loin »). En Suisse romande, le mouvement StopPauvreté.2015* travaille en lien avec plus de 25 Organisations non gouvernementales (ONG) qui défendent cette approche dite « intégrale » de l'aide au développement.

Pour la première fois, ces ONG de sensibilité chrétienne donnent à voir de façon concertée leur travail et montrent la manière dont elles l'envisagent. Par le témoignage d'un ou de plusieurs bénéficiaires, elles dévoilent chacune leurs spécificités, qui couvrent des domaines aussi différents que la formation, la santé, l'accueil des orphelins ou des prisonniers. Vous pouvez suivre ainsi dans ces pages la trajectoire du Congolais François, qui a repris en main et qui gère ses plantations de café après avoir suivi des cours d'alphabétisation pour adultes ; ou comprendre quel est le combat de l'association Jéthro en faveur des agriculteurs du Sahel.

Cet ouvrage donne à entendre de multiples voix. Si la lutte concerne des dizaines de milliers de personnes qui retrouvent dignité et espoir au travers de l'aide proposée, celles et ceux qui prennent la parole nous font entrevoir les ressources qu'ils ont su mobiliser pour sortir du cercle vicieux de la pauvreté. Et comment, parfois, l'aide première a pu générer un effet multiplicateur pour des communautés entières. C'est le cas de Lucien, par exemple, un Burkinabé qui a tragiquement perdu la vue à l'âge de 27 ans, mais qui est parvenu à « voir grand » pour les aveugles de son pays en multipliant les offres de formation pratique et de cours d'alphabétisation en braille.

Les collaborateurs des ONG partenaires de ce livre donnent un sens chrétien à leur démarche. Ils pensent en effet que Dieu s'intéresse à l'humanité et que Jésus montre un exemple de service exceptionnel. Ils ont choisi de s'engager à sa suite. Ils sont convaincus en effet que la foi placée en un Dieu qui les aime leur accorde la force, une éthique personnelle et une responsabilité pour mener cette lutte contre la pauvreté. Longtemps, cette vision a été perçue comme prosélyte. L'aide proposée n'est pourtant pas conditionnée par l'adoption d'un credo ou l'appartenance à une communauté religieuse. La Népalaise Sabina en témoigne. De même que l'Ougandaise Julian, qui poursuit aujourd'hui ses études en biologie moléculaire à Londres après avoir été parrainée enfant : elle précise n'avoir jamais été tenue d'être membre d'une église pour bénéficier d'une aide.

La dimension spirituelle n'est plus décriée aujourd'hui, mais au contraire reconnue comme importante. La Direction du développement et de la coopération (la DDC, agence suisse de coopération et de développement du Département fédéral des affaires étrangères) a amorcé depuis 2002 un processus de réflexion en lien avec les œuvres suisses d'entraide sur le rôle et la signification de la religion et de la spiritualité dans la coopération au développement. *« Le travail de développement est pour une bonne part une activité interculturelle et cette dimension a souvent à faire avec la religion, a notamment souligné Walter Fust, son ancien directeur. (...) Le contexte culturel socioreligieux est très important et il faut le connaître en profondeur pour pouvoir faire du bon travail en matière de développement. Les valeurs religieuses et spirituelles favorisant le développement s'expriment au niveau du comportement individuel et collectif. Là où la religion et la spiritualité sont enracinées dans le quotidien des gens et des sociétés, elles peuvent apporter une contribution importante au développement durable et aussi renforcer la culture du dialogue. »***

Le souci des démunis et des exclus m'habite depuis toujours. J'ai rencontré de nombreuses personnes en situation de détresse et les ai souvent admirées dans leur capacité à résister dans des conditions extrêmes. Ingénieur EPFL, j'ai été pilote de brousse au Tchad au service d'ONG et de missions, puis chargé de programme dans des projets d'aide d'urgence au Tchad, au Kosovo, au Mozambique et à Madagascar. Je crois définitivement que la

pauvreté produit souvent les plus gros dégâts à l'intérieur de la personne, là où l'on ne peut pas les voir : un esprit découragé, fataliste, la perte de sa dignité et de son état d'homme ou de femme unique et plein de potentiels. C'est ce travail de restauration et de réhabilitation « intégrale » que poursuivent les ONG qui ont participé à ce livre. C'est ce travail que nous voulons promouvoir dans le cadre de StopPauvreté.2015.



Coordinateur romand de StopPauvreté.2015

* StopPauvreté est un mouvement qui s'inscrit dans la campagne internationale « Micah Challenge » lancée en 2004 par l'Alliance Evangélique Mondiale qui représente 420 millions de chrétiens évangéliques dans 127 pays.

Ses objectifs :

- Approfondir l'engagement des chrétiens avec les pauvres.
- Rappeler aux décideurs nationaux et internationaux leurs engagements à l'égard des Objectifs du Millénaire pour le Développement (voir sous www.stoppauvrete.ch).

** A.-M. Holenstein, *Rôle et signification de la religion et de la spiritualité dans la coopération au développement*, p. 4, Berne : DDC, 2005, 47 p. ; www.deza.admin.ch



Justin, 42 ans

Tchadien

***Il cultive le moringa pour
nourrir des orphelins***

Dans certaines régions d'Afrique, les orphelins sont considérés comme une malédiction. Soupçonnés d'être à l'origine de la mort de leurs parents, ils sont abandonnés et livrés à eux-mêmes dans le meilleur des cas ; dans le pire, mis à mort par leurs proches. Justin a été l'un des premiers à être recueilli à l'orphelinat Betsaleel dans le sud du Tchad. Il cultive aujourd'hui le moringa à des fins nutritionnelles... pour d'autres orphelins.

« Je suis né en 1966 dans le petit village de Ngangara, dans le sud-est du Tchad. Mon père s'est réjoui de ma naissance, qui fut une véritable fête. Un an plus tard, ma mère a donné naissance à une petite fille, puis est décédée. Sa mort a beaucoup affecté mon père. Il a même tenté de mettre fin à ses jours, car il ne savait que faire de ses deux enfants encore tout petits. Grâce à l'intervention de voisins et de membres de sa famille, il a heureusement été maîtrisé. Déboussolé cependant, il nous a pris, nous, ses deux enfants, dans les bras et, les yeux pleins de larmes, a voulu nous enterrer pour que nous suivions notre maman dans la mort. Une intervention salubre de plusieurs sages de la région

l'a résolu à nous conduire plutôt à Goundi, dans un dispensaire dirigé par des sœurs catholiques. Mais celles-ci n'accueillaient pas d'orphelins. Nous avons alors été orientés sur la ville de Koumra, dans le sud du pays. Mon père a parcouru 200 km à pied pour enfin arriver dans la case qu'une jeune expatriée suisse avait louée. Celle-ci nous a recueillis dans une structure encore balbutiante mais qui allait devenir l'orphelinat Betsaleel. »

Depuis son ouverture, Betsaleel a accueilli près de 150 enfants. Justin a été l'un des premiers bénéficiaires de la grande famille. « J'ai donc grandi auprès de Monique et Jeanpierre Burkhardt. Dès 8 ans, j'ai commencé à me distinguer en sport, notamment en athlétisme. On a même cru qu'un grand sportif était né au Tchad ! J'ai progressé jusqu'au jour où une maladie m'a fait perdre l'usage de l'un de mes pieds. J'ai souffert d'une grave infection. J'ai eu la gangrène et on a dû m'amputer. J'avais 10 ans. Mes parents adoptifs ont fait les démarches nécessaires auprès de l'organisation Terre des Hommes, basée en Suisse ,pour que j'y sois pris en charge. Je devais y recevoir une prothèse et suivre une rééducation. Le 1^{er} janvier 1977, je suis donc parti pour le centre de Massongex, en Valais. J'y suis resté un an. Je me souviens encore de ma première nuit dans ce pays : il faisait très froid. Dehors, la neige était tombée et recouvrait les voitures et les maisons. C'était vraiment féérique ! »

Justin est revenu en Europe de 12 à 16 ans pour diverses opérations. Il a suivi durant 4 ans le lycée

à Privas, en France. Il est enfin rentré chez lui pour continuer sa formation. Intéressé depuis toujours par l'agriculture, il s'est spécialisé à la ferme de Monkara, créée en marge de Betsaleel. Situé à 12 km de Koumra sur un terrain exceptionnellement riche, ce domaine permet d'une part d'approvisionner l'orphelinat et d'autre part de former des jeunes aux techniques agricoles, à l'élevage et aux cultures maraîchères. La guerre civile, qui éclate en 1979, et la sécheresse ont laissé de graves séquelles qui ont lourdement pesé sur la santé économique du pays. Mais en véritable terrien, Justin s'est montré têtue, a suivi différents stages au Tchad avec des organismes internationaux jusqu'à devenir chef de la ferme. Après avoir appris et mis en pratique le greffage des arbres, il s'est intégré au projet moringa, un arbre dont la feuille a des vertus nutritionnelles très riches, comparables à la spiruline.

« On fait sécher la feuille de moringa, on la pile, puis on la met notamment dans les biberons pour enrichir l'alimentation des enfants malnutris. Cela fonctionne bien. A tel point qu'on développe actuellement une pépinière de cette espèce pour l'exploiter si possible à grande échelle ». Le moringa occupe 5 hectares de la ferme. « On a déjà planté 1200 arbres. On vise 3000 plants sur 12 hectares. »

Grand et large d'épaules, Justin a bel et bien enraciné sa vie dans cette terre noire et riche du bas fond d'un marigot, alors que les terres arables au Tchad sont plutôt rares. Sur ce site de Monkara, la

terre argileuse colle aux mains et on est sale quand on sort des champs. Justin aime sentir cette terre. Il aime la contempler, aussi, et en voir les fruits. Il est, là, chez lui. Il se souvient également d'avoir profité des contacts noués en Europe à diverses reprises. A l'âge de 16 ans, il a été reçu dans une famille d'accueil française. Il témoigne avoir appris auprès du chef de famille, Samuel Pfaender, la ténacité et l'assiduité au travail. « Cet homme m'a considéré comme son fils. Je lui ai arrangé le garage, la cave, j'ai coupé le bois pour le feu de cheminée, me suis occupé des lapins et du petit jardin familial. J'ai surtout hérité de cet homme bon et simple des qualités comme la maîtrise de soi, la perspicacité, l'amour, la paix, la persévérance, l'indulgence. »

La démarche légèrement claudicante, Justin ne peut effectuer de longues marches en raison de sa prothèse. Mais il se déplace toujours volontiers dans les vergers : citronniers, orangers, goyaviers, bananiers... et dans les plantations maraîchères ; suivant la saison, on y récolte salades, carottes, tomates, concombres, aubergines, gombos, oseille, épinards... Dans la pépinière, il suit de près l'évolution des plants de moringas. Très motivé par cette nouvelle perspective de revenu, Justin prend néanmoins son temps avant d'en parler. Il regarde, observe, s'adosse à un arbre pour mettre au repos sa jambe handicapée, et livre d'une traite une véritable profession de foi : « Le Tchad est un beau pays avec beaucoup de potentialités. Mais la guerre est arrivée et a fait sombrer la nation. Depuis 15 ans, chacun apporte sa contribution pour

faire de ce pays un état de droit, où tout citoyen est libre de s'exprimer. Monique et Jeanpierre Burkhardt ont fait vivre et grandir 150 orphelins. Moi, je cultive la terre. Ce métier d'agriculteur est considéré au Tchad comme le métier du pauvre. C'est vrai qu'il faut avoir de la chance pour planter au bon moment et pouvoir récolter. Et c'est sans compter les aléas politiques. Mais quand le but est de nourrir et de sauver des enfants de la mort, alors oui, ce métier prend une valeur tout autre, nouvelle. Une saveur indéfinissable ! »

Et les yeux dans le vague, il nous parle de ses rêves les plus fous : « Ce qui pourrait arriver de plus beau serait que le gouvernement du Tchad recense les orphelins du pays, qu'il les intègre dans des activités qui peuvent les aider à se réinsérer dans la société. Qu'ils aient un statut social qui leur permette de s'affirmer, afin de porter haut le flambeau de la dignité humaine. Ecoutez bien : le Tchad a besoin de tous ses enfants pour sortir de son état de léthargie provoqué par tant de conflits et de misères. » Mais Justin n'oublie pas l'aide dont il a bénéficié. Il se penche, ramasse un peu de cette terre sur laquelle il travaille tous les jours et conclut : « Je remercie ceux qui souffrent pour mon pays et pour ses orphelins. Ils seront récompensés par le Tout-Puissant. »



Nasreen, 18 ans

Pakistanaise

Engagée dans le commerce équitable

L'analphabétisme au Pakistan touche les femmes de plein fouet. Selon des statistiques onusiennes, 26% seulement des filles savent lire et écrire. Des sources indépendantes et des experts dans le domaine de l'éducation situent ce taux à 12%. De famille modeste, Nasreen s'investit dans un projet de commerce équitable au terme d'un cours de lecture et d'écriture.

« Monocorde, la voix du muezzin se fait entendre. L'aube va se lever sur mon village de Tender, au Pakistan. Je m'appelle Nasreen, j'ai 18 ans. Il est grand temps pour moi de sortir du lit. Je rejette énergiquement la couverture tiède, et enfile à la hâte mes vêtements: une robe à longues manches que je glisse par-dessus un pantalon ample. Devant le miroir fêlé accroché au mur de ma chambre, je lisse prestement mes longs cheveux noirs en une tresse épaisse avant de les dissimuler sous un foulard multicolore. Dans la pièce de la maison qui nous sert de cuisine, je dispose sur une table les pains plats et le thé qui constituent le petit déjeuner familial. »

Nasreen a tout de la jeune Pakistanaise traditionnelle : visage basané, pommettes hautes,

deux petites boucles d'oreilles, discret bijou sur la narine gauche, vêtements stricts et regard baissé. Très occupée pendant la journée, elle n'a guère le loisir de se perdre en bavardages. Cependant, lorsqu'elle a l'occasion de parler avec ses sœurs ou ses voisines, Nasreen s'exprime volontiers en punjabi d'une voix haute et chantante. Il n'est pas rare qu'elle laisse jaillir de sa gorge un rire frais et limpide. Son visage s'anime alors : ses yeux foncés pétillent et elle avoue volontiers qu'il est bon de rire entre femmes.

« J'ai longtemps dissimulé dans mon cœur un grand regret, celui de ne pouvoir fréquenter l'école. Mes frères avaient cette chance, eux. Mais l'école coûte cher, notre père est décédé, et le revenu de notre mère ne suffisait pas pour payer l'écologie des filles », se souvient Nasreen. C'est pourquoi, dès son plus jeune âge, elle a travaillé ; le matin à la maison et l'après-midi, elle faisait la lessive pour des voisins. Chaque matin c'était le même rituel : nettoyer la cour, donner ensuite le grain aux poulets, aller au robinet public pour y remplir la grande jarre, sarcler le lopin de terre en dehors du village, là où coule l'eau d'irrigation, puis faire le repas, du riz en général et des légumes mijotés dans une sauce piquante dont elle a le secret. Les jours de fête seulement, elle pouvait cuisiner des boulettes de viande ou du poulet.

« Tout en vaquant aux travaux domestiques, j'ai entendu parler du cours "lire et écrire" ouvert dans mon quartier par l'Armée du Salut. Je m'y suis

rendue dès mes 16 ans avec deux voisines 3 fois par semaine à raison de 2 heures le matin, dans une maison que des gens plus riches avaient mise à disposition de l'ONG. Ces jours-là, je devais me lever très tôt, afin que mon travail à la maison ne souffre en rien du temps consacré au cours ». Mais ce sacrifice, Nasreen l'a fait de bon cœur, tant les matières enseignées l'ont passionnée.

Vive d'esprit et très motivée, elle a abordé des thèmes comme le rôle et les droits de la femme, l'hygiène, la sexualité, la violence conjugale. Et a peu à peu appris un peu plus sur les motivations et la mission de ces chrétiens de l'Armée du Salut qui portent la mention *Saved to Serve* sur le col de leur vêtement, "Sauvé pour Servir".

Au terme du cours de lecture et d'écriture, un autre cours, de broderie artisanale cette fois-ci, lui a été proposé. Nasreen a trouvé là un appui pour sa vie : elle a toujours été la bienvenue pour un moment de partage ou pour solliciter un quelconque conseil. Une courte prière et une brève méditation biblique ont été proposées aux jeunes femmes qui avaient le choix d'y participer ou non.

Après cette formation artisanale, elle a été sélectionnée pour le projet "Sally Ann" de commerce équitable en janvier 2008. Le concept *Trade not Aid*, développé d'abord au Bangladesh en 1997 par l'ONG, vise au Pakistan la création de 200 emplois. Ceux-ci offriront à des hommes et des femmes économiquement défavorisés des conditions de travail

équitable sur quatre sites de production. Lancé en juillet 2007, “Sally Ann Pakistan” entend attribuer au minimum la moitié des places de travail à des femmes, et écouler les motifs pakistanais brodés dans les magasins du même nom en Suède et en Norvège.

« J’ai été l’une des premières femmes à m’annoncer pour y participer. Avec impatience et anxiété, j’ai attendu la réponse ; je savais que seules les femmes appliquées, précises et persévérantes seraient sélectionnées. Mon cours de broderie m’a été d’une grande utilité. Je crée déjà maintenant pour mon compte, avec, je crois, talent et fantaisie, des motifs de décoration pakistanaise sur des mouchoirs, des foulards et des nappes que j’essaie de vendre ensuite. Ce travail me procure de l’argent que je mets soigneusement de côté pour aider mes sœurs à constituer leur dot. En effet, en tant que cadette, je ne peux en principe me marier que si mes frères et sœurs plus âgés le sont aussi... »

Depuis qu’elle participe au projet “Sally Ann”, la vie de Nasreen a complètement changé ; elle a acquis une nouvelle estime d’elle-même. Percevoir un salaire régulier assure en effet à cette jeune femme une dignité et force au respect. Grâce à son revenu, les conditions d’existence et la qualité de vie de toute sa famille se sont considérablement améliorées, ce qui l’encourage beaucoup dans ses journées chargées.

Nasreen est la cadette de la famille. Ses deux sœurs, Samia et Shaheen, sont respectivement âgées de 21 et 23 ans. Toutes deux gagnent un maigre revenu en travaillant comme domestiques dans des familles aisées de la contrée. Quant à ses frères, Kamran et Athar, des jumeaux, ils n'ont qu'une année de plus qu'elle. Lorsque la chance leur sourit, ils trouvent de l'embauche par-ci, par-là. Leur mère vit avec eux et travaille à quelques rues de là comme femme de ménage chez des gens riches et généreux ; il lui arrive de rentrer le soir avec quelques friandises très appréciées.

Nasreen a perdu son père quand elle avait trois ans. Personne dans la famille ne parle jamais de cette tragédie, mais une de ses tantes lui a expliqué qu'un camion avait percuté son papa de plein fouet alors qu'il se rendait à vélo à Faisalabad, à une quinzaine de kilomètres de là. Faisalabad est l'une des plus grandes villes du Pakistan, après Karachi, Lahore et Islamabad. Nasreen n'est jamais allée à Faisalabad, mais ses frères et ses oncles s'y rendent, en bus ou à moto, pour affaires ou pour y acheter ce qu'on ne trouve pas à Tender. Ils disent qu'il y a beaucoup de circulation là-bas, du bruit et de la violence. Il n'est pas rare que des clans politiques ou religieux s'y affrontent ; il vaut alors mieux s'enfuir en courant car, en général, ces confrontations dégénèrent en bain de sang.

Tender abrite quelque deux mille âmes. Du temps où sa mère était enfant, il y avait davantage d'habitants, mais, de plus en plus, les villageois

émigrent en ville dans l'espoir d'y trouver un emploi. Actuellement, le manque de travail, l'insuffisance de nourriture et la hausse galopante du prix des aliments de base sont les principaux problèmes auxquels sont confrontés les Pakistanais.

Les 500 maisons du village sont construites en briques de terre crue. Presque toutes sont édifiées selon le même modèle : deux chambres simples, mais néanmoins confortables, et une pièce pour cuisiner. Entre les habitations et la rue, un espace ouvert permet tout un commerce parallèle : salon de coiffure, cordonnerie, entrepôt de bois, magasin où l'on trouve de tout et de rien. Nasreen se rend volontiers chez l'un ou l'autre de ces commerçants. Il y a bien un marché plus important près de la rue principale, mais les femmes ne s'y rendent jamais sans être accompagnées.

La jeune fille aime l'ambiance de son quartier, les palabres animées des vendeurs, le tintamarre des klaxons des vélos et des charrettes qui tentent désespérément de se frayer un passage parmi les mules bâties et les buffles nonchalants. Nasreen s'amuse à la vue du spectacle animé des bœufs tirant les charrettes chargées à ras bord de bois, de poissons ou de cannes à sucre. Celles-ci seront coupées et utilisées comme fourrage. Ni les détritiques et les excréments des bêtes qui jonchent le sol de terre battue, ni l'odeur animale qui monte dans la chaleur du jour ne la dérangent ; ce sont là les odeurs de son enfance, les repères de sa vie. Çà et là, sur le bord de la route, quelques chèvres cherchent

une touffe de verdure à se mettre sous la dent, et des poulets caquettent autant qu'ils s'agitent.

Le gouvernement évincé de Nawaz Sharif avait introduit l'idée d'une éducation non formelle pour les femmes à travers tout le pays. Pour ce faire, il avait mis en place une commission de l'alphabétisation et se préparait à créer à leur intention quelque 100'000 écoles non formelles. Mais le projet est tombé aux oubliettes, en raison de l'instabilité politique permanente. Néanmoins, quelque 1500 écoles non formelles destinées aux filles et aux femmes, créées par les anciens premier ministre Benazir Bhutto et président Zia ul-Haq, continuent à fonctionner dans des zones rurales. Mais quel espoir d'embauche au bout ?

Aujourd'hui, Nasreen est heureuse de sa vie. Ce qu'elle ne dit pas cependant, ou alors du bout des lèvres et non sans gêne, c'est que chaque matin, elle tend l'oreille et guette le passage de Saber, un jeune homme du quartier qu'elle connaît depuis l'enfance. Dès l'aurore, celui-ci se rend dans la campagne toute proche pour collecter, chez les paysans, le lait qu'il viendra ensuite vendre de maison en maison. Depuis quelque temps, Nasreen ne cesse de penser au jeune homme. Voilà celui qu'elle voudrait épouser : un garçon travailleur, poli et beau par-dessus le marché. Mais, elle le sait bien, ce n'est pas elle qui choisira l'élue de son cœur. Vraisemblablement, ce sera son oncle ou l'un de ses cousins plus âgés qui décidera pour elle. Et au Pakistan, ce sont les femmes qui apportent la dot.

Plus celle-ci est importante, plus le choix du mari est large. Il faut donc beaucoup d'argent si on veut faire un bon mariage. Nasreen se souvient avec tristesse de Tamima, une jeune voisine très pauvre, obligée par manque d'argent de se marier avec un homme brutal, fainéant et porté sur l'alcool. Quel accablant début de vie conjugale ! Nasreen souhaite de toutes ses forces qu'il n'en soit pas ainsi pour elle-même. Depuis quelque temps et grâce à son emploi, elle s'est remise à espérer.

Une dure journée de labeur touche à sa fin. Etendue sur son lit, les yeux grands ouverts, Nasreen songe. Le beau visage de Saber s'accroche un instant à sa pensée. Un chien aboie. Peu à peu, la nuit reprend possession de son village.



Ali, mort à 23 ans

Burkinabé

La paix au bout de la prison

Dessin fait par un prisonnier.

La malnutrition des prisonniers en Afrique est omniprésente. Elle aggrave des pathologies et conduit parfois à des situations désespérées. Dans une prison surpeuplée qui verrouille le petit voleur comme le coupeur de route, Ali est mort malgré des soins. Mais il a trouvé la paix au bout du chemin.

Que dire d'un homme quand il est mort ? Que dire d'un homme quand il est mort dans la peau d'un prisonnier ? Que dire si ce n'est qu'il ne sentait plus ses chaînes. Non pas parce qu'il aurait été libéré. Mais parce qu'il était enfin en paix. « Oui, Ali, 23 ans, prisonnier, a trouvé la paix au bout du tunnel. C'est du moins ainsi que j'ai vécu son départ, moi, Cathy Moret, infirmière, engagée depuis 8 ans dans un travail d'aumônerie et d'assistance médicale et nutritionnelle dans plusieurs prisons du Burkina Faso. Et j'avais envie d'en témoigner, en souvenir de lui.

» La vie est rude à la prison : promiscuité, nourriture minimale, absence d'exercice physique. Comme infirmière, je donne des consultations

médicales, administre des traitements et mesure l'indice de masse corporelle des détenus. Ce calcul me permet d'évaluer le degré de santé de chacun, de suivre son évolution au fil des mois et surtout de distribuer des compléments de nourriture aux plus faibles, aux plus malades. J'ai en fait très vite réalisé que la malnutrition est fréquente dans le milieu carcéral et qu'elle diminue fortement les chances de guérison et même de survie lorsqu'elle est associée à une pathologie.

» Un jour, à la prison centrale où s'entassent plus de mille détenus, on me signale que tu es très malade. Je demande qu'on te transporte du bâtiment principal jusqu'à moi dans une petite pièce adjacente à la chapelle. Deux codétenus te portent vers moi, Ali. Toi, jeune berger peul, tu ne tiens plus debout. Tu es prostré et souffres d'une dyspnée, une difficulté à respirer très importante. Tes yeux sont remplis de pus, tu souffres d'une perte de l'audition, des pustules ont envahi ton visage, tu es très sale, tu sens mauvais. Je donne un savon et des vêtements propres à tes deux compagnons d'infortune qui vont te laver et te changer. A ta vue, l'infirmier du dispensaire de la prison est aussi atterré que moi et signe immédiatement une demande d'évacuation que le juge accepte.

» Je t'accompagne à l'hôpital et j'y reste une bonne partie de la journée. Il faut en effet être là afin que le malade soit examiné rapidement et puisse bénéficier de tous les examens nécessaires. Car les assurances maladie n'existent pas ici et tout doit

être payé sur le champ par l'entourage du malade, examens aussi bien que soins. Entre-temps, il faut vite aller chercher un drap, une couverture, un plat pour la nourriture, un gobelet, un pot pour les besoins, un seau et du savon. Il y a les médicaments prescrits (comprimés, injections, perfusions, etc.) à acheter à la pharmacie... Alors enfin, le traitement pourra commencer !

» Les examens révèlent que tu souffres, Ali, d'une tuberculose avancée qui a déjà détruit ton poumon gauche ; à droite, une pleurésie est visible... Les médecins placent un drain thoracique pour évacuer le liquide et commencent le traitement, mais ils m'avertissent que tes chances de survie sont très minces.

» Notre petite équipe de l'aumônerie, constituée du pasteur Djibril, de Mme Fatoumata et de moi-même, décide de t'entourer. Nous nous relayons à ton chevet deux fois par jour. J'apporte aussi tous les jours ta nourriture, les médicaments et perfusions nécessaires.

Mais au fil des heures, le liquide pleural qui s'écoule par le drain devient nauséabond. Le haut de ton thorax et ta gorge sont gonflés comme un ballon. Ali, tu étouffes de plus en plus et ton regard en dit long sur ta souffrance. Tu as compris que tes jours sont comptés... mais tu es reconnaissant de tout ce que nous pouvons faire pour toi ! Tu aimes surtout qu'on prie chaque jour au nom de Jésus en te tenant la main. Tu demandes pardon pour le délit que tu as commis. Ali, tu as souffert, tu as suffoqué, mais

ton cœur est en paix maintenant. Après 24 jours de souffrances, tu t'éteins paisiblement.

» Tous, nous sommes tristes ; nous aurions aimé voir un miracle, mais malgré tout, nous savons que tout cela n'a pas été vain. Le secours et l'amitié que nous avons pu t'apporter durant ces jours terribles ont fait la différence. Au lieu de mourir abandonné au fond d'une sombre cellule, Ali, tu as été entouré. Et surtout, tu as reçu la paix ! »



Julie, 42 ans

Malgache

***Survivre avec ses enfants
dans un village
de la Grande Ile***

60% des habitants de Madagascar ont moins de 18 ans. La grande majorité d'entre eux gagne moins d'un dollar par jour... Pour réinsérer les plus démunis de la capitale dans la société, le gouvernement les a invités à se déplacer dans des villages construits de toutes pièces. A Andranofeno, Julie ne mange toujours pas à sa faim, mais trouve de nouveaux repères.

Madagascar... A première vue, cette grande île au large du Mozambique est un véritable paradis tropical. La nature y est exceptionnelle... mais le pays l'un des plus pauvres au monde. Plus de 68% des Malgaches vivent au-dessous du seuil de pauvreté. La malnutrition chronique, le manque d'hygiène, l'accès limité au réseau d'eau potable sont à l'origine de nombre de maladies infectieuses, notamment les troubles respiratoires, la tuberculose et l'hépatite. « Mais c'est la faim qui est le plus pénible à vivre », affirme Julie*, 42 ans, mère de quatre enfants.

Avant 2002, elle habitait avec son mari et ses enfants à Ambato Boeni, sur la côte ouest de la

Grande Ile. Le père de famille y était gendarme ; Julie s'occupait de la maisonnée et du travail aux champs. Au fil des jours, elle n'a plus supporté la maltraitance de son mari envers elle et leurs enfants: coups de poing, de pied, gros mots... Ni la pauvreté. Son mari ne donnait en effet que peu ou pas d'argent à sa femme, qui devait se débrouiller pour combler les manques. Dans ces conditions, partir n'a pas été le choix le plus difficile de sa vie. « Je préfère me débrouiller toute seule avec mes 4 enfants plutôt qu'avec un homme qui me maltraite. » Julie se souvient avoir dit cette phrase il y a six ans. Elle ne la regrette pas, même si la vie n'en a pas été plus facile pour autant.

Elle et ses enfants se sont installés en périphérie de Tananarive, la capitale de Madagascar. Là se bousculent les plus démunis : des milliers de pauvres survivent dans des abris de plastique et font les poubelles pour manger. Mince, les traits fins, Julie est volontaire, courageuse, et se montre très souriante. Elle a réussi à se faire engager comme enseignante dans une école privée et ses enfants ont pu continuer leurs études.

Et puis un jour, un communiqué diffusé par la radio nationale retient son attention : l'Etat annonce la construction d'un nouveau village, Andranofeno, à 130 km de là. Les gens de la rue sont invités à s'y installer. Le gouvernement donne les matériaux de construction à chaque famille intéressée pour ériger sa propre maison, et accorde également aux volontaires un terrain de 5 hectares à cultiver.

Initié en 2003, le projet de relogement et de réinsertion sociale conçu à Andranofeno a effectivement eu pour objectif la réinsertion d'une frange de la population sans abri et sans emploi de la capitale. Le projet était ambitieux, car le nombre de familles à encadrer était de 280. Si ce genre d'initiative avait déjà été testé dans d'autres régions de l'île, les familles bénéficiaires n'avaient jamais dépassé la centaine.

Julie a entendu cette annonce et a décidé d'aller s'établir dans cette nouvelle localité. Elle est arrivée à Andranofeno en 2003. Il lui a fallu une année pour s'installer correctement. Pendant cette année-là, ses enfants ne sont pas allés à l'école. Julie a travaillé la terre avec eux et, comme gagne-pain, ils ont fonctionné comme "porteurs de sable" pour les constructions.

Une famine est alors venue se greffer sur leur situation déjà précaire. « En 2003 et 2004, nous n'avions rien à manger, il y avait peu de travail, se souvient Julie. Au vu de la pauvreté et de la solitude, j'ai tenté de vivre en concubinage avec un homme marié, dont la femme et les enfants étaient restés à Tanà. Cet homme est le père de ma fille dernière-née et vit toujours avec moi. Il m'aide dans la vie quotidienne. »

Julie a repris l'enseignement. Et remis ses enfants à l'école. Mais les difficultés qu'ils ont traversées ont laissé des lacunes dans la vie de famille : difficile d'exercer une autorité parentale quand la

préoccupation première est le repas du jour. Les enfants s'encanaillent. Julie en a même peur parfois, et se sent responsable de leurs agissements. La vie tourne vite au cauchemar : chacun n'en fait qu'à sa tête, il n'y a pas de respect des uns envers les autres. Les enfants ne veulent plus aider leur mère ni dans le travail ménager, ni dans le jardinage. L'atmosphère tourne au vinaigre. Et la question lancinante de l'argent demeure : c'est vrai qu'ils ont un terrain de 5 hectares, mais ils n'ont qu'une ou deux bêches pour travailler la terre. Juste de quoi assurer une culture vivrière, qui ne suffit pas à nourrir la famille. Ils ne connaissent pas les techniques agraires, n'ont aucune connaissance en semences... Et c'est sans compter les voleurs qui viennent dérober les cultures. Le marché est à 35 km de là. Alors on mange des brèdes cuits, des sortes de feuilles préalablement bouillies avec de l'eau et du sel, ainsi que des tubercules. Ce n'est pas tous les jours qu'on mange du riz. « On mange pour rester debout, mais on ne mange pas à sa faim ». Pas de viande, pas de poisson, pas de fruits, peu de légumes, pas de produits laitiers... C'est le cas du village entier.

Les deux aînés achètent des poules, des coqs, des lapins. Puis les revendent pour pouvoir se procurer des fournitures scolaires et des habits. Un jour, ils ont reçu 2 petits cochons d'une Organisation non gouvernementale (ONG). Mais comme les poules, ils les ont vendus une fois élevés à bonne taille.

En août 2007, la Fondation le Grain de Blé organise un camp ouvert de 7 jours dans ce lieu. Une centaine d'enfants de 6 à 16 ans y participent, dont ceux de Julie. « Nous étions devant des enfants sales, tristes, peureux, bagarreurs, indisciplinés. Ils ne savaient pas jouer, ils avaient toujours dû travailler, se souvient Voahanginirina, collaboratrice de la fondation. Nos buts lors de ces camps sont d'abord d'apporter une aide alimentaire, puis d'inculquer des notions d'hygiène et de savoir-vivre, et enfin de proposer un programme biblique. Le tout est transmis au moyen de sketches, de mimes et de chants. Le sport et le jeu sont aussi à l'ordre du jour et lentement, les enfants abandonnent leurs peurs et les superstitions dans lesquelles ils ont souvent été élevés pour s'intéresser à ce que l'on dit. Toute notre aide est basée sur nos valeurs chrétiennes. »

Pas d'eau courante à Andranofeno. Pas d'électricité. Un bus branlant dessert la localité une fois par semaine. « Sept jours, ce n'est pas beaucoup, mais quel travail pour monter un tel camp ! résume Voahanginirina. Quelqu'un de notre équipe reste toujours sur place pour assurer un suivi. Puis nous revenons 2 fois par mois pour revoir les enfants et suivre leur évolution. »

« Durant le camp, les enfants ont enfin mangé à leur faim et de façon saine sur une semaine, commente Julie. Ils ont été touchés d'avoir été considérés par les moniteurs comme des frères et sœurs. Suite à cette expérience, des changements sont intervenus à la maison. Ils ont commencé à

me parler gentiment. Ils ont changé d'attitude entre eux aussi. Ils m'ont aidée dans nos cultures, après avoir enfin compris qu'il fallait me seconder pour avoir une meilleure récolte et améliorer notre nourriture quotidienne. Ils ont mis de l'ordre dans la maison, bien rangé leurs affaires. J'ai en fait retrouvé ma place dans mon foyer. La paix et la joie y règnent à nouveau et nous pouvons prier ensemble. Nous avons beaucoup appris les uns des autres. J'ai osé leur confesser que je n'étais pas parfaite, mais que j'essayais de leur transmettre le peu que je savais. »

Cela dit, la faim guette toujours. Et il n'est pas rare que les habitants d'Andranofeno recherchent en terre des tubercules destinés aux cochons qu'ils cuisent longtemps pour s'en nourrir. Ils se sentent rejetés, car ils savent qu'ils appartiennent aux couches de population les plus défavorisées de l'île. « Ils ont été très malmenés par la vie, confie Voahanginirina. Mais l'Evangile peut leur apprendre à voir différemment leur vie sur terre. Il permet de briser le cercle infernal de la pauvreté en leur redonnant espoir. Les gens ici ne veulent pas de l'argent, mais les moyens et les outils pour subsister, avec dignité. Ils ont besoin de se reconstituer et sont ouverts pour modifier leur comportement en ce sens. »

* Prénom d'emprunt



Oumarou, 31 ans
Rasmané, 29 ans
Karim, 27 ans
Adama, 25 ans

Burkinabés

***Quatre frères myopathes
au chevet de personnes
handicapées***

Le nombre de personnes handicapées augmente en Afrique: les malformations congénitales, les traumatismes de la route et du travail, les problèmes de neurologie infantile et adulte sont en pleine expansion. Le Centre pour handicapés de Kaya, au Burkina Faso, accueille les personnes qui souffrent de mobilité réduite et répond à leurs besoins. Quatre frères myopathes en témoignent.

« Je ne peux pas dire la souffrance... Au village, les gens disaient que j'étais maudit, que nous étions des esprits maléfiques transformés en êtres humains. Les autres avaient peur que nous les contaminions. » Rasmané, 29 ans, est le deuxième fils des 4 garçons myopathes qu'Adissa a mis au monde.

« Au village, quand nous étions petits, mon frère Oumarou et moi donnions du mil à manger aux poussins... Nous marchions à quatre pattes, dans la boue ou sur le sol brûlant. La poussière et le sable nous brûlaient les yeux. Notre vie était très dure. » Et son frère Oumarou d'ajouter : « Quand tous les autres partaient au champ, nous, nous restions seuls au village... Ces moments étaient difficiles. »

Imaginez pourtant l'Afrique... La beauté de ses paysages, avec ses terres ocre et desséchées, ses acacias et leurs redoutables épines. Et puis un village, maintenant. Avec ses cases au toit de paille, ses lopins de terre sur lesquels poussent mil et maïs. Quelques poussins courent sur le sol poussiéreux ; il y a même des chèvres, parfois une vache. Il y a aussi beaucoup d'enfants. Des femmes pilent le mil. Sur des foyers, le repas de midi cuit dans de grandes casseroles en fer blanc. Plus loin, d'autres femmes reviennent du puits, avec sur la tête des bassines remplies d'eau, liquide précieux et rare en ces régions.

C'est une Afrique colorée, joyeuse, vivante. Mais il faut lever le voile sur cette réalité que capte le

premier regard et entrer de plain-pied dans la carte postale : la vie est rude. Il suffit de peu de choses pour faire basculer un quotidien sans drame apparent vers une existence faite de souffrances et de misère. Parmi toutes les raisons qui conduisent à la tragédie, il en est de moins évidentes que des combats ou des pluies absentes... ou trop abondantes. Un accident, une maladie, une infirmité congénitale ont des conséquences désastreuses pour celles et ceux qui en sont les victimes, comme aussi pour leur famille.

Les quatre frères Zoré vivaient en famille au Burkina Faso dans le village de Koulpagré, proche de la frontière du Ghana, à 95 km de Kaya. En 1992, leur situation était telle qu'ils ne pouvaient plus rester au village avec leurs parents et leurs autres frères et sœurs. Il était même question de les séparer. On espérait qu'ainsi il serait plus facile de les placer dans une autre famille. Leur mère Adissa se souvient également que son époux était très anxieux pour elle et ses fils. Il avait peur de mourir et de les laisser, seuls, dans cette terrible situation. Essayant d'y faire face, elle est allée consulter des guérisseurs.

Car il faut voir les choses en face : la situation des personnes handicapées en Afrique est dramatique. Bébés, ils peuvent être abandonnés, voire tués, car ils sont pour beaucoup de gens la source et la conséquence de malédictions. Jeunes ou adultes, ils sont autant de bouches inutiles. Ils sont alors souvent réduits à une vie de mendicité

et d'exclusion. Une lapalissade : ils sont dans une situation de précarité, voire d'extrême pauvreté.

La myopathie est une affection des fibres musculaires. Elle peut entraîner après quelques années une insuffisance respiratoire. Survenant dans l'enfance, la maladie est presque toujours dégénérative. Actuellement, il n'existe pas de traitement curatif, mais une prise en charge des troubles qu'elle entraîne permet d'améliorer le confort et l'espérance de vie du malade. La kinésithérapie, voire des interventions de chirurgie orthopédique, permettent de corriger les rétractions et les déformations musculaires. Des séances de rééducation et une assistance respiratoire sont, elles aussi, utiles. A un stade ultérieur, une trachéotomie permet de pratiquer, la nuit, une assistance respiratoire. L'espérance de vie de la myopathie – en particulier celle de Duchenne – est de moins de 25 ans.

Les frères Zoré sont pourtant âgés aujourd'hui de respectivement 31, 29, 27 et 25 ans ! Dès le départ de leur village en 1992, ils ont été recueillis avec leur maman au Centre pour Handicapés de Kaya (CHK)* que soutient l'ONG suisse Morija. Depuis, ils y ont fait leur place et s'y trouvent entourés d'affection et de soins, sachant toutefois parfaitement que la mort les attend au bout de la maladie. « Nous avons été accueillis avec beaucoup de joie par tout le monde et avons été touchés par le respect manifesté à notre encontre. Nous avons enfin été considérés comme des êtres humains », témoignent-ils.

« L'aide reçue au CHK ? Ce fut une nouvelle chance, comme une deuxième vie, estime Rasmané. Que serais-je devenu sans elle ? Je me le demande souvent. Peut-être serais-je déjà mort... Même si je ne suis pas normal, même si je ne suis pas comme les autres, j'ai aujourd'hui ma petite place dans la société. Ce n'est pas rien ! »

Dès leur arrivée, les 4 frères ont reçu des soins, mais aussi une instruction. Rasmané a par exemple obtenu son certificat d'études secondaires. Dans leur petite maison accolée au centre médical, des postes hi-fi et du matériel électronique s'entassent sur un petit établi : Karim, l'avant-dernier, répare à domicile radios et téléviseurs. Adama, le cadet, est le seul à travailler en ville dans un atelier de réparation d'objets électroniques. Il s'y rend au moyen d'une voiturette spécialement équipée pour lui. « Avant, ma nièce de 10 ans me conduisait chaque matin à l'atelier. Le soir, un ami devait me raccompagner. Impossible d'aller plus tôt au travail ou de quitter l'atelier à ma guise. Je dépendais toujours d'autrui pour me déplacer. Maintenant, je suis indépendant, je peux me rendre où je veux. Malgré le coût élevé de l'essence, je finance mes déplacements et j'ai déjà parcouru des distances de plus de 30 km en quelques heures. C'est vraiment appréciable ! Je prie pour que mon frère Karim puisse à son tour bénéficier d'un tel véhicule. Les deux aînés n'ont malheureusement plus assez de force pour en conduire un. »

Des chaises roulantes sont à la disposition de la fratrie pour se déplacer aux abords du centre. Adissa y a été engagée comme cuisinière. Tous les jours de la semaine, elle prépare le repas de midi des patients. Grâce à ses revenus, elle peut subvenir à ses besoins et à ceux de ses fils. Oumarou, lui, travaille au dépôt pharmaceutique du CHK. Quant à Rasmané, il n'a actuellement pas d'activité.

Mère et fils connaissent bien sûr la myopathie et savent qu'elle mène à la mort. Il n'existe pour l'heure aucun médicament, aucun traitement pour stopper la maladie ou la guérir. « La santé, c'est quelque chose que tu ne peux ni acheter, ni donner, commente Oumarou. En tant que personne handicapée, j'ai plus de difficultés qu'un autre dans la vie et je dois toujours dépendre de l'aide d'une personne valide; ce n'est pas toujours facile. » Rasmané, lui, explique que sa vue baisse chaque jour davantage. « Il y a la tristesse de constater que la maladie nous empêche de faire ce dont on a envie. Mais comme le répète Adama : ça va aller ! Et puis, il ne faut pas trop y penser. » « Et pourtant, il est bon que tout homme ait un projet », souligne Adissa. « Mais il faut de l'argent pour en avoir un », lui rétorque tout de go Oumarou. Non sans ajouter, après un temps de réflexion, qu'il voudrait bien devenir pharmacien.

« Je n'envisage pas grand-chose, compte tenu de l'évolution de ma maladie, ajoute Rasmané. Mais si Dieu me donne encore une autre chance, j'aimerais avoir une famille comme tout le monde... et être

un grand écrivain. Ou jouer au football. Je regarde tous les matches à la TV ; j'aime le Real Madrid, Manchester United... J'aime aussi Robinho, Ronaldhino, Michael Essien...» Karim, lui, aime la musique. Il joue du piano. « Moi, mon rêve, lâche-t-il, c'est de devenir musicien. Etre reconnu mondialement, être une star. » Et voilà qu'il se met au clavier et nous livre une de ses compositions. Son regard pétille ; c'est avec ses doigts qu'il nous fait partager ses émotions. Quant à Adama, son avenir, il le voit bien : « Je voudrais fonder une famille et avoir un travail. »

Dans ces corps torturés, tordus, une force de vie encore intacte est bien là. Une confiance en l'avenir, aussi, étrangement. Tous les soirs, il y a une rencontre de prières au CHK. Prières en faveur de tous les malades, de tous les employés et de tous ceux qui viennent au centre. « Ce sont des moments de grâce et de bonheur », ajoute Adama.

Au Centre pour Handicapés de Kaya, les quatre frères Zoré sont un véritable encouragement pour les personnes en rééducation temporaire. Ils n'hésitent pas à s'enquérir des autres, à passer du temps avec les plus découragés. Même terrassés par une maladie dégénérative, ils viennent apprendre aux autres comment rester debout.

* En 2007, 218 patients ont été traités ambulatoirement au CHK et 141 ont été hospitalisés pour un total de 12'013 nuitées. Le centre a dispensé en outre 12'694 séances de kinésithérapie à 359 patients. L'atelier d'appareillage a fabriqué 112 nouveaux appareils orthopédiques (prothèses, orthèses, gouttières, appareils de décharge, attelles, cannes) et en a réparé 58.



Sabina, 39 ans

Népalaise

Une rencontre décisive entre deux femmes

Il y a plus de 10 ans, une Suisse, consultante dans le laboratoire d'un hôpital d'Etat, au Népal, a encouragé et soutenu dans son travail une jeune laborantine indigène. Cette dernière tient actuellement un poste-clé au sein du Laboratoire national de santé public. « J'ai bénéficié d'un soutien moral, social et financier », témoigne-t-elle.

Toute de bleu vêtue, Sabina Tiwari est une petite femme de 39 ans débordante d'énergie et particulièrement bien organisée. « Je travaille 18 heures par jour. J'aime que tout soit propre et bien rangé. » Et cette femme de tisser l'histoire de sa vie : « L'homme que j'ai épousé, Laxman, était mon compagnon de jeux quand nous étions enfants. Je l'aimais beaucoup. Quand sa mère est décédée, en 1996, nous avons décidé de nous marier. Dans la culture hindoue, il est normal que la famille arrange le mariage. Mais nous, nous avons décidé de nous marier de notre propre gré et contre la volonté de nos familles respectives. J'avais 17 ans. Nous avons dû quitter Katmandou où nous avions grandi, et nous nous sommes installés à Pokhara, où nous avons débuté notre vie de couple. Nous

avons d'abord suivi les cours au collège le matin, et travaillé l'après midi pour gagner notre vie. Après environ 2 ans, un bébé est né. Cet enfant nous a rendus très heureux.

» Comme de nombreux Népalais, nous avions des problèmes financiers. La naissance de notre enfant m'a obligée à interrompre mes études et à trouver d'autres sources de revenus. J'ai d'abord enseigné dans une école primaire, puis j'ai postulé à l'hôpital Green Pastures, à Pokhara, comme aide-laborantine. C'est là que j'ai fait la connaissance d'Alice*, une expatriée suisse, qui travaillait comme consultante. L'organisation INF (International Nepal Fellowship), qui regroupe diverses ONG chrétiennes, m'a offert par la suite une formation continue. Il faut savoir qu'au Népal, on peut suivre des cours en sciences du laboratoire, mais que la compétition est rude. J'aurais dû me rendre en Inde pour compléter ma formation. Mais mon mari est tombé malade et je n'ai pas pu le quitter pour suivre mes premiers cours. J'étais très déçue.

» Puis ce fut le drame : Laxman s'est suicidé en 2002. Le cœur brisé, j'étais désespérée. Je devais m'occuper de mon fils de 11 ans, Kshitij, et me retrouvais seule, veuve, confrontée aux problèmes de la vie... » Au Népal, une veuve est généralement mal vue : elle est soupçonnée de porter malchance. Alice, qui a notamment bénéficié d'un soutien de la Direction du développement et de la coopération (la DDC), a toujours beaucoup

encouragé Sabina, chez qui elle sentait un potentiel et un réel intérêt pour les sciences du laboratoire médical. Raisons pour lesquelles elle a encouragé Sabina à reprendre ses études et a organisé un soutien financier. « Pendant quatre ans, indique la laborantine népalaise, nous avons bénéficié mon fils et moi d'une aide précieuse, qui nous a permis de vivre et de nous former ». Sabina a toujours été impressionnée qu'une étrangère ait tellement à coeur le bien-être du peuple népalais : « Alice m'a montré comment je pouvais contribuer à améliorer la qualité de la vie des gens autour de moi. Grâce à elle, j'ai compris que la formation et l'éducation sont des choses très importantes dans la vie.

» Dès le début, j'ai été impressionnée par sa façon d'enseigner. Je venais de compléter ma formation en tant qu'assistante laborantine. Alice avait un sens aigu du travail d'équipe et cherchait toujours des solutions qui favorisaient les ressources locales. Elle a par exemple encouragé une entreprise locale à confectionner des enveloppes renforcées nécessaires à l'envoi d'échantillons, et donné un revenu à des patients atteints de la lèpre en leur commandant des milliers de porte-lames pour l'envoi des frottis sanguins. Elle a visité les laboratoires dans les régions les plus reculées du Népal pour contrôler et évaluer le travail qui y était effectué. Elle a contribué au programme de formation des laborantins conçu par INF, puis a commencé un travail avec le laboratoire de santé publique (NPHL), pour promouvoir la qualité de ses services.

» A côté de son travail, Alice partageait avec nous sa foi chrétienne, mais toujours en respectant notre culture. J'ai vu des photos sur lesquelles on la voyait participer à des fêtes locales népalaises. Cela m'a beaucoup impressionnée. En tant que Népalaise, je ne veux pas changer de religion. Mais la côtoyer m'a beaucoup aidée. Sa façon de voir le monde m'a permis de trouver un soutien moral et social. Elle a su me conseiller quand je lui ai parlé de mes problèmes personnels. Même avec nos opinions et nos religions différentes, nous nous sommes très bien comprises.

» Je me souviens encore d'un événement marquant. Une nuit à Pokhara, des pluies torrentielles avaient détruit un mur de la maison d'une famille démunie. La femme est venue vers Alice lui demander de l'aide. Celle-ci est tout de suite allée estimer les coûts de la reconstruction. N'ayant pas l'argent nécessaire, elle a cherché une solution, mais n'en a pas trouvé une immédiatement. Quelle n'a pas été ma surprise de la voir venir un jour au travail chaussée de bottes en caoutchouc couvertes de boue... Elle était allée elle-même reconstruire le mur. Elle avait préparé de la terre battue, utilisée ensuite comme mortier pour assembler les briques, et s'était mise au travail. Cette histoire m'a beaucoup inspirée.

» J'ai obtenu une licence en sciences et atteint une position de *Quality support Officer*, soit de responsable qualité. Je suis même devenue sous-directrice du programme de contrôle de qualité

du NPHL. Grâce à la bonne formation que j'ai pu suivre et à l'expérience que j'ai acquise, j'occupe maintenant une fonction où je peux contribuer à la promotion des services de laboratoire au Népal. Tout ce qu'Alice espérait pour moi est devenu réalité. Je continue le travail qu'elle a commencé, à savoir la promotion d'un programme d'assurance de la qualité des laboratoires. Il m'est difficile d'exprimer ce que je ressens. Les mots sont trop faibles pour dire à quel point Alice a contribué à l'amélioration des services laborantins au Népal, et plus généralement des conditions de vie des Népalais. Elle a été pour nous un don du ciel. »

* Prénom d'emprunt



Lucien, 48 ans

Burkinabé

Un aveugle qui voit grand

L'Afrique subsaharienne compte 10 millions de personnes handicapées de la vue, ce qui correspond environ à 1,5% de sa population. Au Burkina Faso et sous l'impulsion de Lucien Naré, les possibilités offertes aux non-voyants se sont multipliées en termes d'éducation et de formation. « La marginalisation, la solitude et l'isolement sont longtemps restés le lot des aveugles. Nous luttons contre la difficulté d'intégration sociale et professionnelle qui pousse à la mendicité professionnelle », explique celui qui a fondé l'Association pour le salut des handicapés de la vue au Burkina (ASHVB).

L'aveugle africain est depuis longtemps considéré comme inutile, ignorant, indésirable. Aujourd'hui, les non-voyants ont un vif désir d'apprendre à lire et à écrire pour accéder à la culture, à l'emploi, à la communication. Une révolution est en marche, et un espoir concret d'intégration socio-économique se dessine pour des centaines de personnes jusque-là dénigrées et rejetées.

Ouagadougou, Burkina Faso: la terre est rouge, ocre. Seules les grandes artères sont bitumées,

les autres rues sont en latérite, poussiéreuses en saison sèche, boueuses en saison des pluies. Passer des rues en terre battue à la grande artère est toujours périlleux: pas de feu pour régler la circulation. Dès que la voie est libre, les vélos-moteurs et vespas qui sont parvenus à se placer en tête de file bondissent, puis zigzaguent entre les voitures, évitent les charrettes et frôlent les piétons de façon désarçonnante. La circulation est dense, parfois anarchique, et la pauvreté crasse. La capitale foisonne de petits étalages en bordure des habitations construites sur un seul étage. Sa superficie a passé de 130 km² en 1985 à 200 km² en 1995, et de nouveaux quartiers s'érigent en périphérie de façon spontanée. La ville connaît une démographie galopante : 2 millions d'habitants s'y entassent. Beaucoup de jeunes désœuvrés se débrouillent tant bien que mal pour survivre. Les plus chanceux suivent des formations souvent peu pratiques et sans assurance d'embauche. Le pays compte encore plus de 70 % d'analphabètes.

Né dans la ville de Koupéla en 1960 dans une famille pauvre, Lucien fréquente l'école primaire de 1967 à 1975. Puis, comme beaucoup de jeunes, il se rend dans la capitale, Ouagadougou, à 140 km à l'ouest de sa ville natale, en quête d'un emploi. En parallèle à son travail auprès d'un commerçant, Lucien, tenace, suit des cours du soir en comptabilité jusqu'à l'obtention de son diplôme, puis trouve un emploi dans une quincaillerie.

La vie lui sourit encore : il épouse Rosalie en 1982, et la famille s'agrandit avec la naissance d'Edwige, en 1983, et celle de Valérie, en 1986. Puis c'est le drame : en janvier 1987, à l'âge de 27 ans, Lucien perd la vue suite à un accident de la circulation. Alors qu'il était passager sur une petite cylindrée, une autre moto leur a coupé la route... Un accident banal pour qui connaît le trafic dense et l'état des routes de la capitale. Malgré une forte douleur à la tête, Lucien n'est pas hospitalisé. Ce n'est que quelques jours plus tard qu'il connaît des difficultés de vision ; « les chiffres et les lettres sautillaient devant moi », explique-t-il. Progressivement, il perd ses facultés visuelles. Sa vie bascule du tout au tout.

Assis sous un manguier dans la cour de sa maison, canne blanche en main, il revient sur ce tournant de sa vie – sans fioriture dans le verbe, mais non sans émotion : « Ce fut une catastrophe, j'ai été complètement cassé. Lorsque ma vue s'est péjorée, je n'ai pas pu continuer à travailler chez mon employeur. Beaucoup de mes amis et parents m'ont abandonné. J'ai dû vendre tous mes biens. Quelle révolte ! Au début, il m'était très difficile de l'accepter, et j'ai même pensé au suicide. Je me cachais des gens qui me connaissaient et ne sortais guère de la maison. Je pensais à la ruine de ma famille face à cette situation. J'ai même conseillé à ma femme de me quitter avec les enfants. Ce qu'elle a refusé. Elle a alors dû subvenir aux besoins de la famille, puis est tombée au chômage ». Lucien se tait, réfléchit, puis reprend : « Quand on perd la

vue, on perd toute son identité. On n'est plus la même personne. On doit se reconstruire, retrouver une perspective de vie dans laquelle s'engager. » Lucien n'a jamais voulu mendier, activité dont survit pourtant la majorité des handicapés de la vue en Afrique. Il se lance d'abord dans un élevage de porcs. De ses mains, il confectionne des briques en terre cuite et les monte sur une partie de sa parcelle, à côté de son habitation. Une fois l'infrastructure en place, il commence l'élevage de races locales. Et aujourd'hui encore, il continue ce commerce avec des races importées. « Cela me fait du bien ! », commente-t-il. Solide, bien campée sur ses jambes, sa femme vient le chercher pour le conduire à moto jusqu'à son bureau dans des locaux du secteur 30, au nord-est de la ville. « J'ai beaucoup à faire aujourd'hui », s'excuse-t-il. Car Lucien, qui a pu apprendre l'écriture braille sur le tard, a découvert un nouveau champ d'activité grâce à sa cécité : l'aide directe et concrète aux non-voyants et malvoyants de son pays. Et c'est toute une histoire...

La famille accueille Josette, en 1989, puis Hélène, en 1992. Grâce à la lecture braille qu'il a pu apprendre auprès de l'Association burkinabée pour la promotion des aveugles et malvoyants, il lit les Evangiles du bout des doigts. Il y trouve alors l'impulsion d'une nouvelle vision pour ses frères handicapés de la vue. En 1993, alors à la tête d'une famille de 6 personnes, il va voir le directeur de la Ligue pour la lecture de la Bible, le pasteur Michel Nikiéma, avec l'idée de fonder une association. Son

objectif : recenser les malvoyants du Burkina Faso que les familles cachent souvent ou malmènent, et leur donner les moyens de vivre dignement en leur inculquant un savoir-faire. Frappé par la volonté de son interlocuteur, le directeur l'aide à créer l'ASHVB. Et le bouche à oreille fait son œuvre : informée de la naissance de cette structure et déjà en contact épistolaire avec Lucien, la Mission évangélique braille (MEB) en Suisse lui demande de représenter l'ONG dans le pays.

« J'ai parcouru des centaines de kilomètres ici au Burkina pour contacter des églises, des communautés et les directions provinciales de l'action sociale et pour recenser les handicapés de la vue. Avec un double but : leur donner accès à l'éducation et leur permettre de rester actifs dans leur tissu social. Pour ce faire, nous formons des responsables locaux capables de s'occuper des malvoyants de leur région. Au début, les gens ne comprenaient pas ce que je cherchais à faire, ni pourquoi on s'intéressait à cette population. » Dans la société traditionnelle africaine, l'aveugle est souvent considéré comme une malédiction, une bouche inutile à nourrir, un paria... Lucien a par exemple croisé la route d'Odile, une jeune aveugle de 18 ans, orpheline de père, qui vivait isolée dans un village de brousse et qui, depuis, a intégré le centre MEB de Koudougou. Ses responsables lui ont découvert des capacités intellectuelles remarquables : elle a rapidement appris à lire et à écrire en braille et peut saisir actuellement sur machine à écrire des procès-verbaux. Et pourtant

personne de sa famille n'est jamais venu lui rendre visite depuis qu'elle a pris sa destinée en main.

L'ASHVB s'occupe aujourd'hui non seulement d'alphabétisation, mais aussi de l'enseignement de techniques artisanales et agro-pastorales adaptées aux aveugles. Dans le centre de l'ASHVB, à Ouagadougou, financé par la MEB, Lucien a été le principal formateur de 44 moniteurs ou enseignants spécialisés qui œuvrent aujourd'hui dans les centres pour aveugles implantés dans l'ensemble du Burkina Faso. Derrière son bureau sur lequel se bousculent courrier cécogramme* et documents de toutes sortes dans un parfait désordre, notre homme garde une vision claire de son travail qu'il ne cesse de développer. C'est ainsi qu'il a inventé le tableau noir braille avec des vis à têtes rondes ! En 2006, il a fini de mettre au point le code alphabétique braille pour le mooré, la langue de plus de la moitié de la population du Burkina Faso et qu'on parle également au Ghana, en Côte-d'Ivoire et au Mali. Il a aussi mis au point un alphabet en bisssa braille et en kasim braille. Le seul alphabet mooré a représenté un travail considérable qui a été effectué en collaboration avec des linguistes et spécialistes de l'Institut national pour l'alphabétisation (INA) et l'Association nationale pour la traduction de la Bible et l'alphabétisation (ANTBA). A partir de cet alphabet, un collaborateur suisse de la MEB a réalisé un programme informatique qui peut transcrire automatiquement en braille mooré des textes en caractères latins ou moorés fournis sur support informatique. La technologie vient d'être

transmise à une équipe du Burkina Faso avec une petite unité d'impression braille. Une révolution pour les non-voyants du pays !

« La mise sur pied d'un programme d'alphabétisation bilingue mooré-français, comprenant l'apprentissage du braille pour les enfants aveugles, a véritablement marqué un tournant dans ce pays », estime en Suisse Heinz Rothacher, directeur de la MEB. En effet, l'originalité de ce programme est que l'alphabétisation se fait en mooré, en bisca ou en kasim, avant l'apprentissage du français. Divers organismes coopèrent aujourd'hui, afin de garantir la pérennité de ces formations et d'assurer un meilleur avenir aux nombreux handicapés de la vue :

- la MEB fournit le matériel didactique ;
- l'ASHVB forme les enseignants spécialisés ;
- le Fonds national d'alphabétisation et d'éducation de base non formelle (FONAENF) assure le salaire des formateurs et les frais d'internat des enfants ;
- un bureau de coordination, mis en place par l'Alliance biblique du Burkina Faso avec l'appui de la MEB, assure de façon neutre le lien entre les instances officielles et les divers lieux de formation. Il veille en outre au développement intégral des enfants, à savoir leur bien-être physique, leur formation intellectuelle et spirituelle.

Le concept mis en place par la MEB et l'ASHVB est différent de ce qui existait déjà au Burkina en ce sens qu'il ne nécessite pas de grosses structures. La

formation décentralisée mise en place est pratique et a l'avantage de garder les aveugles dans leur milieu, ce qui permet à l'entourage de la personne handicapée d'évoluer en même temps qu'elle.

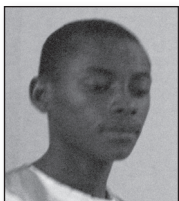
« Face aux 200'000 aveugles du Burkina, on ne peut pas se contenter de ne former que quelques dizaines d'aveugles par année et laisser les autres croupir dans leurs ténèbres. Il fallait introduire des infrastructures plus légères que ce qui existait déjà », explique Heinz Rothhacher. Lucien a en quelque sorte ouvert les yeux du gouvernement burkinabé sur ce qui pouvait être fait à grande échelle et non seulement pour quelques privilégiés. Il a su développer une aide adaptée aux malvoyants qui parviennent aujourd'hui à s'inscrire dans le tissu socioéconomique du pays en faisant valoir leurs compétences.

« Ce travail décolle véritablement, et c'est extraordinaire d'assister à cet essor. Comprenez bien : Lucien n'est pas resté dans la fatalité. Il a su se montrer opiniâtre, aller où il voulait, patiemment, faisant profil bas si nécessaire, contournant les obstacles trop difficiles, fonçant quand c'était possible. Ce n'est pas un intellectuel ni un théoricien, mais un homme pratique et pragmatique. Derrière une certaine réserve, due probablement à son handicap qui ne lui permet pas de jager d'un regard un nouveau venu, on sent un homme chaleureux et sensible. On le sent vibrer dans les moments forts. »

Lucien a cru à son projet et a su démultiplier l'aide offerte aux Burkinabés handicapés de la vue de façon ambitieuse et pourtant très terre-à-terre. « C'est un interlocuteur formé qui reçoit d'ailleurs aujourd'hui pour ses cours d'alphabétisation de l'argent de la coopération internationale. Nous aimons collaborer avec lui et partageons ce même souci de répondre aux différents besoins de la personne handicapée, que ce soit au niveau pratique, socioculturel ou identitaire », ajoute le directeur de la MEB.

En janvier 2008, et dans tout le pays, 528 enfants aveugles ont pris pour la première fois le chemin de l'école. Ils ont été répartis en 44 classes de 12 élèves.

* Courrier envoyé ou reçu par des déficients visuels et qui bénéficient de ce fait d'une franchise totale ou partielle dans les systèmes postaux de nombreux pays.



David, 15 ans

Cameroonais

***Retrouver confiance
par la danse***

La danse est un moyen de trouver ou de retrouver un équilibre dans sa vie. Travailler avec son corps permet bien souvent de se recentrer sur soi-même et de restaurer son être psychique et physique. Quand on doit se battre pour ses besoins vitaux, il est important d'avoir l'occasion de soigner aussi son être intérieur, de fortifier sa personnalité. David, 15 ans, l'expérimente dans l'école artistique Psalmodia qui a ouvert ses portes à Yaoundé.

« Mon histoire, c'est d'abord ou c'est aussi l'histoire de Véronique et d'Etienne Duron, un couple français qui est venu au Cameroun y vivre pendant huit ans. Je m'appelle David, j'ai 15 ans. J'habite ce pays magnifique et très vert d'Afrique centrale situé sur le golfe de Guinée. On y cultive le café, le coton, le cacao, et puis on récolte beaucoup de bananes. On exploite les forêts aussi et on a même du pétrole. J'habite Eséka, sur l'axe routier Yaoundé-Lolodorf, une petite sous-préfecture de la région du Nyong et Kellé. Mon papa Makoudou était instituteur et pasteur ; et aussi père de cinq enfants, cinq garçons ! Je suis le deuxième. Quand mes parents ont fait la connaissance des Duron, j'avais juste 12 ans.

Nous les avons accueillis dans notre petite maison aux murs de terre battue et au toit d'aluminium; la cuisine est toujours à l'extérieur et laisse passer des odeurs de fritures et de piment fraîchement écrasé sur la pierre...

» Ils ont discuté longuement avec mon père de l'éducation des enfants. Etienne travaillait dans un projet agricole à Eséka. Un an après cette rencontre, mon papa est décédé dans un accident, laissant derrière lui cinq orphelins et une jeune veuve de trente-deux ans. Les Duron, qui étaient rentrés en France mais qui avaient gardé un contact épistolaire, ont alors décidé de nous venir en aide en parrainant deux enfants, dont moi ! Voilà comment nous sommes devenus très proches, les Duron et moi. Grâce à eux, j'ai repris l'école. Je m'exprime généralement peu. Je me contente de seconder ma maman, après les cours, dans les travaux des champs. Ainsi pouvons-nous avoir un peu de nourriture à la maison, où les petits frères attendent que l'on s'occupe d'eux ! » David a grandi et démontre de la bonne volonté au travail ; il reste peu expansif, mais toujours ouvert, souriant, et très expressif. C'est un garçon élancé aux traits fins.

Après quelques années en France, les Duron reviennent au Cameroun. Etienne s'occupe à nouveau d'agriculture, et Véronique enseigne la danse dans des associations et des écoles privées. En octobre 2005, elle organise un stage de danse et de louange et commence à former une équipe de jeunes filles très motivées. Puis elle crée l'antenne

Psalmodia Cameroun*, notamment avec un ami camerounais de Yaoundé. Et c'est désormais sous cette étiquette qu'elle reprend son enseignement et ses spectacles. Son fil rouge : que chaque enfant parvienne à puiser dans l'art et la culture les ressources nécessaires à son équilibre. « Un homme dépouillé de sa culture vit une sorte d'appauvrissement, une perte de sa dignité », commente à ce propos Guy Barblan, fondateur de Psalmodia.

Le couple français visite régulièrement la famille de David à Eséka. « Les parrainages sont une grande aide, surtout pour la scolarité qui est assez chère, rapporte Véronique ; ils permettent aux familles en difficulté d'avoir aussi un petit budget pour les soins médicaux. Jeannette, la maman de David, est vraiment reconnaissante de l'aide reçue. »

En 2005, David assiste à l'un des spectacles de Psalmodia ; Véronique lui propose de venir intégrer le groupe des ados de l'équipe... Et deux fois par mois, le jeune garçon passe le week-end chez les Duron, à Yaoundé, et apprend à danser le samedi après-midi. Il se montre attentif et persévérant ; le fait de rencontrer d'autres jeunes lui donne aussi l'occasion de s'exprimer davantage. « Aujourd'hui, David est un jeune adolescent qui commence à s'épanouir, à travers la danse et aussi les échanges qu'il tisse avec d'autres jeunes de son âge, avec lesquels il participe aux spectacles et à leur préparation. Je suis convaincue que l'école artistique chrétienne Psalmodia permet à des enfants de milieux défavorisés de s'exprimer, de s'épanouir,

et de s'intégrer dans la société. C'est d'ailleurs dans ce même objectif que nous poursuivons avec mon mari la mise en place du projet agricole à Eséka appelé ADPC (Aide Développement et Partage au Cameroun). Ce projet permet d'une part de lutter contre l'exode rural, et d'autre part de former des jeunes à des cultures nouvelles pour leur montrer qu'il est possible de vivre et de faire vivre une famille camerounaise avec les revenus que procure le travail de la terre. Nous pensons en fait que ces deux activités sont de bons moyens pour lutter contre la pauvreté matérielle et spirituelle dans un tel pays, qui n'est pourtant pas un pays pauvre en ressources, mais où la majorité de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté.

» En choisissant de parrainer David et en lui offrant la possibilité de se former au sein de Psalmodia, nous voulons lui permettre de suivre un cursus scolaire normal, d'avoir accès à des soins médicaux de base tout en restant dans son environnement familial et social. Et à travers la discipline de la danse, il acquiert rigueur, précision gestuelle, mais aussi expression, travail d'équipe et ponctualité... des notions qui lui seront profitables! Oui, il faut comprendre que la danse peut beaucoup apporter à celui qui la pratique. La rigueur que demandent les pas d'ensemble ou en solo ainsi que la mémorisation des enchaînements sont une excellente façon de mieux se concentrer et, en fin de compte, une merveilleuse école pour la maîtrise de soi et l'autodiscipline. Cette pratique permet en outre aux jeunes d'exprimer leur foi

et leur quotidien avec Dieu. Elle peut devenir un moyen extraordinaire de communiquer ce que l'on croit, ses sentiments, son parcours... »

David indique de son côté beaucoup apprécier ces cours de danse et la compagnie à laquelle il appartient. « C'est super d'être à Psalmodia ! Et surtout de participer aux préparatifs du spectacle ! », a-t-il dit récemment. Lors d'un dernier spectacle, c'est lui qui a aidé un professionnel de la chaîne nationale de télévision à installer tout le système d'éclairage. Et après la prestation, c'est encore lui qui a aidé le même homme à débrancher tous les câbles et fils électriques. « David ne s'exprime toujours pas beaucoup, mais il prend de l'assurance. Quand il danse, il rayonne et exprime de plus en plus ce qu'il ressent ! se réjouit Véronique. De simples cours de danse lui ont permis de retrouver confiance en lui, un équilibre dans sa vie bouleversée par la perte de son père. »

* Les centres de formation artistiques Psalmodia sont principalement implantés en Europe. Mais suite à une forte demande locale, plusieurs centres se sont ouverts en Afrique francophone. Une des principales conditions à l'ouverture de ces centres est qu'ils soient essentiellement tournés vers la culture locale, soit pour la développer, ou alors pour la redécouvrir, sans pour autant négliger les échanges.



Tanya, 25 ans

Russe

***La Sibérie, entre uranium
et bas salaire***

Krasnokamensk est une ville nouvelle de 70'000 habitants, érigée en 1968 dans la steppe sibérienne pour exploiter une mine d'uranium. Dans ces rues de misère radioactive, Tanya, 25 ans, travaille en faveur des enfants laissés pour compte. Elle s'est formée dans ce but-là.

Tanya n'apprécie guère l'atmosphère qui règne dans les rues de sa ville. « Le taux de radioactivité à Krasnokamensk est exagérément haut, tout le monde le sait. Et les salaires sont beaucoup trop bas. Ton organisme ne s'habitue pas au taux de radiation élevé et si tu ne quittes pas la ville avant 30 ans, tu risques de tomber malade et de mourir jeune. » Le visage anguleux, les cheveux châtons, raides, le regard sérieux, la jeune femme ajuste ses lunettes et souligne calmement, non sans sourire : « Je veux néanmoins rester là, car je suis attachée à ce lieu. »

Krasnokamensk est connue pour son gisement d'uranium, le plus grand de Russie. Le taux de radiation y est dix à vingt fois plus élevé que les normes internationalement admises.

Des journalistes qui s'y sont promenés avec un dosimètre ont relevé un taux de radioactivité montant jusqu'à 52 microroentgens par heure, quand le niveau maximum autorisé pour les zones habitables en Russie est de 25. « Grâce aux impôts que nous verse le combinat d'uranium, il y a l'eau chaude toute l'année à Krasnokamensk, a commenté officiellement le maire de la ville. Dans nos crèches, nous avons des piscines et même des serres où les enfants font pousser des mandarines, des citrons et des ananas... »

Mais Krasnokamensk est surtout connue pour sa prison. Cette colonie dénommée «Iag 14/10», dissimulée derrière de lourdes palissades clouées de travers, a vraiment des allures de fin du monde. Depuis octobre 2005, Mikhaïl Khodorkovski, qui a été le seizième homme le plus riche du monde et la première fortune de Russie, y est détenu, condamné pour fraude fiscale.

« Le matérialisme tient les gens prisonniers, ici comme ailleurs. Nombreux sont les habitants de la ville qui se rendent en Chine voisine et qui rapportent des objets à vendre. Ces petits commerces pullulent actuellement. Mais pas de quoi retenir les jeunes de 16 ou 17 ans qui, dès qu'ils terminent l'école obligatoire, cherchent à continuer leur formation ailleurs. Ils veulent quitter la ville, c'est sûr. Et pour ne jamais y revenir. »

Mais qu'est-ce qui motive donc cette jeune femme triplement formée en cuisine, agronomie et comp-

tabilité à rester dans ce lieu-là ? C'est bien sûr toute une histoire... La jeune femme est née en septembre 1983 dans une famille athée de Krasnokamensk. « Mon père travaillait dans la mine. Mais il a quitté la maison une année après ma naissance, nous laissant ma sœur, mon frère et moi avec notre mère. Je ne comprends toujours pas pourquoi il nous a laissés ainsi, parce que je crois qu'il nous aimait profondément. Cela reste une blessure. » En disant ces mots, le visage de Tanya ne se trouble guère. Mais la douleur est là, sourde. « Je suis allée à l'école à 6 ans. Ma mère a commencé à souffrir d'une hernie discale. Malgré les conseils des médecins, elle a continué à travailler : elle n'avait pas d'autre choix, car elle devait subvenir à nos besoins. Je suis également tombée malade et j'ai passé beaucoup de temps à l'hôpital à cause de mes reins. Mon frère, Aleksey, a subi de son côté plusieurs opérations aux yeux.

» A 7 ans, j'ai vécu quelque chose de marquant : alors que je faisais du vélo, mon père est venu me chercher et m'a emmenée chez lui. Il m'a dit vouloir déménager dans la région de Krasnodar et s'occuper de moi. Le soir même, ma mère était là pour me ramener à la maison. C'est alors que face à elle, mon papa m'a dit : "choisis maintenant avec qui tu veux vivre". Je n'oublierai jamais ces paroles. J'ai répondu : "Maman", et je ne l'ai plus jamais revu. Vous imaginez ? » Tanya se tait un moment, ne bouge plus, puis reprend. « J'ai trouvé la foi, j'ai appris à connaître un nouveau Père, Dieu ! C'est incroyable le bien qu'Il me fait en prenant soin de

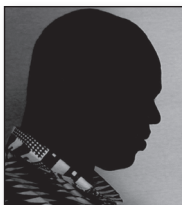
moi dans les moindres détails de ma vie. » Tanya sourit alors enfin, une lueur dans les yeux...

« Mon cheminement chrétien n'a toutefois pas été une autoroute belle et droite, comme vous en connaissez en Suisse ou en France. En 1992 – j'avais alors 9 ans –, ma mère m'a prise avec elle pour se rendre à un service chrétien. C'est là qu'elle a trouvé la paix. C'est à cette époque que j'ai participé à des camps de la Fondation le Grain de Blé. Puis j'ai traversé l'adolescence en me posant beaucoup de questions sur le sens de la vie, et j'ai adopté de mauvais comportements. Mais les personnes en charge des camps auxquels je continuais de participer l'été et celles qui me voyaient à l'école du dimanche ont balisé mon chemin. Elles ont été là au bon moment pour m'empêcher de tomber dans la délinquance qui guette tant de jeunes en Sibérie. Plusieurs de mes amis de l'époque ont d'ailleurs purgé des peines de prison pour avoir commis des infractions, qui sont monnaie courante ici.

« Plus tard, j'ai reçu une proposition de travail pour la Fondation en tant que cuisinière pour les camps, justement. J'ai accepté et l'expérience a été inoubliable. J'ai su là que je voulais m'engager dans une activité auprès des enfants. Je n'avais cependant pas grande expérience avec eux ! Puis ma mère a été victime d'un accident de voiture. Elle a dû rester deux mois et demi à l'hôpital. Ensuite, mon frère Aleksey est décédé subitement. Cela a été terrible. C'est durant cette période difficile que la Fondation m'a proposé un séminaire de

formation de monitrice et responsable d'enfants à Krasnoyarsk. Je l'ai suivi. Par la suite, je suis entrée dans une école biblique et je me suis spécialisée dans le travail auprès des enfants. De sorte que, ces six dernières années, j'ai œuvré dans différentes colonies de jeunes provenant d'horizons sociaux très divers et surtout de toutes les régions de Russie ! Je me dis que grâce à mon engagement, ils seront sans doute nombreux à sortir du cercle vicieux de la violence et de la pauvreté spirituelle. Et que celles et ceux qui n'ont plus de famille vont pouvoir découvrir des frères et sœurs dans la foi. A chaque engagement, j'ai cumulé les fonctions de pasteur, de conseillère et de coordinatrice. »

En 2004, Tanya a suivi une nouvelle formation continue pour le travail parmi les enfants. Au terme de ce dernier cursus, elle a pu à son tour donner des cours d'animation et de direction pour les équipes qui s'engagent dans ce ministère auprès des jeunes du pays. Ce travail d'enseignement à des adultes, comme celui de monitrice et de responsable de camps, lui procure non seulement du plaisir, mais donne un sens à son activité professionnelle. Et la conforte dans l'idée qu'elle peut être utile dans son pays comme dans sa ville. « En particulier parmi celles et ceux qui sont jeunes et qui traînent sans but dans les rues en bas de nos HLM. Oui, j'aimerais travailler avec des orphelins, des enfants de la rue livrés à eux-mêmes. Il y en a 7 millions en Russie : de quoi faire, non ? Je me sens vraiment appelée à rester là. »



Madou, 38 ans

Sénégalais

***Une maison d'accueil
pour enfants garibous***

Ils sont des milliers d'enfants en Afrique de l'Ouest à mendier dans la rue au moyen de boîtes vides en fer-blanc. On les appelle les talibés ou les “garibous” selon les pays. Ces jeunes de 5 à 25 ans sont confiés à un maître coranique chargé de leur éducation. Ils mendient pour subvenir à leurs besoins, ainsi qu'à ceux de leur marabout. Madou leur a ouvert un foyer et ses bras.

« Chaque jour que Dieu fait, je vois des enfants qui entrent dans notre maison d'accueil, et cela me réjouit. Car le but de notre association, c'est que les jeunes qu'on reçoit là deviennent des hommes responsables. » Originaire du Sénégal, Madou* vit et travaille au Burkina Faso. Il est marié à une femme burkinabée et ils ont une petite fille adoptée. De stature imposante – alors que sa femme au contraire est très menue –, Madou a une voix grave et il s'anime rapidement lorsqu'il parle. Le français n'est pas sa langue maternelle et il se sent parfois un peu embarrassé de ne pas le maîtriser autant qu'il le voudrait. Une chose est pourtant sûre: il communique son histoire avec force et il est passionnant de l'écouter.

« Je suis un ancien garibou, c'est-à-dire un enfant confié à un maître coranique pour son éducation. J'ai côtoyé au Sénégal des missionnaires alors que j'étais petit et décidé de suivre l'exemple de Jésus. A ce moment-là, toute la confrérie musulmane s'est tournée contre moi. J'ai été durement frappé. J'ai encore les marques sur moi. » Madou passe alors les frontières et arrive au Burkina Faso où il travaille comme formateur en menuiserie dans un lycée technique. Mais il se sent appelé à travailler parmi les enfants, notamment parmi ceux dont il a partagé, enfant, l'existence. « Je les voyais sur la route et je m'identifiais à eux. »

Agé de 38 ans, Madou dirige aujourd'hui l'association Kheur Guney, qui signifie en wolof, l'une des langues majeures au Sénégal, "maison des enfants". Une vingtaine de jeunes y vivent en internat. D'autres viennent y passer quelques heures dans la journée : la porte est ouverte. Au total, c'est une centaine d'enfants qui trouvent dans ce lieu d'accueil une écoute, une aide alimentaire, des soins, des conseils. Certains sont des orphelins ou des enfants confiés par leurs parents démunis. D'autres encore sont des enfants garibous. Ce que sous-entend clairement cette appellation ? Elle désigne un garçon, âgé de 5 à 25 ans, dont s'occupe pendant des années un maître coranique chargé de son éducation. Aujourd'hui, les garibous mendient au centre des villes de l'Ouest africain comme à leur périphérie. Trottoirs, carrefours, feux rouges, pompes à essence, devantures de restaurants ou de boutiques: ils sont partout où le passant et

l'automobiliste sont à leur portée. Ils mendent plusieurs heures par jour pour subvenir aussi bien à leurs besoins qu'à ceux de leur marabout. La plupart du temps, en effet, leur famille n'a pas les moyens de contribuer financièrement aux dépenses de leur éducation. Leur situation a amené les autorités, des institutions et des ONG internationales à les prendre en compte parmi les enfants dits « en situation particulièrement difficile » et à chercher des stratégies en vue d'améliorer leurs conditions de vie et d'apprentissage.

Ces enfants sont en effet sur la route à partir de 4h30 du matin pour faire la manche. A Ouagadougou, on peut les voir avec une boîte rouge, dans laquelle ils mettent l'aumône qu'on veut bien leur offrir. « Lorsque j'étais enfant, au Sénégal, je faisais le gariboutage, confie Madou. Je tenais une boîte, tout comme eux. J'ai personnellement été donné au marabout parce que mon papa, qui n'avait alors que des filles, lui avait promis que s'il avait un garçon, il le lui donnerait en remerciement. Nous sommes deux jumeaux. Mon papa a dit: le premier sorti, c'est lui qui va partir. Le premier, c'était moi ! Je suis parti à l'âge de 5 ans. Et je suis revenu à l'âge de 22 ans. Je n'ai pas reconnu ma maman. »

Cette vie sans affection maternelle et fraternelle l'a marqué. « J'ai épousé une femme qui aimait les enfants. Elle m'a dit : "Je veux qu'on fasse quelque chose pour eux. Je veux qu'on achète un terrain pour travailler avec eux". » Le couple décide alors de consacrer la quasi-totalité de l'argent reçu en

cadeau pour son mariage à l'achat d'un terrain. Kheur Guney allait ouvrir ses portes.

« J'ai commencé par aborder un petit groupe de trois garibous. Je sortais, je causais avec eux. Je les invitais à venir me voir. Ils ont vite compris que j'avais vécu la même chose qu'eux. Aujourd'hui, comme au début de Kheur Guney en 2000, ces enfants viennent dès 9 heures du matin s'ils ont réussi à trouver de l'argent. Sinon, on ne les voit pas. Ils viennent pour recevoir divers services. Je commence par les soigner, car ils ont des plaies ; leur tête est recouverte de teigne. Certains garibous qui ne fréquentent pas habituellement le centre viennent d'ailleurs uniquement pour se faire soigner, parce qu'ils ont entendu dire que c'était gratuit ! En plus des soins, nous leur offrons des cours d'alphabétisation et un repas. Je les exhorte aussi fortement à arrêter leur activité. Ils me répondent : "Tonton, si j'arrête de mendier, qu'est-ce que je vais devenir ?" Abandonner leur vie de garibou, c'est perdre, il est vrai, une forme de sécurité. Il s'agit en fait de parvenir à remplacer cette sécurité par une autre. » D'où les cours d'alphabétisation. Et l'apprentissage pratique de la menuiserie que Madou met en avant. « Car un garibou qui ne sait ni lire ni écrire et qui ne connaît que le Coran par cœur aura du mal à s'en sortir », commente-t-il. Notre homme lutte également pour que les enfants garibous obtiennent un acte de naissance. Plusieurs d'entre eux en effet ne sont pas enregistrés par l'état-civil et personne ne sait qu'ils existent.

« Un enfant reste un enfant, garibou ou non, martèle Madou. Un jour, j'ai vu un jeune qui portait une chemise très longue, déchirée, sans caleçon. Après des recherches, j'ai découvert que ce petit avait été chassé parce que venu au monde de façon honteuse, probablement suite à des relations consanguines. Je l'ai recueilli à Kheur Guney. Le sort de chaque enfant démunie et laissé pour compte m'importe. »

La vie au centre est bien réglée, en particulier pour les internes. Les enfants se lèvent à 5h30, puis prient un moment avec Madou et son épouse. Ils font leur lit, s'occupent des tâches qui sont les leurs dans la petite communauté, puis prennent le petit-déjeuner. Certains vont ensuite à l'école; d'autres font de la menuiserie. Le couple responsable de la maisonnée se débrouille pour payer les frais de scolarité.

L'épouse de Madou insiste sur le fait que la vie au centre est comme une vie de famille. Les choses ne sont pas réglementées de façon stricte : « Comme ça, les enfants n'ont pas peur de nous parler de leurs besoins, de ce qu'ils veulent. » Parfois, Madou et elle organisent ce qu'ils appellent des "rencontres-partages" : « C'est pour aider les enfants à nous faire confiance, à nous raconter leurs difficultés. Souvent on délaisse les bancs et on s'assoit à terre sur la terrasse tous ensemble. On commence à discuter, et puis on rit, on chante, on danse, de la même façon qu'on le ferait dans une vraie famille. »

Fin 2004, Madou entend parler du Service d'entraide et de liaison (S.E.L.)* et lui demande un soutien financier... qui aboutit à un partenariat. Convaincu du travail effectué à Kheur Guney, le S.E.L. s'engage rapidement à financer le budget alimentaire de la maison, de même que les frais en combustibles, eau et produits d'entretien ; puis il prend également à sa charge les salaires de la cuisinière, du gardien et une partie du salaire de Madou. Son épouse se voit offrir également une formation en comptabilité.

« L'aide du S.E.L. est un moyen concret qui vise à renforcer et à assurer la pérennité de l'action de Madou et de son équipe en faveur d'enfants défavorisés, souligne Daniel Hillion, collaborateur français de l'ONG. Au vu de la crise alimentaire actuelle, le S.E.L. étudie même les possibilités d'apporter une aide plus conséquente, car il nous est difficile d'imaginer Madou refuser des enfants par manque de vivres... »

Ce midi, dans la cour de Kheur Guney, les enfants sont rassasiés. Ils ont ramené leur bol en cuisine et s'apprêtent à rentrer auprès de son marabout, qui à faire ses devoirs. Demain, ces enfants seront des hommes et des femmes. Ils auront le souvenir de cet amour et de ces soins pour en faire à leur tour quelque chose de bien.

* Prénom d'emprunt.

** Le S.E.L. est une association protestante de solidarité internationale qui vise à améliorer les conditions de vie de personnes et de populations en situation de pauvreté dans les pays du Sud.



Rémy, 44 ans
Congolais

**Médecin à Nyankunde
sous les balles**

De 2000 à 2003, des ethnies se sont opposées au Congo lors de sanglants combats. Des accrochages s'y produisent encore régulièrement. L'hôpital de Nyankunde n'a pas été épargné. Le médecin Rémy Toko, formé notamment grâce à l'aide de la Direction du développement et de la coopération (la DDC), raconte comment il a vécu les troubles qui ont coûté la vie à des dizaines de ses patients, alors qu'il était sur place avec toute sa famille.

Sur la carte de l'Afrique, la petite localité congolaise de Nyankunde est à mi-chemin entre le nord et le sud, l'est et l'ouest. Le paysage de la savane est limité à l'horizon par les Monts Bleus, et à 70 km à l'ouest par l'immense forêt de l'Ituri. La population de la région cultive, entre autres, le manioc, le haricot et le maïs, et élève du gros bétail. Le marché du café s'est effondré. Certains jeunes cherchent de l'or dans les rivières.

Le Centre médical évangélique (CME) de Nyankunde a été créé en 1966. Ses collaborateurs travaillaient en collaboration avec le Service missionnaire

évangélique (SME), une ONG suisse proche de la Fédération romande des Eglises évangéliques. Il a prospéré et soigné des milliers de malades. « Mon travail était en train de décoller de façon extraordinaire, j'étais très content », se souvient Rémy Toko, le médecin chef du service pédiatrique et directeur de l'hôpital. Le 5 septembre 2002 au matin, les milices ont cependant fondu sur Nyankunde. En quelques heures, la ville de 5000 habitants est passée au peigne fin. L'hôpital est perquisitionné et vandalisé ; des malades sont massacrés sur leur lit. Après de longues négociations, 17 Congolais et expatriés parviennent à quitter la ville dans deux avions. Dix jours plus tard, quelque 900 survivants, menés notamment par Rémy, parviennent à quitter en colonne la ville martyre.

« Lorsque Nyankunde a été attaquée, en septembre 2002, mes collègues et moi-même ne pensions jamais que l'hôpital pourrait être la scène de combats. A l'époque, des militaires ougandais qui assuraient la sécurité de la région étaient partis et une milice hema avait pris la relève. Celle-ci a attaqué des villages ngitis le 31 août 2002 en passant par l'hôpital. Nous savions alors que les Ngitis allaient riposter, mais nous ne savions ni quand ni comment. »

Six ans ont passé. Le docteur Toko réside actuellement dans le nord-est de l'Angleterre, à Hull, où il travaille dans les services de soins intensifs et des urgences pédiatriques. Les événements qui ont secoué son pays lui reviennent très clairement en mémoire, jusque dans les moindres détails. Il en

parle sans s'interrompre, comme pour guérir enfin de ces visions qui continuent à le hanter, lui, comme sa femme et ses enfants. Mais quelle leçon tirer de ce drame qui, en quelques heures, a causé la mort de 2000 personnes ? « Il faut absolument continuer à aider le nord-est du Congo en faisant pression sur les différents groupes armés, souligne Rémy. Comprenez : on ne pourra jamais réduire de moitié la pauvreté d'ici 2015 – comme le préconisent les Objectifs du millénaire pour le développement des Nations-Unies – s'il y a de l'insécurité.

» L'Occident peut soutenir les institutions de santé qui soignent les malades avec très peu de moyens. L'hôpital de Nyankunde a d'ailleurs repris ses activités. Vous pouvez également aider le Congo par des lettres de protestation pour que vos gouvernements fassent pression sur les multinationales qui, d'une façon directe ou indirecte, sont impliquées et alimentent les troubles. »

Rémy se passe la main sur le visage et revient sur les événements de cette fin d'été 2002. « Ce 5 septembre, quand je faisais mon tour des salles, je suis allé aux soins intensifs où j'ai vu les malades, prescrit tous les traitements nécessaires. En sortant dans le couloir central de l'hôpital, j'ai senti une tension, puis à l'extérieur, j'ai vu des gens passer rapidement. Je me suis décidé à rentrer chez moi pour avertir ma femme Annette et nos 3 enfants. J'ai fait quelques pas et le premier coup de feu a retenti. Alors j'ai couru de toutes mes forces. Les coups de feu se succédaient, puis il y a eu des tirs de

mitraillettes et même d'armes lourdes. Annette m'a vu courir. Elle a vite ouvert la porte. Je suis entré dans la maison, j'ai fermé la porte derrière moi et nous sommes restés là, ensemble avec le cuisinier et un membre du personnel de l'hôpital qui avait fui jusque chez nous. Nous avons prié Dieu pour notre protection.

» Les coups de feu retentissaient. La milice ngiti qui combattait aux côtés des rebelles a attaqué. Les assaillants ont vite parcouru l'hôpital et ils sont descendus pour attaquer la milice hema qui était dans son camp au fond de la petite ville de Nyankunde, vers le centre commercial. Ils ont utilisé des lance-roquettes. La maison tremblait de partout. Malgré cela, en début d'après-midi, les enfants ont eu faim. Ma femme a rampé vers la cuisine pour allumer un réchaud à pétrole. Elle a cuit un peu de riz. Les enfants ont mangé. Nous, nous n'avions pas d'appétit. Nous sommes restés ainsi jusqu'à 15h. Puis j'ai vu quelques éléments de la milice ngiti arriver par la porte de la cuisine. Les soldats ont essayé de la fracturer, sans succès. A travers les fenêtres, nous pouvions voir que la milice entraînait dans le logement des infirmières pour tout casser et piller. Vers 17h, j'ai vu le commandant des rebelles arriver avec 4 hommes armés de mitraillettes jusque vers notre garage où il y avait un véhicule 4x4. Il a donné l'ordre à ses subordonnés de rentrer dans la maison, de prendre les clés de contact de cette voiture et de confisquer tout le matériel de communication. Je me suis retourné vers Annette et lui ai dit que cette fois-ci, ils allaient entrer chez nous.

» Ils ont frappé à la porte deux fois et l'ont enfoncée. Ils ont commencé à crier : "Qui est ici ? Avez-vous des armes ? Montrez-vous !" Quand ils sont arrivés au salon, je suis sorti du couloir les mains en l'air pour leur dire que j'étais médecin et que j'étais ici avec ma famille et le cuisinier et qu'il n'y avait pas d'arme dans la maison. Ils ont alors braqué leurs armes sur nous. Cette image reste très vive dans mon esprit.

» Le chef des rebelles m'a dit qu'ils n'allaient pas nous faire de mal. Mais il m'a demandé de venir parler avec lui dehors. En principe, cela signifie qu'ils allaient m'abattre. Les rebelles avaient tous les yeux rouges, ils étaient visiblement drogués. Ils avaient des feuilles autour des poignets et autour de la tête, signe qu'ils avaient consulté des féticheurs. La situation était tendue à l'extrême. Il aurait suffi d'un mot de trop pour que le commandant s'énervé et nous liquide tous. Le chef cherchait le moyen d'évacuer le butin. Dès que ses hommes eurent réussi à localiser une Land-Rover, ils sont repartis. Nous sommes restés toute la nuit dans la maison en entendant des coups de feu qui claquaient de toutes parts. Les murs vibraient de temps en temps. On a continué de prier. Puis on a tiré nos matelas par terre et les enfants ont dormi dessus.

» Le lendemain, je me suis rendu à l'hôpital. Je n'y ai vu que désolation. Il y avait un tas de corps d'hommes, de femmes et même d'enfants qui avaient été fusillés à bout portant, ou pis encore découpés à la machette. A la maternité, une femme qui

venait d'accoucher avait été tuée et traînée jusque devant la porte, son enfant nouveau-né abandonné dans une autre mare de sang. Je me suis mis à la recherche des autres médecins et des responsables de l'hôpital. Puis j'ai reçu une note d'un expatrié m'informant qu'il était en contact avec un pilote de la MAF, une compagnie d'aviation missionnaire, basé à Bunia, à 45 km de Nyankunde. Le pilote était prêt à venir évacuer les expatriés, mais il avait besoin d'une autorisation d'atterrissage. J'ai donc cherché un poste de radio et j'ai réussi à contacter la MAF. C'est Dieu qui m'a donné le courage de faire face à ces rebelles qui terrorisaient tout le monde. Imaginez : aller leur dire que l'avion va atterrir dans 10 minutes, c'était les informer que j'étais en train de communiquer par radio. Il n'y avait alors pas de plus grand crime à leurs yeux !

» Quand nous sommes descendus à l'aérodrome, nous avons vu des corps gisant par terre. Je me rappelle très bien celui d'une femme qui avait son enfant sur le dos : ils étaient morts tous les deux. L'avion a atterri avec deux pilotes. Le deuxième a pris les commandes d'un second appareil qui se trouvait dans un hangar. Les gens ont commencé à monter dans les avions. C'est alors que des chefs nous ont dit que les avions ne pouvaient pas partir : "Bunia est en territoire ennemi !" Puis ils nous adressèrent des demandes ridicules, comme leur acheter de la bière... Après moult palabres, un pilote dit avoir quelque chose d'intéressant. Il amena des Nouveaux Testaments et en donna à chacun. Les chefs rebelles demandèrent ensuite de l'essence pour leurs motos.

Puis ils permirent aux deux avions de décoller. Dix minutes après, un appareil revint pour prendre ceux qui restaient. Ma femme et nos trois enfants s'installèrent à bord. Il restait une place. Mes deux aînés, âgés alors de 10 et 7 ans, me regardèrent et dirent : "Papa, tu montes, on part". J'étais à la porte de l'avion, j'ai regardé derrière moi. Tous les collègues, les amis, le *staff* de l'hôpital attendaient de moi que je reste. Ils me considéraient comme leur porte-parole, comme celui qui n'avait pas peur des miliciens.

» J'ai dit à mes enfants : "Partez. Dieu prendra soin de vous. On se reverra le jour où Dieu le permettra." Ma femme était en larmes, mais elle n'a rien dit. J'ai fermé la porte de l'avion et ils sont partis. A peine l'avion envolé, nous avons été informés que les miliciens venaient d'abattre une sœur catholique. Nous sommes alors remontés chez moi, atterrés. J'ai réuni les responsables de l'hôpital et nous avons décidé de le fermer temporairement.

» A ce moment-là, chez moi, le nombre de réfugiés ne cessait d'augmenter. Deux semaines avant l'attaque, ma femme et moi, nous nous étions dit que nous devions constituer un stock de nourriture. Quelque chose nous poussait à le faire. Cela tombait bien ! Quand j'ai envoyé des proches voir ce qui s'était passé aux alentours, ils sont revenus me dire qu'il y avait des corps partout. Aussitôt, je me suis dit que si ces corps restaient comme cela, nous allions connaître une épidémie de choléra. J'ai réuni le comité de crise et nous avons décidé d'enterrer les

morts. L'un des infirmiers devait les compter. Nous avons estimé leur nombre à environ 2000. Les enterrer a pris plusieurs jours.

» Je suis rentré de l'hôpital aux environs de 23 h, cette nuit du 10 décembre. J'ai prié pendant plusieurs heures : "Dieu je sais que tu es là, je sais que tu es souverain, je ne comprends pas ce qui se passe. Des gens sont arrêtés, des hommes, des femmes et des enfants sont tués. J'ai besoin de ton intervention." Quand je suis sorti de ma chambre après une nuit sans sommeil, j'ai trouvé devant chez moi une foule de gens prête à fuir la région. Je suis allé chez le commandant des rebelles pour lui dire que nous devons partir et que nous avons besoin d'une "autorisation de route". Nous étions environ 1000, dont trois quarts de femmes et d'enfants. Notre situation était dramatique et dangereuse.

» L'après-midi du 12, nous sommes sortis de Nyankunde. Parmi nous, il y avait des Hemas et des Biras, des personnes qui appartenaient donc à des tribus rivales. Nous avons marché 5 km jusqu'au village voisin de Marabo, où nous avons passé la nuit. Là, nous avons rencontré un commandant des troupes rebelles qui se préparait à attaquer Bunia. Nous avons été cependant bien accueillis, ils ne nous ont pas menacés. Ils nous ont même donné un peu de viande, car nous n'avions plus rien.

» Le lendemain, nous avons parcouru 40 km en suivant la route du sud, direction Oicha, où il y a un hôpital. La grande marche a commencé. Nous

sommes restés bloqués une semaine à Komanda. Nous avons ensuite parcouru en deux jours une centaine de km dans une forêt dense, sans eau ni nourriture adéquate. C'était pénible, surtout pour les enfants qui se retrouvaient seuls, leurs parents étant perdus dans la masse. Finalement, l'ONG World Vision a pu nous envoyer un camion pour accueillir les gens qui arrivaient. C'est ainsi que nous sommes arrivés dans cette localité le 22 septembre.

» J'y ai passé une semaine. Fin septembre, j'ai estimé qu'il était temps pour moi d'aller voir ma famille à Nairobi. Nos retrouvailles furent pleines d'émotion. Finalement, nous avons décidé d'aller à Kinshasa. Puis de travailler quelques années en Afrique du Sud avant de pouvoir revenir au Congo. Mais je n'ai pas réussi à faire reconnaître la validité de mon certificat de médecin dans ce pays. Finalement, on m'a proposé un poste en Angleterre. Nous sommes arrivés à Hull en octobre 2005. Bien sûr, une partie de mon cœur est restée au Congo, j'aimerais y retourner. Mais nos enfants ont encore besoin de rester ici pour guérir de ce qu'ils ont vu et vécu. »



Yasmine, 14 ans

Bangladaise

***Brûlée au torse et au cou,
elle relève la tête***

Pays du sous-continent indien qui couvre la totalité du delta du Gange, le Bangladesh est l'un des pays les plus densément peuplés de la planète. La moitié de la population vit dans la pauvreté, et le fossé entre riches et pauvres ne cesse de se creuser. Les plus démunis restent principalement les femmes et les enfants, à l'image de Yasmine qui, sans aide extérieure, n'aurait pu recroiser le regard des gens.

A 14 ans, Yasmine est une jolie adolescente, avec de grands yeux foncés et de longs cheveux noirs. Sa voix est douce, mais volontaire. Ce jour-là, elle porte une belle *shalwa kameeze* rose, une sorte de longue chemise ample portée par-dessus un large pantalon, la tenue traditionnelle des jeunes filles. Le foulard, assorti, sert à cacher son cou marqué de cicatrices.

Elle avait environ 6 ans lorsqu'elle a eu son accident. Elle cuisait du riz pour sa famille. Eclairée par une lampe à pétrole posée par terre, elle s'est penchée en avant par-dessus la flamme pour les besoins du repas ; ses habits ont pris feu...

L'électricité est chère dans ce pays et bon nombre de villages n'y sont pas reliés. Les gens s'éclairent donc avec des lampes à pétrole. Il en résulte un grand nombre d'accidents domestiques. Souvent d'ailleurs, les gens décèdent à cause de la gravité des brûlures et du manque de soins. Mais parfois ils survivent et développent par la suite de grosses cicatrices qui se rétractent et les handicapent. C'est ce qui est arrivé à Yasmine. Sa brûlure s'étendait du cou jusqu'au nombril. « Après mon accident, je suis tout d'abord restée deux semaines à la maison, puis j'ai été admise à l'hôpital de Rangpur, où j'ai séjourné trois mois. J'ai ensuite développé des rétractions au niveau du cou, ce qui me tirait le visage vers le bas. Je n'arrivais plus à regarder les gens en face, et on avait peur de moi lorsqu'on me voyait. J'étais très malheureuse et ne voyais aucune lueur d'espoir. Un jour, ma famille a entendu parler d'un médecin expatrié qui s'occupait de ce genre de problèmes. Avec mon papa, nous nous sommes mis en route pour le rencontrer. » Ils sont arrivés tard à la consultation ce jour-là et ont été parmi les derniers à être reçus. Le chirurgien Jean-François Negrini leur a alors proposé de venir à l'hôpital de Nilphamari, géré par la Mission évangélique contre la lèpre, afin qu'il puisse opérer Yasmine et relâcher ces brides de peau qui lui tiraient la tête vers le bas. Elle a subi en tout 6 interventions entre juillet 2002 et mars 2008. Le résultat est impressionnant. Elle peut enfin maintenant bouger son cou comme tout un chacun.

Avant son opération, Yasmine ressentait le regard effrayé des autres et cela l'attristait. « Les gens avaient peur en me voyant, je devais me cacher. Je ne pouvais pas regarder autour de moi, car je ne parvenais pas à relever le visage », a-t-elle confié à Anne Negrini, épouse de Jean-François. Les opérations qu'elle a subies lui ont rendu sa dignité. Elle peut maintenant regarder les gens en face, sans craindre de leur faire peur. Toutefois reste la curiosité : « Maintenant, on me pose des questions sur le pourquoi de mes cicatrices. » Et Yasmine explique. Et ses explications informent la population sur les risques encourus par l'utilisation de la lampe à pétrole à domicile et font office de prévention. Elles mettent aussi en lumière le travail qui se fait dans cet hôpital.

Yasmine et sa famille habitent le petit village de Borobari Shorkarpara, à 4 km de la ville de Rangpur, au nord-ouest du Bangladesh. Le village est composé de maisons en bambou avec un toit en tôle. Les familles les plus riches se sont fait construire des maisons en briques qui résistent mieux aux pluies diluviennes de la mousson. Comme dans le reste du pays, le village est entouré de champs de riz, aliment de base des Bangladais. Chaque personne qui en a la possibilité en cultive une ou plusieurs parcelles. Quelques chèvres, poules et vaches paissent ça et là, mais aucun animal n'appartient à la famille de Yasmine : elle est trop pauvre pour cela.

Le papa, Yunus Ali, est maçon. Il travaille à la journée et est payé en conséquence. Parfois, il travaille sept jours de suite et d'autres fois il est sans travail pendant toute une semaine. Il n'a donc pas de salaire fixe pour faire vivre sa famille. Son revenu journalier, lorsqu'il travaille, est d'environ 2 \$. La maman, Salima Begum, reste chez elle et s'occupe de faire à manger pour son petit monde. Elle ne sort que rarement. Au Bangladesh, la place de la femme est à la maison. Les hommes font donc le marché et les femmes cuisinent ce qu'ils leur rapportent.

Yasmine est l'aînée des enfants de la famille. Elle a 14 ans et ne va plus à l'école. Elle a un frère, Sakedul, 8 ans, et une sœur, Reshmi, qui a 4 ans. Yasmine est allée à l'école jusqu'en quatrième année, puis ses parents n'ont plus eu assez d'argent pour payer le matériel scolaire, l'uniforme et l'écologie pour qu'elle puisse continuer sa scolarité. Elle a donc dû quitter les bancs de l'école, mais sait heureusement lire et écrire. Après ses opérations, Yasmine a eu l'occasion de suivre une formation de couturière à la Mission évangélique contre la lèpre. Elle a appris à coudre différents habits. «Je sais maintenant faire des *shalwa kameeze*, des jupons également portés sous le sari, des robes longues ainsi que différents petits habits pour les enfants, dit-elle fièrement. Je possède une machine à coudre manuelle et je travaille à la maison pour les habitants du village.»

Yasmine estime avoir eu beaucoup de chance : au Bangladesh, 4,9 millions d'enfants âgés de 5 à 15 ans travaillent. Au lieu d'être en classe et d'étudier, ils triment jusqu'à douze heures par jour comme ouvriers ou porteurs, dans des ménages, des carrières et des décharges, dans de petits commerces, des garages ou encore dans les champs. Beaucoup de ces enfants sont mal payés pour leur travail ou ne reçoivent aucun salaire; leur exploitation est importante, les conséquences pour leur santé immenses. Nombreux sont les garçons et les filles qui n'ont jamais franchi le seuil d'une salle de classe. Ils n'apprendront ni à lire, ni à écrire, et n'auront une fois adultes que des emplois mal rémunérés.

Sa famille étant très démunie, Yasmine n'aurait jamais pu bénéficier de ces soins si elle n'avait pas été aidée par le fonds des pauvres de l'hôpital de la mission. Elle relève cependant avec fierté que sa famille a malgré tout réussi à financer une partie de la somme nécessaire aux interventions.

Le travail de Jean-François Negrini à Nilphamari consiste à recevoir des patients qui ont besoin d'interventions chirurgicales, puis à les opérer. L'hôpital dirigé par la Mission évangélique contre la lèpre sert de centre de référence pour les problèmes liés à cette maladie. Mais depuis 2001, en réponse à une réflexion plus générale au sein de la mission, le personnel a progressivement ouvert les portes à des patients présentant des handicaps et des malformations n'étant pas en relation directe

avec la lèpre. Ainsi, la maîtrise acquise dans la prise en charge de lépreux a été mise à profit pour accueillir des enfants avec des pieds bots, des fentes labiales, des séquelles de brûlures. « Dans cet hôpital, on privilégie les plus démunis, celles et ceux dont personne ne veut s'occuper, résume Anne. Lorsque j'ai rencontré Yasmine après ses interventions, elle était souriante et tranquille. Il lui reste de grandes zones de brûlures sur le torse et son cou est plein de cicatrices, mais au moins elle peut vivre normalement. Son père envisage de la marier, chose qui aurait été impensable sans les opérations dont elle a bénéficié. »

Lorsqu'on lui demande si elle va bientôt se marier, Yasmine, elle, sourit timidement, se cache avec son écharpe et ne répond pas. C'est une question taboue chez les jeunes filles, et aborder le sujet les gêne. A sa place, son papa répond vouloir attendre encore 3 ou 4 ans. Bien sûr, il devra payer une dot, comme tout père qui désire marier sa fille. Il offrira probablement une plus grande somme d'argent que si elle n'avait pas été brûlée, mais il pourra la marier et la laisser partir habiter dans la maison de sa belle-famille. « Une jeune fille qui reste sans époux est à la charge de ses parents et c'est perçu comme une tare, explique Anne. Comprenez bien : il est anormal pour une femme de rester célibataire et à la charge de ses parents. Surtout lorsque la famille est pauvre. »

Le pays est composé de 87% de musulmans, de 12% d'hindous et de 1% de chrétiens. Yasmine est

musulmane. Le poids de la culture et de la tradition est très fort : jusqu'à 15 ou 16 ans, une jeune fille travaille aux côtés de sa maman à la maison, puis se retrouve mariée à un homme plus âgé et qu'elle n'a pas choisi. Le jour de son mariage, elle rejoint naturellement sa belle-famille puis s'occupera dans sa nouvelle maison des tâches ménagères en ayant des enfants – des garçons de préférence. « La vie ici est dure ! estime Anne. Les gens ne vivent pas, ils survivent. C'est pourquoi ils ne se posent pas le genre de questions que des Occidentaux se posent par rapport à leur état psychique. Les Bangladais se démènent d'abord pour trouver à manger pour leur famille et pour eux-mêmes. C'est une lutte de tous les instants. »

Et Yasmine, que dit-elle de ce qui lui est arrivé ? Les gens ici sont fatalistes. C'était donc la volonté de Dieu, *inch'Allah* ! Bien sûr, elle aurait préféré que cela ne lui arrive pas, mais que dire d'autre?...



François, 60 ans

Congolais

Pour rester maître de ses plantations, il apprend à lire et à écrire

La soixantaine, François Longui a acquis une riche expérience de vie. A la tête d'une plantation de café, il a été volé, floué, malmené, emprisonné... puis a repris sa destinée et son commerce en main. Et changé du tout au tout en fréquentant des cours d'alphabétisation pour adultes.

François Longui vit dans le village de Bongboka, au nord-ouest de la République démocratique du Congo. Il parle le ngbaka. Dans sa jeunesse, il n'a fréquenté ni école, ni église. Il pratiquait la religion traditionnelle et ne manifestait aucun intérêt pour les études ou les questions spirituelles. Il disait souvent que la vie était ce qu'on veut bien en faire. Qu'il n'avait nul besoin de Dieu. Il avait coutume de dire : « Je peux travailler dur et vivre bien par moi-même. Tout dépend de ce que je veux. »

Aujourd'hui, la soixantaine passée, François s'estime très âgé. Il est d'ailleurs considéré comme tel par les villageois qui l'entourent. Adossé à un arbre, il se souvient... « Je cultivais du café ; j'avais

hérité de beaucoup de terrains de ma famille. Plus je m'enrichissais par la vente du café, plus j'avais d'épouses. J'ai finalement eu cinq femmes. Elles m'ont donné beaucoup d'enfants ; tous travaillaient dans mes plantations. Je n'en mettais aucun à l'école, parce que j'estimais que c'était une perte de temps et que personne n'avait besoin d'apprendre à lire. Je croyais aussi que l'école rendait les enfants paresseux.

» Tout est bien allé pour moi pendant des années jusqu'à ce que, soudain, ma troisième épouse meure, suivie de deux de ses enfants. J'ai accusé mes autres femmes d'en être la cause et il y eut de nombreux malheurs et conflits dans la famille. J'ai fini par aller chez le guérisseur traditionnel, celui qu'on appelle le sorcier, pour lui demander la raison de ces décès. Il m'a dit alors que deux de mes femmes avaient mangé l'âme de mon épouse décédée, provoquant sa mort. A cause de cela, je les ai renvoyées.

» A peu près à la même époque, j'ai commencé à réaliser que les gens venant récolter le café avec de gros camions me volaient. Comme je ne pouvais vérifier leurs écritures, ils notaient un faux nombre de sacs dans les registres, et empochaient pour eux l'argent supplémentaire. J'ai finalement décidé d'acheter un petit camion pour amener moi-même mon café au marché. Mais le vendeur du camion, Gomo, m'a trompé doublement. Premièrement, il m'a demandé bien plus d'argent que la valeur du véhicule ; deuxièmement il me

l'a vendu en très mauvais état. Deux semaines plus tard, ledit camion est tombé en panne. Quand je l'ai amené chez le mécanicien, celui-ci m'a annoncé qu'il ne pouvait pas le réparer, car on ne trouvait plus aucune pièce. J'ai décidé de traîner Gomo en justice afin de récupérer une partie de mon argent. Mais Gomo m'avait fait signer différents papiers que je ne pouvais lire. Ceux-ci ont été produits au tribunal. A cause de ces papiers et d'un juge corrompu, j'ai été jeté en prison où j'ai été battu. Après paiement d'une forte amende, j'ai été relâché. » François se souvient... Pourtant, aucun signe de tristesse à l'évocation de ces souvenirs fâcheux et douloureux n'apparaît sur son visage calme.

« Pendant mon séjour en prison, j'ai longuement réfléchi et j'ai décidé d'apprendre à lire et à écrire afin qu'on ne puisse plus me tromper de cette manière. J'ai rejoint la première classe d'alphabétisation pour adultes, qui se tenait dans l'église près de ma maison. Il m'a fallu un an pour terminer le premier cours. Ce n'était pas facile pour moi d'apprendre, et j'ai bien dû répéter certaines leçons ! Tandis que j'apprenais à lire et à écrire en ngbaka, j'ai aussi appris l'arithmétique. J'en étais très content. Dans ce premier cours d'alphabétisation pour adultes donné par l'association Wycliffe*, j'ai également appris différents moyens de prévenir et de guérir des maladies et les ai enseignés à ma famille. J'ai aussi entendu des histoires de la Bible lues par l'enseignant, mais cela ne m'intéressait pas beaucoup.

» J'ai ensuite rejoint la deuxième classe du cours d'alphabétisation et j'ai commencé à lire moi-même quelques brochures qui m'intéressaient. J'ai lu par exemple des ouvrages sur l'agriculture et j'ai appris différents moyens de ménager le terrain. J'ai appris également à tenir une comptabilité simple et bientôt j'ai moi-même tenu les comptes de la vente du café. Cela provoqua le renvoi de l'un de mes employés quand j'ai découvert que celui-ci m'avait trompé et volé pendant des années !

» Six mois plus tard, j'ai pu rejoindre le cours 3. C'est à ce moment-là que j'ai commencé à lire moi-même la Bible. Ses récits m'ont alors parlé d'une manière particulière. Je suis allé à l'église, puis j'ai décidé un jour de m'engager pour les miens selon l'exemple de Jésus. Beaucoup de gens du village m'ont alors vu assis sous cet arbre, après le travail, lisant la Bible. J'ai bientôt commencé à la lire à ma famille. Puis j'ai envoyé la plupart de mes enfants à l'école et j'ai demandé aux plus âgés de suivre les cours d'alphabétisation pour adultes donnés à l'église. Chaque membre de ma famille a alors énormément changé. Je me suis enfin senti concerné par les besoins du village, et je me suis occupé par exemple du forage d'un puits, afin que tous puissent avoir de l'eau propre.

» Je suis devenu un responsable très respecté dans l'Eglise et j'ai travaillé dur. J'ai participé à la construction d'une nouvelle église. J'ai également soutenu l'école primaire locale en constituant une association de parents. Personnellement, j'ai conti-

nué les cours d'alphabétisation jusqu'à la fin du niveau 6. Après avoir bien appris à lire et écrire le ngbaka, j'ai progressé en apprenant à lire le lingala, la langue du commerce local, puis enfin le français. En plus de la lecture, j'ai continué d'apprendre davantage sur la santé, l'alimentation, l'hygiène, la géographie et l'histoire ; et j'ai élargi mes connaissances en arithmétique. Parallèlement, j'ai approfondi mes connaissances de la Bible en faisant des études bibliques avec les membres de ma classe. Aujourd'hui, je suis très âgé. La plupart de mes enfants sont adultes et ont quitté la maison. Je continue à veiller sur mes plantations de café et tiens à aider les familles du village ayant des enfants malades ou faibles. Je fais bénéficier les villageois des leçons que j'ai apprises notamment en matière d'hygiène et de santé. Comme je sais lire le français, je peux également aider les collaborateurs de la clinique locale à comprendre et à appliquer les nouvelles techniques qui leur parviennent en termes de soins et de médication. »

François est en paix, heureux d'avoir vécu les différentes expériences qui ont tissé sa vie. C'est un homme perçu avec déférence par les siens. Et qui tient à affirmer combien les cours d'alphabétisation ont été décisifs dans son parcours : « Ma vie tout entière a changé dès que j'ai fréquenté les cours d'alphabétisation pour adultes de Wycliffe. » Depuis le début de ce programme en langue ngbaka en 1983, deux cent mille adultes ont appris à lire et à écrire dans leur langue maternelle. En devenant lettrés, ils sont devenus plus sûrs d'eux, et

cette confiance retrouvée leur a donné le courage de démarrer ou de continuer, comme François, des projets générateurs de revenus.

* En 1994, l'ONG ngbaka Sukisa Boyinga, qui signifie « mettre fin à l'ignorance » a été créée au Congo. Elle assure la gestion du programme initié par Wycliffe. Les effectifs ne cessent d'augmenter et les activités se sont étendues à d'autres communautés. Aujourd'hui, la traduction de la Bible est en cours dans six langues congolaises, et des programmes d'alphabétisation se déroulent en trois d'entre elles. Depuis 2002, l'association faîtière ACOTBA-SUBO (Association Congolaise pour la Traduction de la Bible et l'Alphabétisation – Sukisa Boyinga) assure la bonne marche et la coordination de tous ces programmes. Wycliffe est partenaire de cette association, mais la responsabilité reste entièrement dans les mains de celle-ci.

ACOTBA-SUBO aide également à la création de comités dans les villages ngbakas. Ces comités discutent de la direction générale et des buts à atteindre dans leur village. Ils adaptent le programme d'alphabétisation aux besoins et aux saisons agricoles de la population concernée. Dans certains villages, le comité gère également un fonds pour élèves et maîtres leur permettant d'initier des projets générateurs de revenus dont bénéficient le village et le programme d'alphabétisation. Malgré les conditions économiques précaires, des groupes d'alphabétisation ont pu rembourser 100% des prêts octroyés pour lancer ces micro-entreprises. En outre, ils ont fait régulièrement un bénéfice entre 20 et 60% de leurs revenus.



Denis, 45 ans

Suisse

***Pauvre et marginalisé au
pays de l'aisance financière***

Une personne sur sept en Suisse ne peut garantir son existence par ses propres moyens. Minimisée, passée sous silence, la pauvreté est un problème social majeur dans un pays aussi riche. Denis, 45 ans, a trouvé un soutien auprès de l'Armée du Salut : de la nourriture, mais aussi du respect. Il cherche pourtant encore ses marques.

« Ce n'est pas facile de parler de ces choses-là. Je pense qu'il serait préférable que l'on se voie une fois pour en discuter. » Denis a 45 ans. Traducteur diplômé, il ne trouve depuis cinq ans que des emplois limités dans le temps. Il végète dans un très vieux studio de 16m² de l'arc lémanique. Sa santé se dégrade chaque jour un peu plus. Suite à une cure de méthadone, prescrite pour le sortir de la dépendance à la drogue, il a passé de 63 à 110 kilos. Déçu des êtres humains et ayant perdu toutes ses illusions, il n'arrive plus à envisager de vraies perspectives dans sa vie. Dit ne plus s'intéresser à grand-chose. Avoir l'impression d'être jeune dans sa tête et pourtant au terme de sa vie. « Je passe mon temps à dormir et à attendre la fin du mois, la fin de je ne sais quoi, lâche-t-il. Je me rends

compte que nous sommes tous seuls. La vie serait plus facile si je ne voyais pas sans cesse ce que les gens pensent. Il me semble que je perce leurs pensées et, à chaque fois, je me trouve confronté à leur hypocrisie. »

Tous les mois, il pousse la porte de l'épicerie sociale de l'Armée du Salut à Morges. « Avant, je m'y rendais tous les 3, voire 4 mois. Actuellement, c'est tous les mois. Au début, ce n'était pas facile de demander de la nourriture, mais maintenant je n'ai plus de peine à faire cette démarche, car le regard du couple qui me reçoit est toujours bienveillant. Ils ne jugent pas. Eux, ils ont la foi. Ils voient Denis. Ils ne voient pas la personne en détresse, si ce n'est matériellement.

« Comment j'en suis arrivé là ? » Denis balaie du regard le café où il est attablé. Puis accroche le regard de son interlocuteur sans sourciller : « A 20 ans, j'étais volontairement marginal. Je le suis devenu complètement, mais involontairement: on cherche, et puis on perd la joie de vivre au fur et à mesure. » Il a des cernes sous les yeux, explique qu'il ne dort pas beaucoup, puis livre d'une traite ce qui a tissé sa vie jusque-là.

« Je suis né le 17 novembre 1963 à Delémont. A l'âge de six mois, mes parents se sont installés à Lucerne pour des raisons professionnelles. Excellent écolier et footballeur doué, j'ai vécu une enfance joyeuse jusqu'à l'âge de 12 ans, année où je me suis cassé le tibia et le péroné de la jambe gauche. Cela a non

seulement stoppé net ma carrière sportive, mais a également déclenché de fortes douleurs au niveau des hanches. Ces douleurs m'ont chaque jour privé un peu plus de mes mouvements et ne m'ont plus quitté jusqu'à mes 19 ans. En effet, suite à un mauvais traitement à l'hôpital – jambe à l'extension pendant un mois –, je me suis retrouvé avec une jambe de deux centimètres plus longue que l'autre. Ce n'est qu'à 14 ans qu'un professeur de Zurich a décelé une arthrite juvénile. Son diagnostic : la chaise roulante, le blocage de mes hanches ou attendre la fin de ma croissance, à savoir mes 18 ans, pour mettre des prothèses. Je suis donc devenu son cobaye, vu qu'à l'époque, cette maladie était très rare à mon âge. C'est ainsi que, incapable de me former pour le métier que je voulais, c'est-à-dire menuisier, j'ai été contraint de faire des études. Au niveau sportif, je suis passé du football au tennis, puis du tennis au tennis de table, pour finir dans un club d'échecs. Mais l'activité qui m'a le plus aidé durant toute ma jeunesse a été le piano.

» A presque 15 ans, je ne pouvais presque plus bouger. Comme nous habitions sur une colline aux alentours de Lucerne et que le gymnase se trouvait au bord du lac, mes parents m'ont mis dans un internat à Beromünster pour que j'y fasse ma maturité. Mon corps était devenu une prison. Je me suis mis à fumer des cigarettes à 15 ans et du haschisch à 16. Les études ne me posaient aucun problème. C'est durant cette période que j'ai développé mon amour pour tout ce qui est marginal et que je le suis moi-même devenu.

» A 20 ans, ayant été opéré des deux hanches, j'ai recommencé à vivre ma vie: concerts, fêtes, relations amoureuses... Ma conscience politique se trouvait nettement à gauche et je fréquentais le monde artistique de Lucerne. Je faisais des virées avec des gens de la mouvance punk, new-wave, baba-cool.

» Ensuite, après un séjour linguistique à Londres et un stage de trois mois avec des enfants handicapés, je ne savais toujours pas ce que je voulais devenir. J'ai hésité à me lancer dans la logopédie, puis j'ai fini par suivre ma copine de l'époque à Zurich, où je me suis inscrit à l'école d'interprètes. Malgré ma vie nocturne, j'ai réussi mon diplôme de traducteur assez facilement. Travaillant pendant toutes les périodes de vacances, j'ai pu me payer des voyages au Japon, aux Philippines et en Europe: à chaque fois, je rejoignais une copine japonaise qui était manager culturel et accompagnait des artistes.

» J'ai ensuite travaillé comme traducteur au siège de Caritas Suisse pendant six ans. A cette époque, à 30 ans, je sortais avec une fille schizophrène que je ne parvenais pas à quitter. J'ai finalement eu recours aux drogues dures. Evidemment, les ennuis n'ont pas tardé à commencer : hépatite, manque d'argent... J'ai donc démissionné de Caritas pour suivre une thérapie, pendant neuf mois.

» Après ma thérapie, j'ai suivi une ancienne amie qui est venue me chercher à Lucerne et je me suis installé dans le Jura. Mais comme je ne

trouvais pas de travail là-bas, j'ai rechuté dans la drogue. Finalement, j'ai trouvé un emploi comme journaliste à Lausanne, puis comme traducteur. Je suis ensuite tombé au chômage, puis à l'aide sociale. »

Il salue des compagnons d'infortune entrés dans le café. « De plus en plus de gens tombent entre les mailles du filet social, vous savez. C'est de pire en pire. Il n'y a plus de solidarité en Suisse. Quand on est pauvre, on est gêné, on ne se fâche même pas. Les gens de l'Armée du Salut font exception à la règle: c'est vrai qu'ils ne sont pas individualistes. Ils ne sont pas dans la spirale du "gagner plus". Ils ont aussi une grande joie de vivre. Et surtout du respect pour les gens. »

Au 23 de la rue Centrale à Morges, l'Officière de l'Armée du Salut Bénédicte Lüthi parle avec considération des personnes qu'elle rencontre. « Il n'y pas qu'une pauvreté matérielle, vous savez. La personne humaine est corps, âme et esprit. Il faut s'intéresser à l'ensemble. C'est pourquoi nous tenons à offrir une écoute de qualité et des marques d'encouragement au travers du témoignage de notre foi ». Denis cherche encore une restauration de sa personne, mais a trouvé là un point d'ancrage.

Entre 30 et 40 familles ou personnes seules poussent chaque mois la porte de l'épicerie sociale que Bénédicte tient avec son mari. Des pâtes, des boîtes de thon, du sucre, du chocolat... mais aussi

du shampoing, des lames de rasoir, et même des habits. Une situation de vie précaire se répercute généralement sur plusieurs niveaux de la vie. Elle implique souvent une dégradation de l'état de santé, des logements insalubres, une formation insuffisante, des loisirs limités et un réseau de contacts restreint à des personnes vivant dans des situations similaires. Même si elle est peu visible, cette pauvreté existe bel et bien. Les statistiques de la Confédération font par exemple ressortir que 233'000 enfants en Suisse vivent dans un ménage dit de *working poors**. Une estimation faite par la Confédération montre par ailleurs que 13% des personnes entre 19 et 59 ans doivent être considérées comme pauvres. Si on intègre la tranche d'âge des 59 à 64 ans, cela représente près de 605'000 personnes.

* Ce terme, emprunté à l'anglais, désigne un groupe de personnes actives qui, malgré leur emploi, ne parviennent pas à obtenir un revenu suffisant pour les préserver de la pauvreté.



Julian, 26 ans

Ougandaise

***Parrainée toute son enfance,
elle s'investit désormais
pour les siens***

En Ouganda, 9% de la population est infectée par le virus du sida. Soutenue par un médecin américain depuis l'âge de 9 ans, Julian parfait aujourd'hui ses études en biologie moléculaire. Son rêve : pouvoir aider médicalement ses compatriotes. Et parrainer à son tour un enfant, « pour desserrer les doigts glacés de la pauvreté. »

« Je m'appelle Julian, je suis une jeune Ougandaise de 26 ans. J'ai vécu à Mulago, un quartier de Kampala, capitale de l'Ouganda, dans une famille de sept enfants. Nous étions cinq filles et deux garçons; j'étais la deuxième. Mon père parvenait juste à subvenir aux besoins de la famille. Nous vivions alors dans deux petites pièces. L'une des deux servait de chambre à coucher pour les parents et les enfants y partageaient aussi tous un même matelas.

» Lorsque j'ai eu 9 ans, notre situation est devenue très difficile, en raison du décès de mon papa. Selon moi, il est probablement mort du sida. Notre maman n'a alors plus eu les moyens de nous

envoyer à l'école. Quand elle a entendu parler des centres d'accueil pour enfants de l'association Compassion, elle s'en est approchée et a demandé de l'aide. C'est alors que j'ai été parrainée! Ce fut une grande joie pour nous. Afin de me permettre de participer aux activités du centre, je suis allée habiter chez ma tante, qui vivait plus près.

» J'ai été parrainée pendant 10 ans par un médecin américain, jusqu'à la fin de mon gymnase. Je ne l'ai jamais rencontré, mais il m'a régulièrement envoyé des lettres pour m'encourager dans mon travail scolaire. C'est d'ailleurs lui qui m'a inspirée pour mes études, même si j'ai toujours aimé les sciences. » Grande, élégante, Julian est une femme épanouie. Elle parle très posément, avec beaucoup d'assurance. « Je garde un merveilleux souvenir du temps passé au centre d'accueil. J'y ai rencontré des amis qui vivaient des situations de vie identiques aux miennes. J'y ai aussi apprécié l'enseignement qu'on nous dispensait et le fait que l'on s'occupait de moi. »

Julian sourit à cette évocation. Ces années d'études n'ont pourtant pas été sans luttes. Parrainé dans un autre centre d'accueil, son frère décède suite à une infection à un œil. Compassion a payé les funérailles et, comme c'est la coutume dans ce pays, a donné à manger à toutes les personnes venues pour l'enterrement. La maman de Julian en est encore reconnaissante.

« A la fin de mon gymnase, j'ai eu un long entretien avec les responsables de Compassion. Et

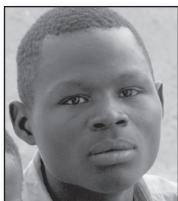
obtenu mon intégration dans leur programme LDP (*Leadership Development Program*). Cela m'a permis d'être parrainée, par une famille cette fois, durant toutes mes études universitaires. C'est à cette époque que j'ai découvert une foi chrétienne vivante. Je suis devenue monitrice responsable à La Ligue pour la lecture de la Bible et j'ai été impliquée dans la chorale et dans le groupe de théâtre de mon église. Au cours de mes études, j'ai continué à exceller dans les branches scientifiques en particulier, et j'ai suivi des cours en technologie biomédicale. Cela m'a amenée à la biologie moléculaire, qui m'a passionnée : j'ai réalisé que c'était cela que je voulais faire, de la recherche médicale. J'ai étudié d'arrache-pied pour présenter mon mémoire et, après la réussite de mes études universitaires, j'ai été engagée comme coordinatrice dans un laboratoire de tests pour le sida. J'y ai travaillé pendant trois ans. Cela m'a permis d'acheter une petite maison pour ma maman et mes frères et sœurs, et également de payer des études universitaires à deux de mes soeurs.

» La biologie moléculaire et la recherche sont de vraies passions! Après ces trois années de travail, j'ai éprouvé le besoin de développer mes connaissances. Avec la bénédiction du patron du laboratoire, je me suis inscrite à la *London School of Hygiene*, une faculté de l'Université de Londres spécialisée dans la santé publique et les maladies tropicales. J'y ai été acceptée ! Je souhaite ardemment y obtenir un doctorat... Pour payer ces études-là, je travaille actuellement à Londres dans un laboratoire de

recherches. Je dois commencer mes cours en septembre 2008. Mon souhait est de devenir chercheuse en biologie moléculaire. La mort de mon père, que l'on n'a pas pu soigner, la disparition de mon frère suite à un manque de connaissances médicales, ainsi que les encouragements de mon premier parrain médecin sont mes trois grandes motivations. J'espère pouvoir être utile dans ce domaine de recherches et apporter des solutions qui soient utiles et bénéfiques pour les miens. »

L'ONG Compassion travaille toujours avec des Eglises locales. « Cette manière de faire a plusieurs avantages, explique Philippe Mermod, directeur de Compassion Suisse. Un rapport de confiance s'établit naturellement avec les chrétiens sur place qui suivent les enfants parrainés avec attention. Et puis cela donne la possibilité aux églises de s'engager concrètement sur le terrain, de vivre une foi en action, ce qui nous semble fondamental. »

Contactée en Angleterre, Julian précise n'avoir jamais été tenue d'être membre d'une Eglise pour bénéficier en contrepartie d'une aide : « Les partenaires de Compassion sont des Eglises, mais les bénéficiaires sont issus de milieux chrétiens et non chrétiens. J'ai des amis qui ne sont pas croyants et qui ont été aidés par l'ONG », souligne-t-elle. Non sans ajouter avoir trouvé dans la foi une colonne vertébrale et une direction pour sa vie. « La foi me montre comment et où m'orienter, alors que je suis ici sans famille. C'est essentiel ! »



Noé, 22 ans

Tchadien

***L'amour des livres au pied
du mont Guéra***

Peut-on aimer les études et s'y engager quand on est pauvre et que le travail de la terre semble prioritaire ? Né au Tchad, pays où près de 90% de la population vit en zone rurale, Noé trouve sa voie en théologie après un passage en internat.

Noé habite Bitkine, une ville d'environ 10'000 habitants située au cœur du Tchad. Cette localité s'étend au pied du mont Guéra, le plus haut sommet du sud du Sahara avec ses 1613 mètres d'altitude. Il donne son nom à toute la contrée ; comme celle-ci est parsemée de monts isolés et de chaînes de montagnes, ses habitants sont généralement appelés les "Hadjarais", les montagnards. Ces Hadjarais rassemblent plus de 26 ethnies avec autant de langues différentes. Noé appartient à l'ethnie des Kengas qui pratiquent depuis toujours le culte de la Margai. Cette divinité préside à la vie du village. Elle est à la fois protectrice et inspire la crainte ; il convient par exemple de la remercier par des danses à la fin des récoltes. Le père de Noé, qui se prénomme Damalia, a pratiqué enfant les rites de ces croyances, mais ne les a pas transmises à son fils.

« Avant ma naissance, ma mère, Djiyoum, a d'abord eu six fausses-couches. Les villageois et le prêtre ont attribué cela à la Margai qui punit les gens qui ne respectent pas vraiment les règles. Puis mes parents sont venus à la foi en Jésus-Christ et je suis né. J'ai été leur premier fils, et aujourd'hui encore, je passe pour un miracle aux yeux des gens ! » Plutôt petit pour un Tchadien, Noé a une voix douce et raconte son histoire avec bonne humeur.

« Je suis né à Banala, un village situé à quelques kilomètres de Bitkine, dans une petite concession autour d'une case ronde couverte d'herbes sèches et délimitée par une palissade tressée de grandes herbes et de tiges de mil. A la saison des pluies, le travail des villageois consiste à y planter du mil, des arachides et du sésame. Comme repas, il y a généralement une bouillie de mil le matin et de la "boule", très appréciée dans toute l'Afrique centrale, le soir. Ce plat est constitué d'une pâte de mil épaisse, moulé en demi-sphère, qu'on mange à la main en le trempant dans de la sauce avec des feuilles, exceptionnellement avec des morceaux de bœuf ou de poulet. On ne mange de la viande qu'aux grandes occasions. Pendant la saison des pluies, les réserves de l'année précédente sont souvent épuisées et alors, des jours durant, il n'y a rien à manger. Cela tombe chaque fois juste lorsque les villageois ont besoin de forces pour le dur travail des champs...

» Dans une période de troubles politiques et de guerre civile, avant que je vienne au monde, mon village a été un jour incendié par des rebelles et a presque été complètement détruit. D'une façon générale, la situation dans le pays n'est pas bien stable, quoique le président actuel soit en place depuis 17 ans. Depuis 2003, on extrait du pétrole dans le Sud, mais on ne voit guère de conséquences sur le niveau de vie des habitants et la majorité de la population n'en profite d'aucune manière.

» Quand j'ai eu 2 ans, mes parents ont déménagé à Bitkine, la sous-préfecture toute proche, où mon père a trouvé un emploi de concierge à l'Eglise évangélique. Là, nous avons emménagé dans une case ronde sur une petite colline aux abords de la ville. La nouvelle fonction de mon père n'a pas apporté cependant un grand soutien financier à la famille. La vie étant plus chère en ville, ma mère s'est lancée dans la vente de ses propres produits. De temps en temps, elle achetait aussi des objets qu'elle pouvait revendre au marché hebdomadaire. Damalia, lui, a commencé à fabriquer et à vendre des manches de hache. Et actuellement, avec son âne, il amène plusieurs fois par jour de l'eau à la station missionnaire.

Avec les années, la famille s'est agrandie. Abel est né six ans après Noé, suivi d'Ellen, deux ans plus tard. A la saison des pluies, les enfants ont toujours dû participer aux travaux des champs. Pour le mil, cela signifiait préparer le champ, semer en mai ou en juin, désherber trois fois et récolter en octobre.

« Si l'année était bonne, on pouvait récolter neuf sacs de mil. Si elle était sèche ou si les oiseaux et les parasites avaient causé des ravages, on n'en obtenait que cinq. C'est très peu quand on sait qu'une famille a besoin d'un à deux sacs de mil par mois. Parallèlement, notre mère cultivait encore un champ d'arachides qui rapportait chaque année sept à dix sacs, et un autre de sésame qui fournissait d'ordinaire un sac. »

Depuis la concession familiale, Noé peut observer le magnifique coucher de soleil, vision troublée par les fumées qui s'échappent des cases. A l'horizon, le mont Abtouyouour abrite de nombreux pélicans venus du lac Tchad. Les nuits ne sont pourtant pas toujours calmes avec les aboiements des chiens errants et les ânes qui braient. Vers 4h30, c'est le muezzin qui appelle les fidèles à la prière... Chaque samedi a lieu à Bitkine le marché hebdomadaire qui est pour certains l'un des plus beaux de l'Afrique subsaharienne.

« Jusqu'à 15 ans, je suis allé à l'école primaire de Bitkine. Puis je me suis posé la question suivante : dois-je aller au lycée de Bitkine, ce qui signifie rester à la maison où il n'est pas facile d'étudier, vu qu'il y a toujours beaucoup de travaux qui me sont demandés par la famille, ou aller à Mongo, la principale ville de la région ? » Les jeunes sont souvent tiraillés entre la loyauté à l'égard de leurs parents et leurs aspirations propres. En Afrique, ce tiraillement défie l'urgence alimentaire et s'exprime en termes de survie : soit je prends le risque de

laisser les miens sans réserves et je les prive de surcroît de mes bras, soit je prends aussi le risque d'étudier en étant livré à moi-même et responsable de trouver seul de quoi subsister... Entre les deux, pas d'autre possibilité.

C'est d'ailleurs en voyant ce problème sans solution apparente que les églises tchadiennes situées au centre du pays ont créé des internats. Avec peu de moyens, ceux-ci permettent aux jeunes gens de poursuivre des études. L'un d'entre eux a ainsi accueilli Noé à Mongo. « J'ai apporté chaque année comme contribution un sac de mil et 10 euros, ce qui correspond plus ou moins au quart de l'écolage annuel. L'Eglise et la Mission évangélique au Tchad (MET) a pris en charge le reste. Chaque matin, à 5h30, je participe librement et avec plaisir à la méditation biblique et échange avec de nombreux jeunes. Cela me permet de découvrir un Dieu personnel intéressé à ma vie, au développement de ma personnalité et à l'harmonie de mes relations avec les autres. Nous sommes le plus souvent six par chambre, venant de régions différentes du Tchad. Nous ne parlons pas le même dialecte. Quelques-uns sont de religion musulmane, d'autre sont chrétiens ou animistes. Nous devons apprendre à vivre en communauté, à être tolérants les uns envers les autres. C'est quelque chose qui me construit intérieurement. Je développe ici un intérêt croissant pour l'étude de la Bible, la mise en pratique de ses enseignements et pour la théologie. »

L'internat a donné à Noé la possibilité de poursuivre ses études secondaires. La structure a une excellente réputation au Guéra. De nombreux parents, dont des chefs de village, y envoient leurs enfants, parce qu'ils savent que cet internat, soutenu par l'Eglise, leur permettra de suivre leur cursus scolaire dans de bonnes conditions.

En 2009, Noé aura terminé le lycée. Il profite encore particulièrement de la bibliothèque bien fournie de l'internat. Il a également endossé la responsabilité de représentant de la centaine d'internes auprès des responsables de l'Eglise. Et souhaite continuer ses études pour être pasteur, "devenir un serviteur de Dieu à plein temps", et transmettre ses découvertes bibliques et spirituelles à ses frères Hadjaraïs.

« Nous soutenons cinq internats au Tchad, soit plus de 200 jeunes, indique Christian Simonin, directeur de la MET. A travers ces structures d'accueil, nous essayons de leur manifester concrètement l'amour de Dieu. Ils peuvent y étudier sereinement et cela nous tient particulièrement à cœur. Nous n'imposons pas la religion chrétienne, mais il est clair que nous y trouvons, nous, le moteur de notre engagement. Il n'y a pas d'aide sans valeurs à la clé, n'est-ce pas ? »



Karma, 22 ans

Népalaise

***Aider son peuple
au Mustang***

Enclavé en plein Himalaya, le Népal est bordé au nord par le Tibet, au sud, à l'ouest et à l'est par l'Inde. Isolé, le district du Mustang garde un système politique féodal et vient de traverser des années agitées par des rebelles maoïstes. Dans ce paradis du trekking, les enfants sont peu scolarisés et ne connaissent aucune perspective socioprofessionnelle. Karma, pourtant, s'en est sortie.

« Je suis née au Mustang. La région est vaste, le ciel bleu, le temps sec et il y a peu de végétation. En hiver, il fait très froid. On utilise de la bouse de vache et de yak pour se chauffer et faire la cuisine. » Trapue, Karma a les joues rouges propres aux habitants des hauts plateaux himalayens. De longs cheveux noirs entourent son visage un rien austère. « Au Mustang, les maisons au toit plat sont construites en pierre. Autrefois enclave tibétaine au Népal, ce royaume a été longtemps fermé aux étrangers. Il offre aujourd'hui aux yeux des voyageurs des paysages sauvages et grandioses. Au fond de vallées encaissées, des villes fortifiées enserrent les murailles de palais colorés. La population est à majorité bouddhiste. Il y a beaucoup de monas-

tères, plus encore que de villages ! Les moines vivent des dons des villageois, très superstitieux, et la ferveur religieuse est importante.

» Ghiling, le village typique d'où je viens, est situé à 4000 mètres d'altitude. Il se trouve à quatre jours de marche de l'aéroport le plus proche (pour ceux qui peuvent se payer un billet d'avion !) et à 7 jours de marche de la première route. Seule l'école primaire y est offerte. L'hôpital de district se trouve aussi à quatre jours de marche. Les gens de mon village cultivent surtout de l'orge et des pommes de terre. Ils pratiquent une agriculture de subsistance et élèvent des yaks, des chèvres et des moutons. La culture de graines est possible grâce à un système d'irrigation. L'odeur du thé salé au beurre rance imprègne les vêtements et toutes les maisons. A Ghiling, nous sommes sur la route du sel. Nous faisons auparavant du troc, mais le commerce du sel n'a plus guère d'importance; aujourd'hui, il est importé d'Inde. C'est le tourisme qui devient financièrement intéressant pour les habitants de la région.

» Au niveau social, il faut savoir qu'une femme, chez nous, a deux ou trois maris. Cela s'appelle la polyandrie. En conséquence, de nombreuses filles ne trouvent pas de conjoints, et se retrouvent mères célibataires. Ce fut le cas de ma mère et mon père ne m'a d'ailleurs jamais reconnue comme sa fille. Des enfants comme je l'ai été sont tout au bas de l'échelle sociale; ils sont haïs et mis de côté. » Mais aujourd'hui, la jeune femme sait se réjouir et un sourire chaleureux vient souvent l'égayer. Assise à

même le sol devant l'internat de Pokhara où elle a grandi, elle salue avec empressement des habitants du quartier avant de reprendre son récit : « J'ai vécu avec ma maman et ses deux sœurs. Nous avons habité dix ans une maisonnette, autrefois propriété de mon grand-père, qui avait une seule chambre au plafond très bas. Nous n'avions pas de revenu fixe : pour pouvoir nourrir leurs enfants, ma mère et l'une de mes tantes travaillaient comme servantes chez d'autres familles. Nous avions peu de champs cultivables et, par conséquent, pas assez à manger, ni assez de vêtements. Je me rappelle avoir travaillé pendant 3 ans au sein de deux familles où j'étais responsable de bébés.

» A 10 ans, je suis venue avec ma mère à Pokhara, la troisième ville du Népal, pour travailler dans la maison de sa tante. C'était l'hiver. Ma maman m'a laissée là ; j'y suis restée trois mois. Ensuite, l'un de mes oncles, un moine, m'a emmenée à l'internat "Happy Home". Il a parlé avec un homme qui s'appelle Tenzin ; celui-ci aidait les familles pauvres du Mustang à scolariser leurs enfants. Je ne savais alors pas un mot de népalais, je ne parlais que le loba. Mes débuts ont été très difficiles. »

» Dans cette ville de Pokhara, nichée au pied de la chaîne de l'Annapurna, il y a un lac, beaucoup de touristes, des avions qui décollent et qui atterrissent sans cesse... Il fait chaud et humide en été, froid et clair en hiver. Les gens viennent d'un peu partout pour le marché et les affaires; la ville est très animée, pleine de couleurs, de trafic et de bruit.

C'est l'odeur du *daal bhaat*, du riz et de la sauce aux lentilles, avec un curry aux légumes qui domine dans les rues à l'heure du repas.

Dans les années 1990, des collaborateurs de l'ONG Interserve – déjà active dans cette région – ont été interpellés par le sort des personnes qui arrivaient à Pokhara pour y chercher du travail, comme Karma à l'époque, ou qui s'y rendaient suite aux sévères inondations qui s'étaient produites dans plusieurs villages environnants. En discutant avec elles de leurs besoins, ils ont eu à cœur de développer dans cette ville un internat pour enfants défavorisés. Ils ont construit un bâtiment de béton avec un toit plat : aujourd'hui, 32 enfants y logent, quatre par chambre. La moitié d'entre eux provient de régions reculées du Mustang. Devant la maison se trouve un petit jardin de fleurs ; derrière, un potager. La vue s'étend sur les montagnes himalayennes, le Daulaghiri, l'Annapurna, jusqu'au Bouddha Himal...

Karma a été parmi les premières, en 1996, à commencer l'école primaire à Pokhara dans cet internat. « L'ONG Interserve défend une mission intégrale, souligne son co-directeur suisse Luc Bigler. Les besoins primaires, alimentaires et matériels, les besoins sociocommunitaires et spirituels sont tous pris au sérieux ; c'est à la population concernée de décider lesquels sont les plus importants et urgents. Nous intervenons dans les régions les moins développées et les moins accessibles, car nous pensons que ce sont ces "oubliés" qui ont le plus besoin d'encouragement. »

Karma n'avait jamais fréquenté l'école, car sa mère était très pauvre et son salaire d'enfant précieux pour elles deux. Le directeur de l'établissement avait d'ailleurs hésité à l'accepter parce qu'elle était plus âgée que tous les autres enfants et qu'elle ne parlait que son dialecte local et pas un mot de nepali, ni d'anglais... A force de volonté et de travail, Karma est pourtant parvenue à être première de classe... a sauté une année et repris la tête de la classe... Jusqu'à passer ses examens de fin de scolarité haut la main. Agée de 22 ans, elle suit actuellement deux années supplémentaires, "*Science Plus Two*", nécessaires pour poursuivre des études universitaires. Et explique vouloir étudier la médecine à Katmandou.

« Quand j'avais 16 ans, j'ai reçu une lettre m'indiquant que ma mère était très malade, qu'elle était devenue folle. On m'a payé le prix du vol jusqu'à Jomosom et de là, j'ai marché deux jours pour arriver chez moi. Je ne peux toujours pas exprimer quelle a été mon émotion quand je l'ai vue après tant d'années de séparation. Elle était très amaigrie et ne pouvait plus parler correctement. Ses vêtements étaient déchirés, sales. Cela faisait deux ans déjà qu'elle était dans cet état, mais personne ne m'en avait informée, soit parce qu'on estimait que je n'appartenais plus à la famille, soit parce qu'on ne voulait pas que j'interrompe mes études. J'ai fondu en larmes ; j'avais l'impression que la mort se tenait à la porte. J'ai prié, alors que les gens de mon village me disaient que c'était à cause de moi qu'elle était tombée malade, parce que j'habitais un internat chrétien et que je voulais suivre l'enseignement de

Jésus. » Karma se sentait mal à l'aise et désespérée. Elle est restée un mois et demi chez sa mère sans discerner aucune amélioration chez elle. Un an plus tard, son oncle, moine, l'a emmenée en Inde. Là, sa santé s'est améliorée et elle s'est complètement rétablie en l'espace de 3 ans. Aujourd'hui, elle continue à bien aller.

Pendant son temps à l'internat, Karma a trouvé dans la prière la force nécessaire pour se reconstruire. Et si elle veut maintenant retourner au Mustang, c'est pour servir les siens avec des moyens médicaux qui, elle le sait bien, font cruellement défaut dans cette région isolée. « Au Mustang, tous sont bouddhistes stricts. Les monastères bouddhistes appartiennent tous à la grande lignée Sakyapa. Un trekking au Haut Mustang vous permet d'ailleurs de découvrir Lo Manthang, la capitale de la région, et ses monastères, ses peintures rupestres et autres merveilles cachées de l'art bouddhiste dans le cadre grandiose des plateaux désertiques himalayens. Moi, je veux juste y retourner et servir les miens au nom de Jésus. »

Fière de son ethnie loba, Karma porte encore pour les grandes occasions une robe-tablier avec une blouse à manches longues, la *Chuba*. Ainsi affiche-t-elle son appartenance au Mustang. Non sans répéter vouloir retourner y vivre pour y tisser des liens privilégiés avec ses habitants. « Mais pas sans métier. »



Magdy, 54 ans

Egyptien

***D'une enfance faite
de privations à la création
d'un centre de formation***

Plus de la moitié de la population égyptienne vit dans la pauvreté et celle-ci ne cesse de progresser, notamment dans les régions rurales. Magdy est né sur une île primitive du Nil. Au fil de ses études et de ses contacts, il a décidé de former les jeunes de son pays et de leur donner les moyens d'enrayer le cycle de la pauvreté.

« Je suis né sur une petite île du Nil en Haute-Egypte. En juillet et août, elle était recouverte d'eau à cause de la crue. Pendant ces semaines catastrophiques, beaucoup d'enfants disparaissaient emportés par les flots ou alors tombaient malade suite à toutes sortes de maladies causées par les inondations. Je suis le troisième des onze enfants d'une famille copte. Malheureusement, seuls sept d'entre nous ont survécu aux défis et aux dangers de la vie primitive qui était la nôtre. Pour les villageois, il était normal qu'une famille perde 60% de ses enfants... Alors la nôtre a été comptée parmi celles qui avaient la "baraka", c'est-à-dire une bénédiction particulière !

» Mon enfance a été jalonnée par toutes sortes de difficultés dues essentiellement à la rude situation de l'île. Dès que quelqu'un tombait malade, il n'y avait aucune possibilité d'intervenir rapidement en sa faveur. J'ai toutefois eu la chance d'apprendre à lire et à écrire avec d'autres enfants dans un bâtiment à côté de l'Eglise copte de l'île. Durant l'été, pendant les semaines de "déluge" qui durent au moins 40 jours, nous grimpions chaque jour, d'autres enfants et moi, sur les palmiers entourés d'eau pour manger des dattes et remplir nos estomacs...

» A 10 ans, on m'a envoyé dans une école située dans la ville la plus proche. Chaque jour, je devais traverser le Nil ; c'était un réel défi, surtout lorsqu'on le faisait sur un petit bateau et qu'on devait ramer comme des forcenés pendant plus d'une heure... Parfois, on était ballotté de tous côtés par les vagues pendant des heures, notamment à cause du vent contraire. Je me suis souvent fait taper sur les doigts pour mes fréquents retards. Chaque trajet me prenait au moins deux heures. Une fois sur l'île, les seuls moyens de transport étaient soit l'âne, soit le chameau. Bien évidemment, la plupart du temps, je parcourais à pied le trajet de 5 km qui me séparait encore de notre maison. Ma santé n'était pas bonne, j'étais maigre comme un clou et je souffrais d'asthme.

» Après 9 ans d'études et de luttes, j'ai obtenu mon bac, à ma grande surprise avec de bonnes notes. J'ai pu me rendre à l'université, à la Faculté

d'ingénieurs, section Electricité. J'y ai étudié pendant 5 ans. Pour couvrir mes frais, il a fallu trouver une solution. C'est ainsi que j'ai commencé à voyager en Egypte et à l'étranger pendant l'été, afin de décrocher de petits travaux. Le peu que je ramenais nous aidait en famille et me permettait de vivre pendant quelques mois à l'université.

» C'est pendant cette période que j'ai lu la Bible et redécouvert la foi par la Parole de Dieu. Lors d'un de mes voyages dans le sud de la France, j'ai rencontré un groupe de Jeunesse en mission (JEM). A son contact, j'ai découvert la mise en pratique de ce que j'avais lu dans la Bible et cela a été décisif pour la suite de mon parcours. J'ai notamment compris que chaque être humain pouvait bénéficier d'une restauration complète de sa personne. Je suis rentré en Egypte en 1981 avec plein de nouvelles idées en tête et... avec une femme suisse ! A mon retour au village, je me suis mis à l'ouvrage pour transformer et développer le vieux moulin de mon père en un moulin électrique moderne. Ce changement a créé des emplois, y compris un travail pour mon frère handicapé, et a permis d'améliorer considérablement les conditions de vie au village.

» L'irrigation des terrains du village laissant à désirer, j'ai ensuite rassemblé mes cousins et mes oncles et j'ai installé avec eux une pompe à eau assez puissante pour irriguer et cultiver les terrains trois fois par an. Notre système d'irrigation des domaines agricoles sur l'île a grandement multiplié les récoltes et les bénéfices des paysans. Ces améliorations ne sont

pas passées inaperçues : de nombreuses personnes ont repris ces modèles agricoles pour les installer dans leurs villages et leurs hameaux. Toujours confrontés à la pauvreté extrême des villageois, nous avons encore aidé plusieurs familles à amener une connexion d'eau courante dans leur foyer, ce qui s'est révélé bénéfique pour leur santé. Nous avons enfin aidé d'autres personnes à démarrer des micro-entreprises en élevage ou en couture par exemple.

» Durant ce temps-là, nous avons fait beaucoup de recherches pour créer un centre de formation où il y aurait assez d'espace et d'infrastructures pour accueillir des jeunes et des moins jeunes afin qu'ils découvrent leurs potentiels et leurs dons naturels. Ce rêve est finalement devenu réalité en 1990. Nous avons pu acheter du terrain dans le désert et créer un centre de prière et de formation.

» A ce jour, plus de 1000 jeunes gens et jeunes filles ont passé dans notre centre pour un temps de formation allant de 6 mois à 2 ans. Nombre d'entre eux sont aujourd'hui des leaders dans notre pays et au Moyen-Orient. Nos cours ont permis à ces jeunes de se former et de gagner en expériences pratiques, mais aussi en richesse humaine et intellectuelle. Nous avons en effet régulièrement des moniteurs, experts ou conférenciers qui viennent transmettre leur savoir et leur expérience aux étudiants.

» En parallèle, nous avons développé une librairie à Héliopolis, dans la banlieue est du Caire. Il ne

s'agit pas seulement d'un magasin où l'on vend des livres et des cahiers, mais aussi d'une maison d'édition enregistrée et reconnue par le registre du commerce. Cela m'a donné l'idée de démarrer des publications et c'est ainsi que nous avons sorti un premier livre en arabe en 1996. Depuis lors, nous publions à peu près un titre par mois. Mes différentes activités me passionnent et m'apportent beaucoup de joie. Je vois le résultat de mes efforts. Après 21 ans d'engagement en faveur de mon pays, je peux dire que ce n'est toutefois qu'un petit pas... car nous avons devant nous beaucoup de travail et des années riches à vivre durant lesquelles, avec très peu d'efforts, nous pourrions faire comprendre à beaucoup de jeunes la valeur de l'engagement pour améliorer, développer, aider ceux qui sont autour de nous. Il s'agit en fait de leur faire comprendre que la pauvreté n'est pas une fatalité et qu'un changement salutaire est toujours possible. »



Bibata, 28 ans

Burkinabée

***Aveugle et heureuse d'être
mère***

Elle a perdu coup sur coup à l'âge de 15 ans son père, sa mère et la vue ! Elle n'a pas eu la chance d'aller à l'école à cause de la pauvreté de ses parents et se retrouve seule à élever un enfant. Pourtant, le visage de Bibata est illuminé d'un large sourire qui fait oublier le blanc laiteux de ses yeux où errent des iris atrophiés. Le malheur qui semble lui coller aux nu-pieds ne l'empêche pas de se montrer digne et d'aller de l'avant.

« Je suis née le 27 juin 1980 à Abobo-Gare, dans la banlieue pauvre d'Abidjan, en Côte-d'Ivoire. Mes parents étaient Burkinabés, mais ils s'étaient expatriés, comme des milliers de leurs concitoyens, pour trouver du travail. Mon papa a gagné sa vie comme gardien. Pour éviter les vols nocturnes, des gens riches l'ont engagé pour surveiller leur maison. Il était peu payé pour ce faire, et ma mère arrondissait les fins de semaines en vendant notamment des oranges. Il faut dire que nous étions sept enfants: trois garçons et quatre filles.

» J'avais une sœur jumelle. A l'âge de 7 ans, on nous a mises toutes deux à l'école primaire. Un jour, le maître a frappé ma sœur qui est décédée peu après. J'ai toujours attribué sa mort à ces coups et n'ai plus voulu retourner à l'école par crainte d'être battue moi aussi et de mourir. Mes parents n'ont pas trop insisté, car ils étaient pauvres et n'arrivaient guère à payer les habits et les fournitures scolaires. Je n'ai donc pratiquement jamais été scolarisée. Je suis restée à la maison et j'ai aidé ma mère et ma grande sœur dans leur petit commerce d'*atiéké* qu'elles venaient de débiter sur le marché. Vous ne savez pas ce que c'est que l'*atiéké* ? Ce plat est à la base des repas en Côte-d'Ivoire. C'est une préparation confectionnée avec de la semoule de manioc qu'on fait cuire à la vapeur et qu'on accompagne d'une sauce pimentée d'arachides ou de gombo, ou avec de la viande ou du poisson frit. »

Bibata sourit à ce souvenir. Elle est vêtue ce jour-là avec coquetterie et a pris garde d'avoir les cheveux bien tressés. Bousculée plusieurs fois dans sa vie, elle affiche ce calme qui est le bagage des personnes qui ont traversé de grands drames sans s'y être noyées. Elle reprend de sa voix douce : « Est arrivée ensuite cette terrible seizième année de ma vie où pour moi tout a basculé : mon papa d'abord est décédé subitement, après seulement trois jours de maladie. On a décidé alors de rentrer dans la famille, au Burkina Faso, pour ses funérailles. C'est donc à cette occasion que je suis venue pour la première fois dans mon pays, plus précisément ici

à Kaya, à une centaine de kilomètres au nord-est de Ouagadougou. Nous y sommes restés. Nous logions chez mes grands-parents ; maman faisait un peu de commerce en vendant du sel.

» Un après-midi, peu après les funérailles de mon père, j'ai commencé à avoir très mal à la tête. Ma grand-mère m'a invitée à prier à l'église. Je lui ai répondu que la douleur était trop forte et que j'irais prier plus tard. Je me suis couchée et endormie. Le lendemain, à mon réveil, ma tête me faisait horriblement mal. Du sang a commencé à couler de mes yeux. Mes paupières étaient fermées. Mon grand-père et ma maman ont essayé des traitements traditionnels avec des feuilles d'arbres qu'ils ont bouillies pour laver mes yeux. Ils n'avaient pas les moyens de me traiter médicalement. Comprenez : quand on va à l'hôpital, on reçoit une ordonnance, et ensuite, il faut acheter les médicaments et c'est trop cher. Le traitement traditionnel a stoppé l'hémorragie de mes yeux, mais quand j'ai pu ouvrir mes paupières, je ne voyais plus. En quelques heures, j'étais devenue aveugle ! C'était un cauchemar terrifiant...

» Après avoir perdu la vue, je comptais sur ma maman pour s'occuper de moi. Mais hélas, deux mois après, elle est décédée dans un accident. Tout est devenu alors très compliqué : le moindre déplacement, les activités ordinaires de la vie de tous les jours que j'avais faites avec mes yeux... tout était à réapprendre. Qui allait m'aider ? Certes mon grand-père et ma grand-mère étaient toujours

là : ils m'ont aidée de leur mieux, mais ils étaient âgés déjà.

» J'étais dans un grand désarroi. Je pensais que j'allais rapidement rejoindre ma sœur jumelle et mes deux parents. Je me demandais pourquoi ces malheurs se succédaient de la sorte. Et puis personne ne s'occupait de moi pour donner un sens dans la vie. Certains même me dénigraient. Seules mes copines étaient vraiment tristes de ce qui m'arrivait ; elles ont pris aussi conscience que l'on n'est à l'abri de rien et que même une personne a priori en bonne santé peut soudainement perdre la vue.

» Je ne savais pas ce que j'allais pouvoir faire pour gagner ma vie et manger. Heureusement, quelques mois après, j'ai découvert l'Association burkinabée pour la promotion des aveugles et malvoyants (ABPAM), à Kaya. La petite sœur du président de cette association avait épousé quelqu'un de ma famille. Celle-ci m'a beaucoup consolée, encouragée et m'y a conduite. Là, j'ai découvert que je n'étais pas la seule aveugle au monde, qu'il y avait même des enfants qui l'étaient et depuis leur naissance. Cela m'a émue et redonné espoir.

» Le président m'a appris à me déplacer seule. Pour aller et revenir de la maison jusqu'à l'association, on m'accompagnait généralement. Si je ne trouvais personne, je me débrouillais seule. Je partais avec la canne blanche et je trouvais souvent une bonne âme qui m'aidait à rentrer à la maison.

» Au centre, j'ai appris à tisser et à confectionner des tapis. Le président pensait que je pourrais vendre mes productions et me nourrir, car il était évident que mes grands-parents étaient trop vieux pour me prendre en charge. Au début, mon activité était rentable, et je pouvais acheter ma nourriture grâce à elle. Mais aujourd'hui, cela ne marche plus, car tout le monde fait la même chose, même les voyants. Je tisse toujours, mais cela ne se vend pas. Si bien que je vis de la charité publique, de personnes qui me donnent à manger; parfois, c'est l'Église qui me donne quelque chose, mais peu, car les communautés religieuses au Burkina ne sont pas riches.

» En 2001, l'ABPAM m'a désignée pour suivre une formation organisée par la Mission évangélique braille (MEB) dans son centre de Ouagadougou. Le but était d'apprendre l'alphabet pour aveugles, puis de pouvoir par la suite enseigner mes acquis dans le domaine de l'alphabétisation, de métiers artisanaux et en matière de jardinage et d'élevage. Ce fut difficile pour moi, vu que je n'avais pas été à l'école. Mais aujourd'hui, avec ma collègue Fati qui a suivi le même type de formation que moi, nous sommes à la disposition des aveugles de Kaya pour leur transmettre tout ce que nous savons. Personnellement, j'enseigne plutôt les tâches pratiques comme le tissage et le ménage, Fati s'occupe plutôt de l'alphabétisation.

» On ne nous paie pas pour ce travail. Nous le faisons gratuitement, parce que nous savons

ce que c'est que la pauvreté. Et si ce que nous transmettons peut aider quelqu'un à s'en sortir, j'en suis contente. Vous savez, c'est parce que quelqu'un m'a aidée gratuitement que je suis vivante aujourd'hui. Je veux bien faire de même à mon tour. Mais les aveugles peinent à venir aux cours. Il faudrait au moins avoir de quoi leur donner à manger pour qu'ils ne repartent pas le ventre vide. Mais le centre n'a rien à leur donner. S'ils ne reçoivent rien, ils préfèrent aller mendier plutôt que de venir apprendre. Ainsi ont-ils au moins quelque chose à se mettre sous la dent. »

Bibata n'est pas amère. Elle constate les choix de ses pairs sans critique. Un tout jeune garçon vient lui prendre la main puis monte sur ses genoux : « Aujourd'hui, je vis seule avec mon enfant. Il s'appelle David et a un an. Il est en bonne santé; il n'y a pas de problème. Mes grands-parents sont décédés. Je suis contente d'être devenue maman. » Et son sourire s'étire alors largement, et elle serre contre elle cet enfant qu'elle allaite encore. « Je ne pensais pas que je pourrais un jour tenir mon fils dans mes bras. Je suis contente. Cela me donne une valeur d'être devenue maman. Mais c'est aussi difficile, car il y a le problème de la nourriture quotidienne à trouver, et puis, comme handicapée de la vue, ce n'est pas facile d'éduquer un enfant. Je suis seule, et il est difficile de le surveiller. L'autre jour, comme je préparais le repas, il s'est trop approché du feu et s'est brûlé. Parfois ce sont des voisins qui me disent où il est. Le matin, je le prends avec moi pour aller au centre, et là, ce

sont d'autres personnes qui le surveillent et s'en occupent. »

Le père ? « Il vient nous visiter de temps à autre et nous donne, quand il peut, 150 CFA (CHF 0,35/€ 0,20). Autrement, il ne s'occupe pas de l'enfant et ne peut pas nous aider. Il est musulman et il a déjà deux autres femmes. Moi, il ne voudra jamais m'épouser, car à ses yeux, je ne représente qu'une bouche de plus à nourrir. Et je ne voudrais pas l'épouser non plus. D'une part, parce qu'il est musulman et moi chrétienne, et d'autre part, imaginez la situation : je suis handicapée, limitée dans mes capacités de travail ; vous me voyez vivre dans une maisonnée avec deux autres femmes qui amènent la soupe sur la table ? Ce serait un calvaire incessant !

» Vous vous demandez sûrement si j'ai été forcée ou abusée pour m'être retrouvée enceinte. Je ne crois pas. Mais je ne sais pas comment cela s'est passé. Je sais que je ne voulais pas de cet homme... J'entends dire qu'il est fréquent ici qu'un homme mette un somnifère dans la boisson d'une femme pour profiter d'elle. C'est peut-être ce qui s'est passé, peu importe. Je suis très contente aujourd'hui d'avoir cet enfant.

» Bien sûr, la situation est difficile. Je suis souvent triste, parce que je n'ai personne pour m'aider. J'aurais besoin à mes côtés de quelqu'un qui voie pour m'aider à élever correctement David. Dieu m'aide pour l'heure dans cette tâche, et je n'ai

jusque-là pas eu trop de mal à m'en sortir, j'en suis reconnaissante.

» La foi m'est importante et aussi le partage de celle-ci. Quand je suis seule, je ressasse mes problèmes ; mais si je peux être avec d'autres, devant Dieu, je les oublie. Je réalise aussi que lorsque je peux aider les autres, je me sens une personne à part entière.

» La MEB m'a beaucoup apporté : grâce à la formation reçue, j'ai appris à me débrouiller au quotidien, à tisser et à enseigner. Même si je suis pauvre et triste parfois, je vis, je me débrouille. Je me prépare chaque jour le tô, le plat national burkinabé à base de mil. Parfois, je parviens à cuire du riz, mais c'est exceptionnel. En plus de cette nourriture matérielle et grâce à la MEB, j'ai accès à la nourriture spirituelle qu'est la Bible en braille. Elle m'est très importante.

» Je ne sais pas quel sera mon avenir. Difficile de savoir, n'est-ce pas ? J'attends. »



Jefferson, 40 ans

Brésilien

***La prison lui ouvre
de nouveaux horizons***

Des prisons fondées sur la réinsertion des condamnés font leurs preuves en Amérique latine et au-delà. Elles sont basées sur une méthode de restauration de la personne. Après 13 ans de détention, Jefferson y a trouvé de quoi se reconstruire et un moteur à sa vie.

« Je m'appelle Jefferson, j'ai 40 ans. Je suis brésilien. C'est en prison, lors d'un séminaire donné dans une des communautés de la Fraternité des Prisons du Brésil appelée APAC* (Association de protection et d'assistance aux condamnés) que j'ai découvert le sens de ma vie. Le but de la session était de réhabiliter les prisonniers dans leur personne. A l'issue du cours, j'ai décidé de m'engager à fond dans ce processus-là.

» J'ai été libéré en 2000. Pendant ma détention, j'ai compris que je devais me reconstruire, restaurer en moi ce qui avait été détruit par des années de misère et de mauvais choix. Je remercie Dieu de ce qu'il a accompli en moi, un prisonnier qui a passé 13 ans et 10 mois en détention...

» Je viens d'une famille sans repères. Mon père était alcoolique et ma mère surprotectrice. J'ai passé mon enfance dans un climat d'extrême violence intrafamiliale, même si nous avons connu quelques très bons moments ensemble. Quand mon père n'était pas soûl, c'était le meilleur papa du monde. Je me souviens qu'il jouait avec moi, qu'il m'a appris à pêcher... Malheureusement, les moments de crainte et de souci étaient plus nombreux que les moments de partage et de paix. J'ai grandi et tout a commencé à m'énervier. Ma seule issue à ce que je vivais à la maison, c'était d'y échapper autant que possible. J'ai donc vite pris l'habitude de rentrer tard et d'aller directement me coucher sans rendre compte de quoi que ce soit à mes parents.

» Je traînais alors des heures dans la rue. J'y ai rencontré des jeunes qui avaient juste les mêmes problèmes que moi. On pouvait se parler librement, on se comprenait parfaitement. Vers l'âge de 15 ans, j'ai commencé à fumer des cigarettes et à boire. Je me suis retrouvé dépendant de la marijuana et été ensuite initié à des drogues dures.

» J'ai commencé à travailler comme mécanicien à 16 ans. J'ai toujours voulu être indépendant. En parallèle à mon travail, j'ai fait des études universitaires pour devenir avocat, mais je ne suis pas arrivé au bout. J'ai goûté à la cocaïne à 18 ans et c'est là que j'ai commencé à sombrer. Parce que si cette drogue était très agréable au début, j'en suis vite devenu dépendant et j'ai rapidement eu

besoin de plus d'argent pour m'en procurer. Mon activité professionnelle s'en est ressentie : j'étais moins productif, j'arrivais en retard, je multipliais les absences... jusqu'à me faire licencier. Je me suis repris en main, j'ai travaillé pour d'autres entreprises, me suis marié ! Mais je suis resté dépendant de la drogue. Désespéré, j'en suis venu à participer à un vol avec kidnapping. Dieu merci, j'ai été arrêté ! Je dis : "Dieu merci", parce que je ne supportais plus ma vie.

» J'ai accompli une partie de ma peine à la prison centrale de ma ville, puis j'ai demandé à être transféré dans un centre APAC (Association de protection et d'assistance aux condamnés). Une nouvelle étape de ma vie pouvait alors commencer. Il faut bien comprendre que ces centres appliquent une méthode qui leur est propre pour la réinsertion des prisonniers. J'ai tout de suite été frappé par la propreté des lieux, par le fait qu'il n'y avait pas d'officiers de police : cela ressemblait à tout sauf à un lieu de détention. J'ai ensuite réalisé que nous avions du temps pour faire les choses : le temps de se réveiller, le temps de prier, celui de prendre le soleil, ou encore de travailler. Nous avons aussi eu des cours sur la valorisation de l'individu, des sessions d'étude de la Bible et un séminaire intensif pendant lequel on permet aux participants d'étudier le personnage de Jésus. J'ai rencontré là un Dieu dont j'avais souvent entendu parler mais que je n'avais jamais connu. La grâce et l'amour de Dieu qui veut bien nous accueillir, nous, malgré nos crimes et méfaits, nous ont été présentés. C'est

toujours un moment difficile de réaliser combien le mal qu'on a fait déforme l'image que l'on a de Dieu et l'image que l'on a de soi-même. Puis vient la libération : on se rend finalement compte de la grâce de Dieu qui nous veut libres et heureux ! Cette session a véritablement été extraordinaire. Conduite par des volontaires, elle m'a vraiment libéré de ma vie passée.

» Lors d'un de ces séminaires, justement, des familles étaient là pour rencontrer les détenus. J'ai soudain aperçu ma victime, Elizabeth, qui venait dans ma direction avec une rose rouge à la main. Elle s'est arrêtée en face de moi et, avec une voix pleine d'émotion et de larmes, m'a dit : "Jefferson, tu es venu un jour vers moi avec un fusil et tu m'as presque tuée. Aujourd'hui, je viens ici t'offrir cette fleur qui symbolise mon pardon. J'espère que tu seras heureux". J'avais toujours demandé à Dieu de guérir cette femme du traumatisme que je lui avais fait subir. Je souhaitais aussi qu'elle puisse un jour me pardonner. Suite à cette rencontre – un vrai miracle ! – j'ai senti une grande paix en moi.

» J'ai par la suite été muté dans un régime semi-ouvert et c'est alors que ma femme a décidé de me quitter. J'étais désespéré. A ma libération, j'ai changé de ville. J'ai recommencé la drogue et plus personne ne me croyait apte à quoi que ce soit. J'ai même imaginé reprendre le chemin de la criminalité, mais tout mon cheminement m'est revenu en mémoire et j'ai changé d'avis. J'ai recherché des gens à même de m'aider et me suis souvenu de mon ami le Dr

Antonio Ferreira Valdeci, directeur de la Fraternité Internationale des Prisons du Brésil, rencontré dans un précédent lieu de détention. Je lui ai téléphoné en lui demandant de l'aide et il m'a répondu tout de go de venir chez lui. Je n'avais pas d'argent, me sentais complètement déboussolé. Et la première chose qu'il a faite en me voyant a été de me donner la clé de sa maison. Ce fut un geste très important pour moi : c'était comme si quelqu'un croyait encore en moi et me donnait une chance de repartir à zéro. J'ai commencé là une nouvelle étape de ma vie. Les premiers jours, alors que je m'occupais du jardin et que je priais dans la chapelle, j'ai repensé au cours d'APAC que j'avais suivi en prison. Je me suis notamment rappelé que nous sommes tous invités à choisir entre le bien et le mal. J'ai alors décidé de faire le bien, quoi qu'il m'en coûte. On m'a proposé de travailler parmi les jeunes de la rue, de les informer sur les risques encourus par la prise de drogues. Je me sentais renaître. Et puis un nouveau miracle s'est produit. Toujours en régime semi-ouvert, j'ai dû me présenter devant la cour pour signer un rapport de présence. La secrétaire m'a annoncé que j'étais désormais au bénéfice d'une remise de peine spéciale à l'occasion de Noël. J'étais vraiment heureux ! Je pouvais enfin connaître le goût de la liberté retrouvée. J'étais très reconnaissant à Dieu de m'avoir accordé ce miracle à ce moment-là de ma vie.

» J'ai eu enfin la possibilité de travailler dans un centre APAC, dans la ville d'Itauna, où je suis encore aujourd'hui. Tout ce que j'avais perdu,

je l'ai reçu en retour et davantage : la confiance de ma famille, la liberté, un travail, le respect, la possibilité de me former, la persévérance et la foi en Dieu. Je remercie toutes celles et tous ceux qui oeuvrent d'une manière ou d'une autre à ce travail de restauration auprès des prisonniers. Je suis l'un de ses bénéficiaires et je lui dois la vie. »

* La méthode APAC est un des programmes phares de la Fraternité Internationale des Prisons (FIP). Cette méthodologie fait partie d'un concept de justice réparatrice qui met l'accent sur le fait de réparer le mal commis.



Joseph, 25 ans

Guinéen

***Après une maladie aux
symptômes effroyables, il
reprend pied***

Dans le contexte africain où les mondes physique et spirituel sont entremêlés, les maladies et symptômes irrationnels sont vite attribués à des puissances maléfiques. Et celles et ceux qui en souffrent deviennent des personnes indésirables, redoutées. Joseph a vécu une telle maladie. Après avoir épuisé les ressources de la médecine occidentale, il a connu une restauration physique et spirituelle.

La République de Guinée est appelée le château d'eau de l'Afrique occidentale : plus de 200 fleuves la traversent. Ses sous-sols contiennent de grandes réserves de bauxite, de fer, d'or, de diamant et d'uranium. Mais seule une petite élite profite des richesses du pays. L'immense majorité des dix millions d'habitants vit dans la pauvreté et souffre de l'augmentation continue des prix des denrées alimentaires et d'autres produits de première nécessité. L'infrastructure et les services publics à l'intérieur du pays sont dans un état lamentable. Dès le début des années 2000, la Guinée a été secouée par des troubles politiques. En 2000 et 2001, des attaques rebelles venant du Libéria et

de la Sierra Leone ont provoqué des troubles et une grande insécurité, particulièrement en Guinée forestière. Depuis 2006, plusieurs grèves générales causées notamment par la hausse des prix ont paralysé le pays. Début 2007, des manifestations ont été réprimées par la police et l'armée, causant quelque 200 morts. La situation politique actuelle reste instable et imprévisible.

C'est dans ce contexte-là que nous trouvons Joseph, 25 ans. Il vit justement dans un petit village de la région forestière, à 750 km de la capitale Conakry. Cette région, l'un des quatre territoires "naturels" de la République de Guinée, compte une superficie de 45'000 km² et une population d'environ 2'000'000 d'habitants. Menuisier, Joseph travaille chaque jour dans son atelier, un petit hangar couvert de feuilles de palmier. Avec ses outils – une scie, un marteau et quelques autres instruments –, il fabrique des meubles, des portes et fenêtres. Depuis peu, il est marié. Joseph est le seul chrétien de sa famille et fréquente l'église de son village. Le pasteur de la sous-préfecture l'a encouragé à suivre une formation pour devenir pasteur laïque, ce qu'il a fait récemment.

« Un jour, je suis tombé malade. Ma famille et le pasteur m'ont accompagné à Macenta, à 60 km de chez moi, où se trouve l'hôpital le plus proche. Mon état s'est alors aggravé : j'ai connu des crampes et des troubles de conscience, accompagnés de crises d'agressivité qui étaient difficilement maîtrisables. Les sédatifs que je recevais à l'hôpital ne faisaient

aucun effet. Une personne devait s'asseoir sur moi pour me maîtriser pendant les crises. Je refusais de manger et de boire. »

Après quelques jours de traitement sans aucune amélioration, on a appelé le médecin-chef du centre médical de la Mission Philafricaine, Stefan Strahm : « J'ai rencontré Joseph alors qu'il était dans un état pitoyable : les habits sales, le corps amaigri, le visage défiguré, le regard vide, explique-t-il depuis la Suisse. Le dialogue n'était pas possible. Il criait et parlait de choses confuses dans sa langue maternelle. Que faire ? Mes possibilités pour intervenir à l'hôpital préfectoral comme médecin étranger étaient très limitées.

» Deux jours plus tard, le pasteur décide de transférer Joseph à l'église. C'est là que je l'ai vu pour la deuxième fois, dans le même état. Ses mains et ses pieds étaient ligotés pour maîtriser son agressivité. Je lui ai injecté une ampoule d'un sédatif puissant. Suite à l'injection, il s'est rapidement calmé. Quelques heures plus tard, il est tombé dans un état d'inconscience profonde avec une hypotension artérielle qui a nécessité une perfusion pour la réhydratation. Son épouse et le pasteur s'inquiétaient de son état. Nous avons prié ensemble et l'avons confié à Dieu.

» Les jours qui suivirent furent remplis d'espoir et d'angoisse. Les médicaments calmaient Joseph quelques heures, puis il se réveillait furieux, le visage grimaçant. Il criait et parlait de voleurs et du

diable. Il devenait une attraction pour les voisins qui l'observaient à travers la fenêtre. Nous avons continué nos efforts notamment par la prière et la prescription de médicaments. Comment expliquer l'état et la maladie de Joseph et comment y faire face? L'entourage de Joseph faisait intervenir naturellement un monde invisible et spirituel très riche en explications. Comme médecin, comme Blanc, je pratique une médecine occidentale et j'essaie de faire de mon mieux la profession que j'ai apprise. Mais comme médecin chrétien, je ne pouvais pas me confiner à ma seule pratique professionnelle. Dans ce cas précis, j'ai senti que je devais invoquer la puissance de Dieu et, comme Jésus nous invite à le faire, compter sur sa souveraineté par rapport à ce monde qui nous échappe.

» Après plus d'une semaine, la famille élargie de Joseph a décidé de l'amener au village pour le présenter aux féticheurs et guérisseurs traditionnels si son état ne s'améliorait pas dans les jours suivants. Cela nous a stimulés à intensifier nos prières et Dieu a répondu : l'état de Joseph a commencé enfin à s'améliorer. Il a eu de plus en plus de moments de lucidité où il parlait normalement. Il a recommencé à manger et à boire et nous avons pu prier avec lui. La dose des médicaments a pu être réduite progressivement et après un mois, son état lui a permis de quitter l'église et de rentrer chez lui. »

Trois mois plus tard, à Noël, Joseph et son épouse ont accueilli Stefan à bras ouverts dans leur village.
« Dieu n'a pas seulement fait un miracle dans ma

vie, estime Joseph. Ma famille et beaucoup de voisins ont été impressionnés par ma guérison miraculeuse et se sont intéressés à la foi. »

Cinq ans ont passé depuis. « Chaque fois que nous passons dans le village de Joseph, nous allons le trouver dans son atelier de menuisier, raconte Stefan Strahm. Lui et son épouse sont devenus parents d'un petit enfant. Son histoire et ce qu'il a enduré me touchent et me confortent dans le travail que j'exerce au sein du projet médical de L'Alliance Missionnaire Evangélique (AME) – connue en Guinée sous le nom de Mission Philafricaine – car les besoins du corps, de l'âme et de l'esprit sont énormes et nous tenons à les prendre au sérieux. » L'AME oeuvre en Guinée depuis 1981. Elle s'est d'abord engagée dans la lutte contre la lèpre et la tuberculose et a construit une léproserie à Macenta. Celle-ci s'est développée et est devenue un centre médical. Avec les années et grâce à son développement, la mission a gagné la confiance de la population et du gouvernement. Elle est aujourd'hui appréciée pour ses œuvres dans tout le pays.

« Les pathologies comme celles de Joseph ne sont pas notre pain quotidien, ajoute Stefan Strahm. Grâce aux antennes médicales que nous entretenons dans la région forestière qui reste très isolée, nous avons contact avec une population marginalisée et pouvons partager avec elle ses soucis tant physiques que spirituels. Cela me paraît fondamental ! »



Ousmane, 16 ans

Burkinabé

***Sorti de détention
et à nouveau au sein
de sa famille peule***

Ne plus parvenir à se tenir debout, connaître un état de faiblesse extrême a été le lot du jeune Ousmane, fils d'un berger peul. Emprisonné au Burkina Faso, soigné, médicalisé, il a pu rejoindre les siens dans le nord du pays et reprendre sa vie de jeune homme avec des forces nouvelles.

« J'ai rencontré dernièrement un jeune détenu prénommé Ousmane dans une petite prison de province qui compte environ 140 prisonniers, indique Cathy Moret de l'Association d'aide aux régions sahéliennes (ASAREN). C'était la première fois que je visitais cet établissement, et les responsables, après m'avoir accueillie chaleureusement, ont accédé très volontiers à ma demande de saluer les détenus. Alors qu'ils étaient tous réunis debout en rang dans la cour et que je m'adressais à eux, j'ai remarqué deux jeunes assis dans un coin, incapables de se lever, et visiblement bien malades... Face à ma perplexité, on m'a confirmé : "Eux, ça ne va pas !" L'un d'eux, Ousmane, avait le regard éteint ; la souffrance et

l'angoisse se lisaient sur son visage. Il se sentait perdu. Son regard suppliant m'a touchée.

» Après avoir brièvement examiné ces deux jeunes, j'ai expliqué aux responsables de l'établissement la gravité de leur état de santé et leur ai demandé qu'ils en informent le juge chargé de leur dossier. Je pressentais qu'ils ne survivraient pas longtemps. Le jeune Ousmane, âgé de 16 ans, était dans un état critique. Il n'était plus capable de se tenir debout, ne pesait plus que 41 kg pour une taille de 1,75 m... Deux ans auparavant, il avait quitté le nord du pays où il vivait avec son grand-père pour rejoindre son papa émigré au Ghana. Il s'était mis en route à pied pour un voyage de près de 450 km ! Accueilli pour quelques jours par des villageois pendant cette longue marche, il avait été accusé d'avoir voulu abuser de l'une des filles de son hôte... Emprisonné depuis lors, il n'avait pu contacter sa famille pour l'informer de son arrestation. Si bien que personne n'était jamais venu le voir depuis deux ans !

» Deux jours après ma visite dans cette maison d'arrêt, on m'a appelée pour me dire que la justice, informée de son état de santé alarmant, l'avait libéré afin qu'il puisse bénéficier de bons soins à l'extérieur. Mais personne ne savait comment contacter sa famille, des bergers semi-nomades, en pleine brousse à 320 km de là ! Ousmane n'avait d'autre part pas d'argent pour son transport et encore moins pour acheter le moindre médicament... Tout de suite, j'ai su que nous devions tout tenter

pour le sauver. Cela signifiait le prendre en charge, le faire soigner et, par la suite, rechercher sa famille dans le nord du pays en vue de l'y ramener quand il serait guéri.

» Pour nous aider, le service de l'action sociale locale a d'abord organisé son transport jusqu'à Ouagadougou où nous habitons. Ainsi, après un voyage de 100 km qu'il a effectué seul, couché sur les sièges à l'arrière d'un grand car, nous avons pu le prendre en charge dès son arrivée dans la capitale. Après l'avoir sorti du véhicule avec difficulté, nous l'avons porté dans nos bras jusqu'à notre voiture et l'avons amené immédiatement dans un centre médical.

» Ousmane a été examiné et le médecin a constaté qu'il souffrait notamment d'une atteinte à la colonne vertébrale qui l'empêchait de marcher et même de se tenir debout, d'une broncho-pneumopathie avancée et d'une anémie sévère. D'autre part, un état de sous-alimentation chronique associé à une avitaminose venait compliquer ce tableau et expliquer son état de faiblesse extrême. Nous avons donc payé les soins et traitements qui ont été mis en œuvre de suite. Il a fallu lui fournir des habits propres, un seau et du savon pour sa toilette, le matériel de couchage, ainsi que les plats pour ses repas. Mais le plus difficile a été de trouver des personnes qui viennent l'assister à son chevet 24 heures sur 24. »

En Afrique, les infirmiers n'administrent que les soins médicaux ; tout le reste doit être pris en charge par la famille: surveillance du malade, toilette, repas, lessive des vêtements et des draps... Pendant 18 jours et 18 nuits, de jeunes chrétiens se sont relayés au chevet d'Ousmane et se sont occupés de lui avec amour, comme s'il s'agissait de leur propre frère. Cheville ouvrière de ce travail auprès des prisonniers, Cathy Moret reprend son récit : « Je suis allée le voir tous les jours et lui ai amené ce qui lui était nécessaire pour ses traitements médicaux. Et j'ai pourvu aussi à la nourriture de ces accompagnants bénévoles.

» Au début, Ousmane, toujours couché, était prostré et ne répondait presque pas. Il ne manifestait aucune reconnaissance. Il semblait ne pas oser croire à la réalité de ce qu'il vivait. Après environ une semaine de soins, c'était comme s'il émergeait lentement du brouillard : il a commencé à nous sourire timidement, à nous parler un peu. Sa santé s'est améliorée grâce aux antibiotiques administrés en perfusions et à plusieurs transfusions sanguines. Nous avons alors assisté à une lente résurrection... et Ousmane s'est révélé être un jeune homme très intelligent et plein d'humour ! Avec son accord, nous avons prié tous les jours pour lui, pour sa guérison, pour qu'il puisse retrouver sa famille et pour que celle-ci l'accepte malgré son séjour en prison.

» Mais si Ousmane renaissait à la vie, il ne pouvait toujours pas se tenir debout. Pourtant, le moment

où il devait quitter le centre médical approchait. Sur le conseil du médecin, nous avons pu lui confectionner une paire de béquilles en bois qu'il a placées sous ses aisselles : ainsi a-t-il commencé à clopiner. Entre-temps, la justice nous avait fourni des indications sur le lieu probable où se trouvait son grand-père. Au jour convenu, nous sommes allés chercher Ousmane et ses quelques bagages au centre médical, puis nous sommes partis avec notre vieille 4x4 en direction du nord. Après un voyage de plusieurs heures, nous avons atteint le village. Le chef à qui nous nous sommes adressés a mandé une personne pour nous conduire dans la brousse jusqu'au campement du grand-père d'Ousmane.

» Et là, les membres de sa famille ont assisté, complètement médusés, à sa descente de voiture. Ousmane s'est dirigé avec ses béquilles vers la paillotte où les hommes se tenaient assis. Les femmes qui tressaient des nattes par terre, tout près de là, se sont levées d'un bloc et l'ont entouré. Tout le monde s'est mis à le presser de questions. Il a dû expliquer pourquoi c'était une dame blanche qui le ramenait dans une voiture, pourquoi il marchait avec des béquilles, et ce qui s'était passé pendant ces deux ans où ils n'avaient eu aucune nouvelle de lui...

» Après ces moments de stupeur générale puis de discussions animées, tout le monde est venu nous serrer la main une deuxième fois et nous manifester à maintes reprises reconnaissance pour ce que nous avons pu faire pour "leur" enfant, c'est-à-dire

l'enfant du clan. Le grand-père en particulier s'est confondu en remerciements et en bénédictions. En même temps, apprenant que j'étais infirmière, il m'a demandé de le suivre dans une case ronde en paille pour examiner sa vieille maman âgée de près de 100 ans, assurait-il, et lui donner quelques médicaments pour la soulager de ses maux.

» Pendant ce temps, Ousmane, tout content, allait de-ci de-là avec ses béquilles. Je le regardais et constatais les immenses progrès de son état de santé. Bientôt, il n'aurait plus besoin de cannes. Sa colonne vertébrale allait le faire moins souffrir, ses jambes se fortifier. J'ai pu lui donner une réserve de médicaments pour les semaines à venir, notamment du fer et des vitamines, ainsi que des aliments nutritifs et du lait en poudre que j'avais achetés pour lui permettre de reprendre des forces. Je savais que cette année encore, dans cette zone sahélienne, les récoltes qui ont lieu une fois par an seraient insuffisantes. »

Cathy Moret se tait, mais les images défilent dans sa tête, comme autant de moments forts ponctués de décisions urgentes à prendre. Puis elle reprend sur le ton de la confiance : « Je n'ai plus revu Ousmane depuis. Par la grâce de Dieu, il a survécu. Il a été bien accueilli au sein de sa famille. Il est jeune et bientôt, il retrouvera le plein usage de ses jambes, ses forces seront restaurées. Ses chaînes sont tombées ? En tout cas, je lui souhaite de vivre pleinement libéré !

» *Le Seigneur m'a consacrée et donné cette mission... dire aux prisonniers que leurs chaînes vont tomber* : ce texte de la Bible me guide dans chacune de mes visites, que ce soit dans la prison centrale comme dans quelques prisons de province que je visite aussi et où je l'ai rencontré. Avec quelques proches, nous avons fondé cette association d'aide aux régions sahéliennes, qui inclut maintenant depuis plusieurs années ce travail dans les prisons et qui est soutenu par des amis. Ce texte des Saintes Ecritures, je le vis au travers des soins que je prodigue comme infirmière dans les dispensaires des milieux carcéraux, dans les cours d'alphabétisation que nous pouvons y mettre sur pied, dans les moments de partage et de prière qui nous sont donnés pour écouter, encourager et conseiller ceux qui sont souvent considérés comme le rebut de la société, mais qui, pour la plupart, aimeraient changer ! Ce travail, je l'accomplis avec beaucoup de joie. Car il est vrai que secourir son prochain rend heureux. C'est d'ailleurs dans ce sens que je suis vraiment contente d'avoir croisé la route d'Ousmane. »



Marie, 54 ans

Cameroanaise

***Une grand-mère qui se bouge
pour les orphelines du sida***

Des millions d'enfants – dont une majorité de filles – demeurent exclus de toute structure scolaire en Afrique, notamment en raison de la pauvreté de leur famille. Or l'éducation permet d'accéder à la compréhension, à la sagesse, à l'intelligence et à la confiance nécessaire pour vivre dans le monde actuel : cela, Marie en est aujourd'hui persuadée. Après avoir perdu une fille à cause du sida, elle se réjouit de la formation de ses enfants et de la prise en charge scolaire de ses petites-filles.

« Je m'appelle Marie Abada, je suis mariée et mère de sept enfants âgés de 9 à 23 ans. Chacun d'eux est inscrit dans un collège, une école ou un lycée. L'aînée, Edith, est la seule qui n'a pas étudié. A l'époque, elle avait choisi d'être pompiste dans une station-service à Yaoundé, la capitale du Cameroun. Elle avait deux filles et vivait seule : elle m'avait confié la garde de ses enfants. A la fin de chaque mois, elle m'envoyait de quoi les nourrir et s'occupait d'eux à distance, tant bien que mal. J'ai toujours beaucoup aimé ma fille aînée, car elle était maternelle et généreuse. Elle subvenait aussi de temps en temps aux besoins de la famille élargie.

» Moi, je mène une activité peu lucrative. Tous les matins, je vends des beignets et de la bouillie sur la place du marché d'Ayos, une bourgade située au sud du pays, à 140 km de Yaoundé. La route nationale traverse la région jusqu'à l'est du pays. Les cases sont faites en *poto poto*, de la terre battue sur des piquets de bois. Les langues parlées sont le bété, le français et le pidgin. Pendant les pluies, le paysage est verdoyant avec des plaines propices à l'agriculture. Mais on marche dans la boue. En saison sèche, une épaisse couche de poussière recouvre tout...

» J'ai perdu ma fille Edith récemment. Ses deux filles vivaient déjà sous mon toit, car elle n'était pas mariée. Sa vie sentimentale se soldait toujours par des échecs, malgré sa beauté : de taille moyenne, avec un beau teint d'ébène, elle se montrait toujours souriante, accueillante et prête à rendre service... Elle était toujours bien habillée, qu'il fasse beau ou qu'il pleuve. Elle savait aussi se montrer autoritaire. »

Marie se souvient avec émotion de cette enfant qu'elle a perdue si vite. « Le drame est arrivé lorsqu'Edith a manifesté un état fébrile continu. Elle croyait être atteinte du paludisme et prenait des médicaments antipaludéens sans avoir consulté un médecin. Sa santé s'est dégradée rapidement. Je l'ai conduite alors à Yaoundé pour lui faire passer un bilan de santé. Toutes mes économies y ont passé, car nous n'avons pas d'assurance-maladie, ici. Résultat : elle était séropositive. Le

ciel m'est tombé sur la tête : je me trouvais soudain confrontée à de gros problèmes. Je devais la soigner, m'occuper de ses petites filles et de mes enfants qui m'attendaient... Mon époux retraité, qui avait exercé le métier de guichetier à la poste, était au bénéfice d'une pension qui ne suffisait pas à payer ne serait-ce que le loyer...

» Edith est décédée en juillet 2000, après deux mois de soins intensifs à l'hôpital central de Yaoundé. J'ai accusé le coup, et en suis ressortie très fatiguée et aigrie. J'ai fait mon deuil avec plein de remords, sachant qu'elle allait cruellement me manquer. J'ai même failli tomber en dépression.

» L'année suivante, les projets de l'association REA (Réhabilitation, Education, Aide sociale) qui se sont mis en place dans mon village natal, Koupa Kagnam, à 340 km d'Ayos, m'ont redonné confiance en l'avenir. Mes petites-filles ont pu obtenir là un parrainage pour leur scolarité. Chaque année désormais, elles reçoivent du matériel didactique et l'argent nécessaire à leur écolage. Inscrites à l'école publique d'Ayos, Laura passe actuellement en sixième et Fanny au cours moyen II. J'ai moi-même bénéficié d'un crédit de 500 francs suisses pour développer mon petit commerce alimentaire et l'ai élargi à des produits de première nécessité. Les bénéfices que j'en retire me permettent de m'occuper des trois enfants qui sont encore à ma charge. »

De santé fragile, Marie se montre pourtant patiente et assume comme elle peut la tâche éducative et financière qui est la sienne actuellement. Elle sait que l'analphabétisme touche une partie importante de la population camerounaise. Et davantage les femmes, en raison de la grande pauvreté des parents, des coûts de scolarité élevés, de la forte demande en main-d'œuvre féminine pour les travaux agricoles et ménagers, de la perception négative de l'éducation des filles et des femmes en général, de la précocité des mariages et des grossesses, de la fausse interprétation des principes religieux, du bas niveau d'instruction des parents... Elle sait tout cela, mais ne l'accepte plus. Après avoir perdu sa fille, l'aide proposée par l'association REA l'a relevée de son désespoir et lui a donné des clés de développement qu'elle a saisies à pleine main. Car l'association la rejoint exactement là où elle en est : dans un besoin d'éducation et de formation des siens pour qu'ils échappent à la mort.

« L'analphabétisme, la pauvreté extrême, le sida sont autant de fléaux largement répandus au Cameroun, explique, depuis la Suisse, le pasteur réformé Guillaume Ndam, fondateur de REA. L'une des conséquences de ces fléaux est la prise en charge de nombreux orphelins par des grands-parents souvent démunis. C'est juste après mes études théologiques que j'ai ressenti en moi ce vif désir d'aider, de soutenir et de mettre en place une structure pour les Camerounais, qui leur garantisse un accueil, de même qu'une réhabilitation dans le domaine de la santé, de l'éducation et de l'aide

sociale. Depuis 2006, nous avons développé les microcrédits. Imaginez : à Koupa Kagnam, plusieurs enfants meurent chaque mois des conséquences de la pauvreté, de nombreuses personnes souffrent de malnutrition chronique, plus de la moitié de la population n'a pas accès à l'eau potable... Le développement durable passe nécessairement par l'éducation. Celle-ci reste notre priorité à REA. Car des millions d'enfants demeurent toujours exclus de l'égalité des chances dans l'enseignement. Réaliser le droit à l'éducation de base pour tous est à mon sens l'un des plus grands défis moraux de notre époque. Car seule l'éducation donnera aux gens la compréhension, la sagesse, l'intelligence et la confiance nécessaires pour vivre dans le monde actuel et sortir du sous-développement.

» Vous savez, l'arrivée de REA à Koupa Kagnam a changé les mœurs de la population, grâce notamment à la création récente d'une école maternelle et primaire, confie Marie. Les villageois musulmans, majoritaires ici à plus de 85%, comme les villageois chrétiens ont tous remercié Guillaume Ndam pour son initiative qui a d'une part libéré les épouses d'un grand souci éducatif et d'autre part qui a mis en place d'excellents maîtres fraîchement sortis des écoles de formation du Cameroun. Dans la journée, le calme du village est souvent troublé à 12h et 15h par l'appel du muezzin... et à 8h, 10h, 12h, et 15h par les gazouillements des jeunes enfants, qu'on appelle désormais les enfants REA. »



Emerance, 27 ans

Rwandaise

***A la tête d'un salon
de coiffure***

Pays aux mille collines en Afrique centrale, le Rwanda est très densément peuplé. Le génocide de 1994 a laissé des blessures relationnelles encore à vif. Emerance, 27 ans, est néanmoins parvenue à reconstituer ses liens familiaux et à devenir indépendante professionnellement.

« Les jeunes Rwandais comprennent aujourd'hui que l'antagonisme entre Hutus et Tutsis a été instrumentalisé par des personnes avides de pouvoir. Le Rwanda veut désormais assurer son avenir en garantissant les droits de chacun. Les jeunes, eux, rêvent d'avoir un métier qui leur permette d'être compétitifs sur le marché du travail. Mais ils se heurtent souvent à un manque de moyens financiers qui, ici, est récurrent. Plusieurs d'entre eux ont déjà des enfants et tombent malheureusement dans le cercle vicieux du chômage, de la prostitution et ne rêvent alors que de se rendre à l'étranger... » Ainsi Yvonne Uwimana résume-t-elle la situation de son pays. Collaboratrice locale de l'ONG Food for the Hungry (FH - Espoir pour ceux qui ont faim), elle nous introduit auprès d'une jeune femme qui

a traversé ces années difficiles et qui a bénéficié d'une aide adéquate.

« Je m'appelle Emerance Uwamahoro, j'ai 27 ans. Mon père est mort en 1990 – j'avais 9 ans – et ma mère en 1994 suite à une maladie. Nous sommes cinq enfants : trois garçons et deux filles. Je suis la deuxième enfant de la famille.

» Quand nos parents étaient encore vivants, nous ne manquions de rien. Nous allions tous à l'école, profitions de soins médicaux si nécessaire et mangions à notre faim. Tout a changé à la mort de notre mère. De plus, le génocide a commencé juste après son décès. J'étais en cinquième année primaire. Nous avons été obligés d'aller vivre chez notre oncle paternel qui ne comprenait pas du tout l'importance d'étudier. J'ai malgré tout décidé de continuer mes études à son insu. Malheureusement, après la sixième année, je n'ai pas pu faire l'examen d'Etat. C'est alors que j'ai pris la décision d'aller à Kigali pour chercher du travail. Je me disais que ça m'aiderait à prendre en charge mes frères et sœurs. A ce moment-là, mon frère aîné vivait à l'orphelinat ; mon deuxième frère gardait les vaches de mon oncle et j'avais amené le plus jeune chez notre grand-mère maternelle.

» En 1998, mon oncle est mort. Je suis revenue et j'ai réuni tous les enfants pour que l'on vive tous ensemble dans la maison paternelle. Au cours de cette même année, j'ai rencontré un agent de l'organisation FH. J'étais aide-maçon à ce moment.

Cet agent, une femme, nous a visités et nous avons été enregistrés dans le programme de l'organisation. Ainsi avons-nous reçu à manger, le matériel scolaire dont nous avions besoin et on nous a payé nos frais médicaux. J'étais très contente ! »

Emerance sourit. Ses traits fins s'animent et son regard pétille. « En 2003, l'organisation m'a inscrite dans une école des métiers. J'ai choisi la coiffure pour hommes. Après la formation, FH m'a donné le matériel nécessaire pour m'installer à mon compte.

Je travaillais dans un salon près du marché de Gitarama et je recevais 100 francs rwandais, (CHF 0,20/€ 0,15) par client. Je pouvais ainsi gagner environ 3000 francs rwandais (CHF 5,60/€ 3,50) par jour. Avec cet argent, je pouvais acheter à manger et certains produits pour les soins corporels. J'ai ensuite commencé à coiffer les femmes.

» Puis FH m'a demandé d'enseigner mon savoir-faire à d'autres enfants et m'a payée à temps partiel pour cela. L'organisation m'a aidée ensuite à remporter un concours dans le district qui voulait embaucher un employé dans leur Centre de formation des jeunes (CFJ). Avec l'argent que je gagnais à l'époque, j'ai loué une maison près du marché, qui est devenue un lieu d'apprentissage de la coiffure. Au début, j'avais six apprentis : cinq jeunes garçons et une jeune fille. Ils ont chacun obtenu leur diplôme.

» Au début, mon salaire n'était pas très élevé. Je gagnais 14'000 francs rwandais (CHF 26,30/€ 16,35) par mois. Mais peu à peu, il s'est amélioré pour atteindre 24'000 francs en 2006, ce qui m'a permis de demander un prêt de 100'000 francs à la Banque UCT. Cette somme a servi à la rénovation de notre maison, qui était en piteux état. J'ai par la suite obtenu un crédit supplémentaire de 100'000 francs que j'ai utilisé pour payer les frais de scolarité de ma petite sœur.

» A plusieurs reprises, l'antenne rwandaise de FH m'a soutenue tant financièrement que moralement. Ses collaborateurs ont à chaque fois entendu quels étaient mes besoins et y ont répondu dans la mesure de leurs moyens. Oui, je leur dois ce que je suis devenue professionnellement et je leur suis redevable de l'endroit où je loge avec mes frères et sœurs. Dans la famille, nous avons aujourd'hui suffisamment à manger et nous sommes tous en bonne santé. Ce n'est pas rien, au Rwanda ! »

L'association Espoir pour ceux qui ont faim pratique une approche intégrale de la personne. « Nous essayons à chaque fois de prendre en compte le bénéficiaire dans tous les aspects de sa personne et nous voulons l'aider à restaurer son réseau de relations, explique son directeur Roger Zurcher. Cette solidarité retrouvée devrait conduire à davantage de justice sociale. »



Nury, 22 ans

Colombienne

***Un dispensaire dans un
bidonville***

Cazucá est l'un des nombreux bidonvilles de Bogota. Près d'un million de personnes vivent dans la capitale colombienne après avoir fui la campagne où les paramilitaires et les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) font régner la peur et la violence. Ces déracinés vivent dans une extrême pauvreté. Ils souffrent d'un haut niveau de chômage et d'une grande insécurité dans des baraques construites sans aucun plan d'urbanisation. Pas d'eau courante, peu d'éducation, pas d'avenir professionnel. Nury y a grandi et a choisi d'y rester.

« Ma mère a toujours travaillé dur comme bonne à tout faire pour subvenir aux besoins de ses enfants. J'avais 4 ans quand elle a été envoyée en prison pour le meurtre de trois membres de la famille de mon père qui n'avaient jamais cessé de l'humilier. Quand on l'a libérée, j'avais 6 ans. Je ne me souviens pas trop de ces années-là. Mon père, comme la majorité des hommes ici, n'a jamais pris ses responsabilités. Il est mort dans un accident de travail et je ne l'ai pas vraiment connu. J'avais 8 ans quand nous sommes arrivés avec ma mère et mes frères et sœurs dans le bidonville de Cazucá, construit sur le flanc sud de la périphérie de Bogota.

Au début, je n'ai pas compris pourquoi nous avions fait ce choix d'habiter dans cet endroit plein de boue et de poussière, sans électricité ni eau. Je ne voulais pas rester là. Je ne voulais pas croupir dans l'une de ces horribles cahutes de planches et de tôles. Mais je savais que ma mère avait fait des sacrifices pour acquérir la parcelle. Bon gré mal gré, nous avons bâti notre misérable maison de nos propres mains et y habitons maintenant depuis 14 ans. Aujourd'hui, je reconnais les efforts fournis à l'époque par ma maman pour que nous ne manquions pas du nécessaire. Mais les débuts ici n'ont vraiment pas été faciles... »

Nury a de longs cheveux bruns qui lui tombent jusqu'à la taille, un sourire généreux, le regard doux mais décidé : il y a quelques années, elle a brillamment réussi son baccalauréat et a été admise dans l'une des universités du pays. Chose rare pour une jeune habitante de Cazucà, elle s'est ensuite engagée dans une formation d'infirmière auxiliaire qu'elle vient de terminer avec brio en sortant première de sa volée. Alors qu'elle aurait enfin la possibilité de sortir de cet environnement, elle explique posément vouloir au contraire continuer à travailler au sein de sa communauté. Son rêve : ouvrir un dispensaire dans ce lieu de violence et de solitude juxtaposées. « Je connais mieux que quiconque l'immensité des besoins des pauvres. Si je ne fais rien pour les gens qui vivent là, qui le fera ? »

En Colombie, les luttes entre les différentes factions politiques et militaires causent la mort de 3000

personnes chaque année. Ce conflit qui s'éternise provoque un imposant déplacement des populations rurales vers Bogota, où les gens s'agglutinent en périphérie dans des baraquements de fortune. Le trafic de drogue y est florissant ; l'insécurité, la corruption, la discrimination et les conflits entre bandes rivales battent leur plein. L'accès à l'éducation et aux soins est très limité. Faibles revenus, manque de formation et de perspectives professionnelles sont le lot de ces déshérités qui vivent là sans foi ni loi. Nury a grandi dans cette atmosphère-là, mais a su s'en préserver.

« Quand ma mère était en prison, elle a reçu la visite régulière d'une missionnaire avec qui elle est restée en contact. Plus tard, cette femme nous a proposé d'ouvrir un club d'enfants à Cazucà. Ces rendez-vous ont débuté chez nous. Je n'avais que 11 ans et j'ai pu aider ma mère à accueillir les plus jeunes du quartier qui participaient aux activités hebdomadaires de ce qui s'appelait déjà – et qui s'appelle toujours – “ Hola Junior !”. J'ai toujours beaucoup aimé ces moments. Comme j'ai toujours apprécié voir ma mère donner tellement d'amour à chacun de ces petits : il faut savoir qu'elle-même a été abandonnée par ses parents et que sa vie a été marquée par un manque d'amour chronique. Je l'ai vue alors s'épanouir dans ce travail d'accueil et d'écoute de ces enfants, mais aussi de ces mères qui, comme elle, ont été abusées, physiquement et sexuellement, et qui n'ont jamais reçu de véritable amour. »

Lancé en 1997, le club compte actuellement 680 enfants dans sept points de rencontre à Bogota. A chaque fois, les rendez-vous hebdomadaires visent à mettre les enfants en relation avec Dieu. Cet objectif s'articule autour d'histoires, de bricolages, de chants. Un goûter est toujours proposé : une manne pour ces jeunes provenant pratiquement tous de familles démunies !

« Au niveau familial, ma mère a connu par la suite un autre homme avec lequel elle a eu encore deux enfants. Comme elle continuait à travailler à l'extérieur, j'ai dû arrêter l'école pour m'occuper de mes jeunes frères et sœurs. Imperceptiblement, nous avons sombré dans une violence intrafamiliale. Mon beau-père arrivait ivre à la maison et se montrait particulièrement méchant. Il a par deux fois tenté d'abuser sexuellement de ma sœur aînée. Ma mère l'a heureusement jeté dehors, sachant qu'elle devrait alors assumer seule l'éducation et les besoins de toute la maisonnée.

» C'est à ce moment-là que je me suis beaucoup rapprochée d'elle. Et j'ai voulu en connaître davantage sur Dieu. Les rendez-vous de « Hola Junior ! » et surtout un camp organisé par le club m'ont donné l'occasion d'approfondir ma foi et d'échapper à l'environnement de violence, d'hostilité et d'immoralité qui règne à Cazucà. J'ai alors fait des choix de vie inhabituels : j'ai refusé de sortir avec des garçons. Comprenez : je n'ai pas voulu tomber enceinte comme la majorité des adolescentes d'ici, qui mènent ensuite des existences extrêmement

tout en étudiant la pharmacologie. Mais je garde en tête l'idée de servir les miens au travers d'une antenne médicale qui leur soit destinée. J'aimerais surtout garantir à ma famille, notamment à ma mère, une meilleure stabilité économique... Ma vie est ici et mon désir le plus cher est d'être utile pour celles et ceux qui m'entourent. »



Michaël, 43 ans

Burkinabé

***Outils en main pour faire
reverdir le Sahel***

Le désert saharien avance inexorablement et la désertification entraîne la population vers l'appauvrissement. Mais en améliorant leur savoir-faire et forts de nouvelles connaissances, les agriculteurs de cette région parviennent à faire reverdir le Sahel et à augmenter leur production agricole jusqu'à l'autosuffisance alimentaire. Michaël en témoigne.

« Je m'appelle Michaël Tapsoba, je suis pasteur et paysan. Marié et père de trois enfants, deux filles et un garçon, je dirige actuellement l'église apostolique de Guéré. Ce village du sud du Burkina Faso est situé à 80 kilomètres de Ouagadougou, la capitale. Ses quelque 2800 habitants vivent tous essentiellement de l'agriculture et de l'élevage de moutons et de chèvres. L'élevage de bovins commence petit à petit à prendre place dans quelques familles. Nous faisons aussi un peu de commerce.

» La population de notre village est pauvre. Les enfants ont souvent présenté des signes de malnutrition et nous ne parvenions guère à l'auto-suffisance alimentaire. Je parle au passé, car grâce

à l'aide de l'association Jéthro, plusieurs d'entre nous ont bénéficié d'une formation à la récolte du foin qui permet d'alimenter nos bêtes même en saison sèche. J'ai personnellement appris aussi les techniques du compostage et celles de la récolte du fumier et du lisier. Je sais aussi maintenant comment fabriquer un bloc de sel pour les animaux, de même que prévenir certaines maladies qui les affectent. Je pratique également la rotation des cultures, et peux désormais en expliquer l'utilité à d'autres personnes du village. Résultat : notre famille qui n'avait jamais eu de vache, en possède maintenant six ! »

Michaël porte une chemise bleu vif. A l'heure où il rend compte de sa trajectoire, l'air est sec et des gouttes de sueur perlent sur son front et ses tempes. Son épouse, Ruth, est à ses côtés. Elle s'est également formée en agriculture auprès de l'association Jéthro et seconde son mari dans toutes les tâches. Celui-ci s'essuie le visage et poursuit : « Avant ma formation et celle de collègues donnée par l'association, nous pratiquions une agriculture rudimentaire sur des sols très pauvres. Personnellement, je cultivais 3 hectares de maïs et récoltais à peine 5 sacs de 100 kg. Nous faisions également de l'élevage de petits ruminants. Ce travail requérait beaucoup d'efforts et les résultats étaient toujours en-deçà des attentes. Au fil des ans, les sols s'appauvrirent et la vie devenait vraiment de plus en plus difficile. Manger à sa faim n'était pas à l'ordre du jour. A chaque fois, on accusait le manque de pluies et les maladies des animaux. En somme, nous vivions

une vie quotidienne très difficile avec de maigres résultats et peu de satisfactions. Aujourd'hui, grâce aux connaissances que j'ai acquises et que j'applique, je cultive une surface d'un hectare et demi et récolte jusqu'à 8 à 10 sacs de maïs de 100 kg ! »

Les paysans ont indéniablement une carte à jouer. Et non des moindres. La flambée des prix qui s'est amorcée début 2008 les met plus que jamais en avant. Agriculteur dans le Jura neuchâtelois, au Locle, Claude-Eric Robert se sent solidaire de ses collègues africains. Il s'est rendu plusieurs fois au Burkina Faso pour en rencontrer, pour leur faire partager ses connaissances et les aider à tirer le meilleur parti de leur terre.

« En 1999, je me suis rendu au Burkina pour une visite missionnaire. Un ami sénégalais m'avait indiqué qu'à la fin de la saison des pluies, il y avait autant d'herbe au Sahel que chez nous en Suisse, mais que personne ne la valorisait. J'ai donc embarqué une faux et son matériel d'entretien dans mes bagages. Sur place, j'ai organisé à l'Ecole biblique de Gouanghin, dans la province du Bezega, un fauchage en ordre et une belle récolte de foin. Michaël était là. J'ai dû ensuite me rendre à Bobo-Dioulasso, la deuxième ville du pays. En traversant d'immenses plaines verdoyantes, je me suis dit : « Partage ce que tu as ». C'est-à-dire mon expérience liée à la récolte du foin. Car cette herbe, c'est de l'or vert pour la région ; si personne ne la coupe, elle est perdue. Avec des amis, nous avons donc créé l'association Jéthro, rassemblé du

matériel comme des faux, marteaux, enclumes, pierres à faux, fourches, et créé un cours d'agriculture basé sur l'élevage à partir du foin de brousse, la récolte du fumier et son utilisation dans les cultures.

» Dès le début, nous avons eu l'ambition de faire reculer le désert par une pratique agricole régénératrice de l'environnement. On ne replante pas d'arbre pour le moment. Cela fera partie du programme de l'école que nous préparons. Mais notre formation évite d'ores et déjà leur destruction par :

- la nutrition et la garde autour de la maison des animaux en saison sèche ;
- la limitation des feux de brousse par la fauche des surfaces herbagères, ce qui crée des coupe-feux ;
- notre incitation à restreindre les troupeaux aux seules bêtes en santé et bien soignées, afin de ne pas créer une pression trop forte sur l'écosystème.

» Le projet est pensé pour développer une agriculture productive, respectueuse de l'environnement et avec un effet positif sur le développement de l'économie dans la lutte contre la pauvreté. Si le fumier est utilisé judicieusement dans les cultures, on constate une augmentation de 70% de la production de céréales en un an. A la tête d'un petit cheptel, le cultivateur devient aussi un éleveur sédentaire. La rotation des cultures, les jachères fauchées pour le bétail, l'épandage de fumier dans les céréales lui permettent rapidement d'augmenter ses rendements, de redonner vie à la terre par

des apports d'engrais naturel et même par la suite de bénéficier de lait et de viande. »

Michaël le reconnaît d'emblée : « La pratique des cours Jéthro a allégé notre travail à tous dans la famille et nous a apporté bien des satisfactions. Au niveau du village, j'ai créé avec plusieurs paysans un groupement pour la production du maïs, de sorte que finalement tout le village profite des retombées de la formation prodiguée. Nos enfants sont scolarisés et nous mangeons à notre faim. Nous avons aussi la possibilité de bien soigner nos animaux grâce à l'appui de vétérinaires villageois. Les activités agricoles que nous menons actuellement sont fructueuses. Subsistent néanmoins des difficultés, comme le fait que les travaux de récolte dans les champs coïncident souvent avec le fauchage du foin. Nous devons alors nous occuper des deux activités simultanément, afin que les oiseaux de brousse ne dévorent pas nos céréales. Les dommages causés par les vents violents que nous connaissons ici dans le Sud sont par ailleurs importants. Récemment, ces vents ont détruit nos couverts. Notre groupement paysan a d'ores et déjà décidé de construire par conséquent un magasin de stockage pour les remplacer. »

L'aide est arrivée dans ce village par le biais du pasteur Michaël Tapsoba, qui a été formé pendant une semaine avec d'autres pasteurs paysans. Actuellement, Jéthro déploie ses activités dans des villages entiers. « Quand nous sommes dans un village, nous proposons une formation à tous. Ils

contribuent à raison de CHF 12.50, mais reçoivent du matériel pour plus de 10 fois cette somme, explique Claude-Eric. Pour obtenir le subventionnement d'un bovin, le paysan ou la paysanne doit avoir récolté le foin nécessaire pour le nourrir toute la saison sèche. Il doit avoir creusé une fosse pour le compostage du fumier et trouvé le quart du financement (CHF 50.-/€ 30.-). Jéthro subventionne les trois quarts restants pour l'achat d'une génisse prête à être saillie. » A ce jour, plus de 400 paysans ont été formés et équipés. La plupart ont rempli les conditions pour le subventionnement d'une génisse.

Dans la cuisine de son domaine de 48 hectares, situé à 1070 mètres d'altitude, Claude-Eric se sent proche de ces paysans du Sud. « Une complicité quasi immédiate s'est installée entre eux et moi par le biais de l'agriculture. » Et de préciser : « L'association porte le nom de "Jéthro" en référence au beau-père de Moïse dans la Bible : Jéthro avait donné à Moïse des clés simples et réalistes pour résoudre les problèmes importants du peuple qu'il conduisait. En fait, il lui avait fait comprendre que la solution se trouvait au sein même du peuple. Pareil aujourd'hui : les paysans ont la solution d'une vie meilleure entre leurs mains. »

Michaël Tapsoba, le paysan et pasteur, marche aussi sur les traces de Jéthro : « Je souhaite que mon témoignage soit utile à d'autres paysans dans le monde afin que nous puissions, ensemble, lutter efficacement contre la faim et la pauvreté. »



Béatrice, 44 ans

Congolaise

Elle reprend le contrôle de sa vie grâce au microcrédit

La guerre interethnique qui a ravagé le nord-est du Congo au début des années 2000 a laissé de nombreuses personnes dépourvues de moyens d'existence. Parmi elles, beaucoup d'orphelins et de veuves. Avec un premier prêt de 50 \$, Béatrice a démarré un petit commerce. Elle peut désormais répondre aux besoins alimentaires, scolaires et médicaux de ses enfants et petits-enfants.

La région de l'Ituri, au nord-est du Congo, a été le théâtre de sanglants affrontements pendant la guerre interethnique qui a opposé Lendus et Hemas de 2000 à 2003. Plus de 50'000 personnes ont péri et 500'000 ont été déplacées. La ville de Bunia est le chef-lieu du district. C'est dans cette localité congolaise que le microcrédit de l'ONG Cemadef* (Centre multidisciplinaire d'appui pour le développement de la femme) a débuté. Béatrice a été l'une de ses premières bénéficiaires.

« Tout le monde m'appelle Béa, commence-t-elle en swahili. Je ne me rappelle pas très bien la date de ma naissance, mais je sais que je suis née en 1964. » Très foncée de peau, cette maîtresse-

femme revient sur les événements de son passé sans sourciller. Et rend compte avec une précision désarmante des moments cruciaux qui ont jalonné son existence.

« En 1984, je me suis mariée à Pierre, chauffeur pour un commerçant de la place. Nous avons eu six enfants, quatre filles et deux garçons. L'aînée s'appelle Chantal, la deuxième Henriette, la troisième Florence, la quatrième Nana, le cinquième Guillain et le cadet Joseph. Je vivais une vie heureuse, sans souci majeur. Mon mari gagnait un salaire suffisant. Juste avant la naissance de notre premier garçon, Guillain, j'ai cependant passé un moment difficile avec ma belle-famille parce qu'avec moi, leur fils ne faisait que des filles... Notre mariage en a été sérieusement secoué, mais mon mari a résisté à l'idée de prendre une autre femme, comme sa famille le lui suggérait. La naissance de Guillain puis celle de Joseph ont énormément contribué à l'amélioration de ma relation avec ma belle-famille : elle avait enfin des descendants mâles ! Pendant longtemps, j'ai eu du mal à leur pardonner, mais je crois pouvoir dire que c'est aujourd'hui chose faite.

» Le vrai drame de ma vie a commencé avec la guerre interethnique. Quand les combats ont fait rage à Bunia, en 2002, nous avons fui chacun dans une direction différente pour que les ennemis ne nous retrouvent pas ensemble et ne nous exterminent. L'Ituri est une région de hauts plateaux, recouverte d'une grande forêt tropicale.

Nous nous y sommes enfoncés, chacun de notre côté. C'est lors de cette fuite que mon mari a été tué. Cette mort tragique a provoqué chez notre fils Guillain une grande révolte. A tel point qu'il s'est enrôlé dans un groupe armé pour venger la mort de son père. Quand j'ai appris la nouvelle, je me suis rendue dans une région à hauts risques pour essayer de le convaincre de revenir sur sa décision. Malheureusement sans succès : Guillain ne se comportait plus comme d'habitude. Il était devenu méconnaissable sous l'effet de la drogue qu'il prenait. Il est quand même venu à ma rencontre et m'a tout simplement dit de retourner à la maison, que c'était dangereux pour moi d'approcher du camp. Depuis 2004, je ne l'ai plus revu et je n'ai aucune nouvelle de lui.

» Nous avons vécu ensuite à Eringeti, dans la province du Nord-Kivu, Joseph, Florence et moi, dans un camp de personnes déplacées à cause des conflits. Henriette et ses deux enfants nous ont rejoints. Henriette était fréquemment malade et elle est décédée, laissant ses deux enfants à ma charge. A cette époque, les forces de l'ONU étaient déjà déployées à Bunia pour protéger la population. J'ai alors pris la décision d'y retourner.

» Quand nous sommes arrivés à Bunia, nous avons retrouvé notre maison et plusieurs autres complètement détruites. Nous ne reconnaissons plus le quartier. Une bonne partie de ses habitants avait trouvé refuge ailleurs. Devant cette réalité que j'avais beaucoup de peine à faire mienne, je me

suis mise à sangloter. Florence était juste à côté de moi ; elle m'a serrée dans ses bras en me demandant : "Qu'allons-nous faire ?" Nous avons pleuré un moment ensemble, puis une voisine est venue à notre rencontre. Elle nous a invités chez elle et nous a offert du thé. Nous sommes restés tous les cinq chez elle pendant un mois, en attendant que je puisse arranger une partie de notre cuisine détruite. »

Béatrice se tait. Comme pour nous laisser comprendre que la cuisine africaine est généralement un bâtiment à part de l'habitation, à savoir une pièce construite en terre avec un toit de paille. C'est avec l'aide de jeunes du quartier qu'elle a pu y déménager avec les siens : elle n'avait toujours pas de maison en dur, mais a recréé un semblant de chez elle dans ce local extérieur.

« Florence, qui avait dû interrompre ses études universitaires, s'est mise à vendre de la cacahuète grillée sur le bord de la route. Elle prenait cette denrée à crédit chez des commerçantes. Je n'avais aucune possibilité de faire étudier les enfants et aucun moyen de leur offrir des soins médicaux. Dans cette situation, je perdais le goût de vivre, je me sentais sans valeur et ne voyais aucun miracle à même de me faire sortir de cette impasse. La vie était devenue un vrai cauchemar, la nourriture un jeu de hasard, l'éducation des enfants plus du tout à l'ordre du jour et nous étions à la merci de toutes les maladies. On comptait sur la grâce de Dieu pour vivre un jour à la fois. Nous habitions déjà le

quartier "Ngezi". La majorité des personnes vivant dans ce quartier était pauvre, comme aujourd'hui d'ailleurs. On se connaissait tous, mais il régnait une méfiance entre nous à cause du conflit inter-ethnique qui nous avait tous secoués et qui avait causé un grand nombre de victimes. Cependant, certaines voisines faisaient un effort pour adresser la parole à d'autres.

» Dans ce contexte où les activités génératrices de revenus avaient été complètement saccagées, où tous vivaient difficilement, il était rare de voir une activité florissante. Et pourtant, une voisine a surpris tout le monde le jour où elle a commencé à vendre une grande quantité de produits alimentaires. Personne ne comprenait comment elle avait fait pour obtenir de l'argent : beaucoup l'ont soupçonnée de prostitution. Surtout qu'elle était aussi veuve, comme moi. Ce n'est qu'après que j'ai compris qu'elle avait bénéficié d'un prêt du Cemadef, l'organisation qui prête de l'argent aux pauvres. Elle sortait plus qu'avant, mais ne disait rien sur l'origine de l'argent qui lui avait permis de monter son commerce. Personne n'a d'ailleurs eu le courage de le lui demander.

» Un jour, je suis tombée malade, très malade. Je ne sortais presque plus. A ma grande surprise, cette voisine est venue me voir. Elle avait pitié de moi et de mes enfants. Elle m'a demandé si je serais capable de commencer une activité à domicile pour nourrir les enfants, comme par exemple vendre des produits alimentaires comme elle le

faisait. Je n'ai pas compris pourquoi elle me posait cette question et je ne voyais pas comment elle pourrait me procurer des produits à vendre. Avec la rumeur de prostitution qui courait sur elle, j'avais peur qu'elle me raconte des bêtises. Alors, je lui ai demandé de me laisser réfléchir. Quand elle a compris mon hésitation, elle a été obligée de m'expliquer clairement l'origine de sa suggestion. En fait, elle m'a expliqué qu'elle était en mesure de m'aider parce qu'elle avait découvert le Cemadef et démarré une activité commerciale. Elle m'a aussi appris que ses activités progressaient grâce aux formations que l'ONG accorde à ses bénéficiaires. Elle a ajouté que cette organisation acceptait toutes les femmes dans le besoin. Je n'ai pas vraiment cru à ce qu'elle me disait, car je n'avais jamais entendu parler d'une telle organisation qui prête de l'argent aux pauvres, surtout à des inconnues. Toutefois, je lui ai promis d'y aller quand je me sentirais mieux. Une semaine après, elle est revenue me chercher pour l'accompagner en ville. Nous avons traversé le pont Nyamukau, du nom d'une rivière qui sépare la ville de notre quartier. Avant de virer à gauche, à quelque 200 m du pont, j'ai pu lire de loin l'enseigne Cemadef. »

Béatrice s'arrête, sourit. A ce moment du récit, elle a les yeux dans le vague comme si elle savourait ce souvenir en particulier. « En approchant du bureau, j'avais l'impression de rêver. Quand nous sommes arrivées, ma voisine est directement entrée dans les locaux, ce qui m'a donné l'impression que l'endroit lui était familier. Quant à moi,

je suis restée à la porte parce que je ne pensais pas qu'on pouvait entrer dans un bureau aussi facilement, comme si on entrait dans une église. Pour moi, le bureau est occupé par des personnes qui ont fait de hautes études et qui parlent le français, la langue officielle du pays. C'est pourquoi j'ai été encore plus surprise quand une jeune femme est venue vers moi en souriant pour me dire en swahili, la langue locale : "*Karibu mama*", ce qui veut dire "bienvenue maman". Elle a poursuivi : "*Kwa nini unabaki kwa milangu*", c'est-à-dire "pourquoi restes-tu à la porte ?", "*Ingia*", "entre". J'ai répondu par un bref sourire. Pour moi, c'était étonnant de voir une personne qui me considérait comme vraiment importante. Cette attitude m'a marquée.

» En hésitant, je suis entrée et la dame m'a présenté une chaise en plastique. J'ai vu ma voisine s'entretenir avec d'autres femmes dans le bureau. J'ai compris qu'elle leur expliquait quelle était ma situation. Une dame s'est ensuite approchée pour me poser quelques questions avant de m'expliquer l'historique, le but et les objectifs de l'ONG. Elle m'a encore demandé de revenir avec quatre autres femmes avec qui je pourrais bien travailler. Ma voisine m'a aidée à trouver mes collaboratrices. Nous sommes revenues par la suite au centre et nous avons été instruites sur le fonctionnement du microcrédit, sur la bonne gestion et les conditions de remboursement. Le tout a pris cinq jours. Après quoi, nous avons bénéficié de nos premiers prêts individuels, en sachant que nous devrions collaborer pour leur remboursement. Moi, j'ai reçu 50 \$

et j'ai été choisie comme dirigeante de ce nouveau petit groupe.

» Avec l'argent reçu du Cemadef, j'ai acheté environ 50 kg de poissons salés que j'ai commencé à vendre, d'abord devant ma porte, puis au petit marché de la place. J'ai participé régulièrement aux séances de formation mensuelles organisées à l'intention des bénéficiaires. Je fais un bénéfice d'au moins 15 \$ par semaine. Aujourd'hui, après deux ans à l'organisation, je suis parvenue à élargir mes activités en y ajoutant plusieurs sortes de produits. Et je travaille avec un capital de 200 \$. Le microcrédit me permet non seulement de nourrir ma famille trois fois par jour, mais aussi de payer les frais de scolarité de tous les enfants. En plus, j'arrive à régler facilement les soins médicaux pour la famille. Avec les économies que j'ai réalisées, j'ai construit une maison de trois chambres et ma famille y vit à l'aise aujourd'hui.

» Grâce au programme de formation du Cemadef, j'ai élargi mes connaissances en gestion et j'ai acquis des notions d'hygiène, de droit de la femme, d'éducation des enfants, de protection de l'environnement que je ne connaissais pas avant. Grâce aux enseignements bibliques de l'association, je suis parvenue à pardonner à ceux qui ont tué mon mari. Je vis en paix avec les familles dont je me suis longtemps méfiée. J'ai même appris à les aimer à cause de l'amour que Dieu a manifesté envers moi au travers de cette organisation. Je me suis fait plusieurs amies au sein du Cemadef et suis deve-

nue une de ses superviseuses. Oui, je vis bien, je suis heureuse aujourd'hui. »

* Initiée en 2004 par Fanny Ukety – originaire de l'Ituri et qui vit aujourd'hui à Meyrin, près de Genève – dans un but de réconciliation communautaire, l'organisation Cemadef accorde aux femmes démunies des microcrédits depuis 2006. Plus de 680 femmes figurent déjà dans le programme.

Conclusion

« L'argent est gaspillé », « On n'y croit plus » : ces poncifs nous exaspèrent. Nous espérons par ce livre avoir réussi à combattre le cynisme ambiant et à donner une autre image de l'aide au développement et des pauvres de la planète.

Que l'on soit chrétien, musulman, bouddhiste, laïque ou athée, le fossé qui se creuse entre pauvres et nantis nous concerne tous. Des chiffres – et la réalité qu'ils révèlent – sont intolérables :

1 personne sur 6 dans le monde survit avec moins de 1 \$ par jour.

Deux sur 6 vivent avec moins de 2 \$ par jour. Cela signifie que le tiers des habitants de la planète est considéré comme pauvre.

1 personne sur 9 souffre de la faim.

Avec 1 personne sur 6 qui consacre plus de 60% de son budget à sa nourriture, la montée des prix des denrées alimentaires de base – comme le prix du riz qui a plus que doublé au mois de mars 2008 par exemple – devient tout simplement insupportable. On assiste à de nombreuses manifestations de par le monde. Elles sont souvent réprimées alors qu'elles sont parfaitement légitimes. Le

secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, l'a reconnu publiquement à Genève en avril 2008.

1 personne sur 6 n'a pas accès à l'eau potable.

L'eau potable est peut-être la mesure la plus simple et la plus négligée des Objectifs du millénaire pour le développement (voir sous www.stoppauvrete.ch). Sept millions de personnes meurent chaque année, dont 3 millions d'enfants, suite à la consommation d'eau non potable. C'est 35 fois le nombre de morts dus au tristement célèbre tsunami du 26 décembre 2004.

1 enfant sur 10 n'a pas accès à l'école primaire.

En ne sachant ni lire ni écrire, une personne est aujourd'hui à la merci de tous les abus. Très souvent, ses droits sont bafoués. Ses chances de trouver un travail et de pouvoir entretenir les siens sont fortement diminuées. Sa capacité de changer, de prendre des initiatives, est également amoindrie. L'éducation primaire pour tous est l'un des Objectifs du millénaire pour le développement qui devrait être atteint en 2015.

Dans les pays du Sud, sur 5 femmes qui décèdent prématurément, 4 meurent lors d'un accouchement.

Les femmes du Sud paient un lourd tribut pour mettre au monde leurs enfants. Par ailleurs, leur quotidien est souvent fait de

privations, d'humiliations, de travail acharné et pénible et de manque de formation. C'est une énorme injustice dont les femmes restent victimes.

Les pays du Nord se sont engagés en 2000 à augmenter l'aide publique au développement à 0,7% du revenu national brut d'ici 2015.

- *La Suisse stagne à moins de 0,4% depuis 8 ans et, au moment où nous écrivons ce livre, le Parlement fédéral est toujours hésitant face à la demande de plus de 200'000 citoyens suisses d'augmenter l'aide à 0,7%.*
- *Les Etats-Unis sont à 0,15% et offrent une aide souvent intéressée par des motifs politiques ou économiques.*
- *La Norvège s'engage à 0,95% et dépasse la barre des 0,7% comme la plupart des pays scandinaves. Ils sont des exemples de par l'importance de leur aide publique, mais aussi de par la qualité de leur travail sur le terrain.*

Pour parvenir à augmenter cette aide publique au développement, le mouvement suisse StopPauvreté.2015 et les ONG partenaires de ce livre ont collaboré à l'organisation de la campagne « 0,7% - Ensemble contre la Pauvreté ». Celle-ci a permis de remettre aux autorités fédérales en juillet

2008 une pétition signée par plus de 200'000 personnes.

Nous entendons continuer à lutter contre la pauvreté. Continuer à agir dans le respect de la culture de chacun, et aider à restaurer puis à faire valoir les compétences des plus démunis dans ce monde globalisé. Ce combat est un chantier immense ; chacun peut y trouver sa place, se mobiliser à son niveau en faveur de plus de justice et d'équité. C'est le grand défi du XXI^e siècle.

Jean-Daniel André

Coordinateur romand de StopPauvreté.2015

Pour aller plus loin...

Bibliographie restreinte

Livres (par ordre alphabétique des auteurs)

Jacques Blandenier, *Les pauvres avec nous. La lutte contre la pauvreté selon la Bible et dans l'histoire de l'Eglise*, Lausanne : LLB, 2006, 144 p. (Epuisé ; disponible en vente directe sur www.stoppauvrete.ch).

Christian Comeliau, *La croissance ou le progrès ? Croissance, décroissance, développement durable*, Paris : Le Seuil, 2006, 320 p.

Reto Gmünder, *Evangile et développement. Pour rebâtir l'Afrique*, Bafoussam (Cameroun) : CIPCRE, 2002, 148 p.

Tristan Lecomte, *Le commerce équitable*, Paris : Eyrolles, 2004, 192 p.

Peter Niggli, *A qui profite l'aide au développement? Controverses et nouvelles pistes*, Lausanne : Alliance Sud et Edition d'en bas, 2008, 200 p.

Peter Niggli, *La mondialisation, et après... Quel développement au 21^e siècle ?*, Berne : Communauté de travail, 2004, 130 p.

Riccardo Petrella, *Le bien commun, éloge de la solidarité*, Bruxelles : Labor, 1996, 94 p.

Majid Rahnema, *Quand la misère chasse la pauvreté*, Paris : Fayard, Actes Sud, 2003, 458 p.

Gilbert Rist, *Le développement, Histoire d'une croyance occidentale*, Paris : Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 2007, 483 p.

Collectif sous la direction de Julio de Santa Ana, *L'église et les pauvres*, Lausanne : Favre, 1982, 265 p.

Joseph Eugène Stiglitz, *La grande désillusion*, Paris : Fayard, 2002, 328 p.

Muhammad Yunus, (Prix Nobel 2006) *Vers un monde sans pauvreté*, Paris : JC Lattès, 2006, 345 p.

Sites web

Le site de l'ONU : www.un.org

Le site des Objectifs du millénaire pour le développement : www.unmillenniumproject.org

Le site des Nations unies pour le développement (PNUD) : www.undp.org

Le site de l'Action mondiale contre la pauvreté : www.whiteband.org

Le site de la Coopération suisse (DDC) : www.ddc.admin.ch

Le site d'Alliance Sud, la communauté de travail des grandes oeuvres d'entraide helvétiques : www.alliancesud.ch

Le site de StopPauvreté.2015 : www.stoppauvrete2015.ch

Le site du Défi Michée en France : www.defimichee.org

Le site de Tearfund, une ONG anglaise qui développe une rubrique en français avec le journal « Pas à pas », une publication remarquable avec notamment le no 63 consacré à « Répondre aux Objectifs du millénaire pour le développement » : www.tearfund.org

Le site du SECAAR, le Service chrétien d'appui à l'animation rurale : www.secaar.org

Le site de Christnet, un forum de réflexion chrétien sur des questions sociales et politiques : www.christnetonline.ch

Le site de Pain pour le prochain, une ONG des
Eglises réformées de Suisse : www.ppp.ch

Le site de La Commission Tiers Monde de
l'Eglise catholique : www.cotmec.ch

Répertoire alphabétique des 24 partenaires de ce livre

AAFIP (Association des Amis de la Fraternité Internationale des Prisons)

- Pays d'intervention : 112 pays membres de la FIP
- Secteur d'activité : milieu carcéral (développement et aide humanitaire)
- Site internet : www.aafip.ch
- Adresse : rue du Panorama 4,
Ancienne Prison de Vevey, CH – 1800 Vevey
- Personne de contact : Nathalie Rod Dumoulin
- E-mail : info@aafip.ch

AME (Alliance Missionnaire Evangélique)

- Pays d'intervention : Angola, Guinée, Brésil, Japon, Chine, Sri Lanka
- Secteurs d'activité : travail médical, santé publique, réhabilitation des malades de la lèpre, lutte contre la tuberculose et le sida, ophtalmologie, eau, microprojet, enfants de la rue, alphabétisation, promotion et diffusion de littérature, formation théologique
- Site internet : www.sam-ame.org
- Adresse : case postale,
CH –1401 Yverdon-les-Bains
- Personne de contact : Eric Stauffer
- E-mail : yverdon@sam-ame.org
- Tél. : 024 420 33 23

Armée du Salut

- Pays d'intervention : Suisse, Autriche, Hongrie, Congo RDC, Congo-Brazzaville, Rwanda, Zimbabwe, Haïti, Brésil, Equateur, Myanmar (Birmanie), Pakistan, Inde, ainsi qu'une vingtaine d'autres pays en Afrique, Asie et Amérique du Sud
- Secteurs d'activité : domaine social, santé, éducation et formation, évangélisation, aide d'urgence en cas de catastrophe
- Site internet : www.armeedusalut.ch
- Adresse : Armée du Salut, Quartier Général, Laupenstrasse 5, case postale 6575, CH – 3001 Berne
- E-mail : info@swi.salvationarmy.org
- Tél. : 031 388 05 91

ASAREN (Association suisse d'aide aux régions sahéliennes)

- Pays d'intervention : Burkina Faso, Mali
- Secteurs d'activité : implantation d'écoles en brousse, soins infirmiers dans les prisons, assistance technique, aide en cas de famine
- Adresse : Asaren % Bernard Bonjour, Boulevard Chamontey 7, CH – 1800 Vevey
- Personne de contact : Bernard Bonjour
- E-mail : bernardbonjour@freemail.ch
- Tél. : 021 922 35 20

Betsaleel (Association)

- Pays d'intervention : Tchad
- Secteur d'activité : enfance – orphelins
- Site internet : www.betsaleel.ch
- Adresse : Association Betsaleel, Recey 8, CH – 2065 Savagnier
- Personne de contact : Jean-Pierre Liechti
- E-mail : jpliechti@net2000.ch
- Tél. : 032 853 77 26

CEMADEF (Centre Multidisciplinaire d'Appui au Développement de la Femme)

- Pays d'intervention : Congo RDC
- Secteurs d'activités : éducation et appui aux activités génératrices de revenus par les micro-crédits
- Site internet : www.cemadef.org
- Adresse : Passage de la Fin 6, CH – 1217 Meyrin, Genève
- Personne de contact : Fanny Ukety

Compassion Suisse

- Pays d'intervention : Bolivie, Brésil, Colombie, République Dominicaine, Salvador, Equateur, Ethiopie, Guatemala, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Kenya, Mexique, Nicaragua, Pérou, Philippines, Rwanda, Tanzanie, Thaïlande, Ouganda, Bangladesh, Burkina Faso, Ghana, Togo
- Secteurs d'activité : aide à l'enfance et à leurs familles, en collaboration avec l'Eglise
- Site internet : www.compassion.ch
- Adresse : case postale 46, CH – 1426 Concise
- Personne de contact : Philippe Mermod
- E-mail : info@compassion.ch
- Tél. : 0800 700 701

FH – Suisse,

Espoir pour ceux qui ont faim

- Pays d'intervention : Burundi, Congo RDC, Rwanda, Ouganda, Tchad, Ethiopie, Guatemala, Cambodge
- Secteurs d'activité : développement communautaire, agriculture, santé, aide à l'enfance, éducation, eau et assainissement, formation de leaders
- Site internet : www.fhsuisse.org
- Adresse : FH – Suisse, Dr. Alfred-Vincent 8, CH – 1201 Genève
- Personne de contact : Roger Zurcher
- E-mail : info@fhsuisse.org
- Tél. : 022 755 35 75

Hi Kidz (Fondation)

- Pays d'intervention : Albanie, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Bahreïn, Colombie, Emirats arabes unis, Espagne, France, Guadeloupe, Hongrie, Irak, Jordanie, Kazakhstan, Koweït, Liban, Madagascar, Moldavie, Oman, Ouzbékistan, La Réunion, Roumanie, Russie, Serbie, Suisse, Syrie, Tadjikistan, Ukraine
- Secteurs d'activité : camps et clubs pour enfants de 6 à 14 ans, formation de responsables, création de spectacles avec et pour enfants, suivi social d'enfants en situation critique
- Site internet : www.hikidzinternational.org
- Adresse : chemin des Trois-Rois 5 bis, CH – 1005 Lausanne
- Personne de contact : Anne-Christine Bataillard
- E-mail : hikidz@graindeble.org
- Tél. : 021 318 74 27

Interserve

- Pays d'intervention : Asie, monde arabe
- Secteurs d'activité : envois de volontaires de presque toutes les professions
- Site internet : www.interserve.org/ch
- Adresse : Les Vies de Coeuve 18, CH – 2942 Alle
- Personne de contact : Murna Bigler
- E-mail : nd2.isch@gmail.com
- Tél. : 032 471 23 62

Jethro (Association)

- Pays d'intervention : Burkina Faso
- Secteur d'activité : agriculture
- Site internet : www.association-jethro.org
- Adresse : case postale 1606,
CH – 2001 Neuchâtel
- Personne de contact : Claude-Eric Robert
- E-mail : claud-eric.robert@association-jethro.org
- Tél. : 032 926 98 55

Jeunesse en Mission

- Pays d'intervention : 149 pays sur les 5 continents
- Secteurs d'activité : évangélisation, formation et aide humanitaire
- Site internet : www.jeunesse-en-mission.ch
- Adresse : JEM bureau romand, Clamogne 27,
CH – 1170 Aubonne
- Personne de contact : Olivier Fleury
- E-mail : info@jeunesse-en-mission.ch
- Tél. : 021 826 13 33

MEB (Mission Evangélique Braille)

- Pays d'intervention : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Congo RDC, Congo-Kinshasa, Côte d'Ivoire, Madagascar, Tchad, Togo
- Secteurs d'activité : handicap visuel, alphabétisation braille, éducation, social, spirituel, sécurité alimentaire
- Site internet : www.mebaille.ch et www.braille-sans-frontiere.org
- Adresse : MEB, 20 av. Louis-Ruchonnet, CH – 1800 Vevey
- Personne de contact : Heinz Rothacher
- E-mail : info@mebaille.ch
- Tél. : 021 921 66 88

MECL (Mission Evangélique Contre la Lèpre, France : Mission Lèpre)

- Pays d'intervention : 16 pays en Afrique, 14 pays en Asie
- Secteurs d'activité : médical, social et spirituel
- Site internet : www.lepramission.ch
(France: www.missionlepre.org)

MET (Mission Evangélique au Tchad)

- Pays d'intervention : Tchad
- Secteurs d'activité : soutien aux Eglises, travail médical, engagement social, projets de développement
- Site internet : www.missiontchad.org
- Adresse : rue centrale 60, CH – 2740 Moutier
- Personne de contact : Christian Simonin
- E-mail : met.emt@bluewin.ch
- Tél. : 032 493 25 46

Morija (Association)

- Pays d'intervention : Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Togo
- Secteurs d'activité : nutrition, santé, réhabilitation d'handicapés, éducation, accès à l'eau, formation professionnelle
- Site internet : www.morija.org
- Adresse : En Reutet D, case postale 114, CH – 1868 Collombey-le-Grand
- Personne de contact : Michel Raboud
- E-mail : relat.publique@morija.org
- Tél. : 024 472 80 70

Psalmodia (Association)

- Pays d'intervention : Burkina Faso, Cameroun, Sénégal
- Secteurs d'activité : développement des arts
- Site internet : www.psalmodia.net
- Adresse : rte de la Bossonnaz 12,
CH – 1023 Crissier
- Personne de contact : Guy Barblan
- E-mail : psalmodia.ecole@worldcom.ch
- Tél. : 021 634 33 32

REA Cameroun (Association)

- Pays d'intervention : Cameroun
- Secteurs d'activité : réhabilitation, éducation, aide sociale
- Site internet : www.rea-cameroun.ch
- Adresse : case postale 1,
CH – 2525 Le Landeron
- Personne de contact : Guillaume Ndam
- E-mail : rea@rea-cameroun.ch
- Tél. : 079 600 80 84

S.E.L. (Service d'Entraide et de Liaison)

- Pays d'intervention : Arménie, Bangladesh, Bénin, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Colombie, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Egypte, Equateur, El Salvador, Ethiopie, Ghana, Guatemala, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Kenya, Liban, Madagascar, Mali, Mexique, Nicaragua, Niger, Ouganda, Pérou, Philippines, Congo RDC, République Dominicaine, Rwanda, Sénégal, Tanzanie, Tchad, Thaïlande, Togo
- Secteurs d'activité : parrainage d'enfants, aide alimentaire, santé, agriculture, microcrédit, eau, secours d'urgence, sensibilisation
- Site internet : www.selfrance.org
- Personne de contact : Daniel Hillion
- E-mail : contact@selfrance.org
- Tél. : 00 33 1 45 36 41 51

SME (Service Missionnaire Evangélique)

- Pays d'intervention : Congo RDC, Tchad, Niger, Sénégal, les pays du Maghreb et du Moyen-Orient, Laos, Bangladesh, Mongolie, Roumanie
- Secteurs d'activité : envoi de volontaires, santé, éducation, formation, enseignement, sériciculture
- Site internet : www.sme-suisse.org
- Adresse : En Glapin 8, CH – 1162 St-Prex
- E-mail : secretariat@sme-suisse.org
- Tél. : 021 823 23 23

SMM (Services Missionnaires Mennonites)

- Pays d'intervention : Togo, République centrafricaine, Birmanie, Thaïlande, Philippines, Brésil, Bolivie, les pays du Moyen-Orient, Portugal, Roumanie, Congo RDC, Tchad, Laos, Birmanie, Irak, Chine
- Secteurs d'activité : envoi de volontaires, appuis techniques, formation, administration, linguistique, urgence, réhabilitation, soutien aux églises
- Site internet : www.swiss-mennonite-mission.org
- Adresse : SMM c/o Margrit Ummel, Le Saucy 28, CH – 2722 Les Reussilles
- Personne de contact : Margrit Ummel
- E-mail : sekretariat@swiss-mennonite-mission.org

StopPauvreté.2015 (France : Défi Michée)

- Pays d'intervention : international
- Secteurs d'activité : sensibilisation à la lutte contre la pauvreté et plaidoyer
- Site internet : www.stoppauvrete.ch
(France : www.defimichee.org)
- Personne de contact : Jean-Daniel André,
(France : Thierry Seewald)
- E-mail : jdandre@bluewin.ch
(France : contact@defimichee.org)
- Tél. : 021 801 01 68
(France : 00 33 1 64 65 51 68)

Wycliffe

- Pays d'intervention de Wycliffe International : 93, dont 13 en Afrique francophone
Pays d'intervention des envoyés de Wycliffe Suisse : 23
- Secteurs d'activité : recherche linguistique et publication des résultats; recensement et/ou description des langues menacées de disparition; alphabétisation fonctionnelle touchant notamment à la sensibilisation aux soins et hygiène de base, à la lutte contre le sida, aux droits civiques ; traduction de textes bibliques sous formes écrite et sonore ; formation du personnel national dans tous ces domaines
- Site internet : www.wycliffe.ch
- Adresse : Wycliffe Suisse, rue de la Poste 16, CH – 2504 Bienne
- E-mail : info@wycliffe.ch
- Tél. : 032 342 02 45